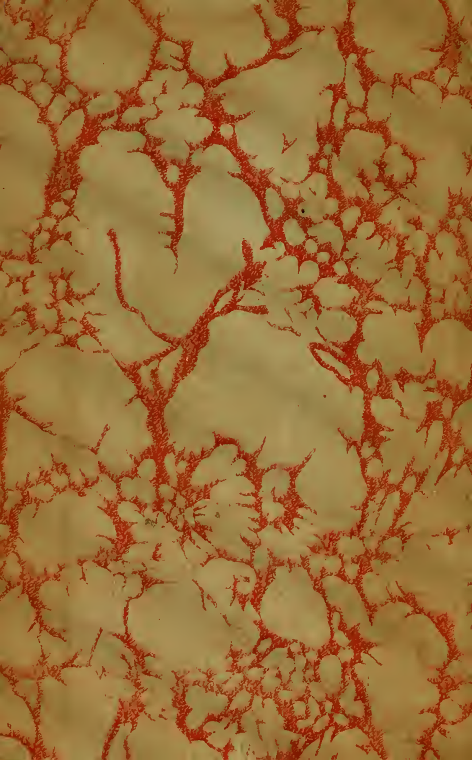




LA
DÉFENSE NATIONALE
EN 1792

PAR

Paul GAFFAREL

Professeur à la Faculté des Lettres de Dijon.

PARIS

LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

Au coin de la rue Hautefeuille.

A LA MEME LIBRAIRIE

AUTRE OUVRAGE DE M. P. GAFFAREL

Les colonies françaises. 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine.* 5 fr.

BIBLIOTHÈQUE UTILE

Volumes in-32 de 190 pages : brochés, 60 centimes ; cartonnés à l'anglaise, 1 fr.

EUG. PELLETAN. **Décadence de la monarchie française.**

CARNOT. **La Révolution française.** 2 vol.

FRÉD. LOCK. **Histoire de la Restauration.**

ALF. DONEAUD. **Histoire de la marine française.**

E. ZEVORT. **Histoire de Louis-Philippe.**

J. BARNI. **Napoléon Ier.**

Mme ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE. **Histoire populaire de la Révolution française.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

CARLYLE. **Histoire de la Révolution française.** Traduit de l'anglais. 3 vol. in-18 ; chaque vol. 3 fr. 50

BARNI. **Napoléon Ier et son historien M. Thiers.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

DE ROCHAU. **Histoire de la Restauration.** 1 vol. in-18, traduit de l'allemand. 3 fr. 50

LOUIS BLANC. **Histoire de dix ans.** 5 vol. in-8 ; chaque volume séparément. 5 fr.

ÉLIAS REGNAULT. **Histoire de huit ans (1840-1848).** 3 vol. in-8 ; chaque volume séparément. 5 fr.

TAXILE DELORD. **Histoire du second empire (1848-1870).** 6 vol. in-8 ; chaque volume séparément. 7 fr.

BOERT. **La guerre de 1870-1871,** d'après le colonel fédéral suisse Rustow. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

AUG. LAUGEL. **La France politique et sociale.** 1 vol. in-8. 5 fr.

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD.

LA DÉFENSE NATIONALE EN 1792

PREFACE

On affectait, il y a quelques années encore, de tourner en ridicule ce qu'on nommait *l'histoire-bataille.* On accablait de plaisanteries plus ou moins spirituelles, soit au théâtre, soit dans les salons, soit même dans les journaux et les livres, les instincts belliqueux et l'amour des choses militaires, qui étaient comme le trait dominant du caractère français. Quelle fut la conséquence de ces dénigrements intempestifs et de ces railleries malsaines, nous ne la connaissons que trop, et nous ne voulons pas raviver des plaies qui saignent encore;

mais nous croyons sincèrement remplir un devoir patriotique en appelant de nouveau l'attention sur cette histoire trop systématiquement délaissée.

De toutes les guerres que nous avons soutenues contre les divers Etats européens, il en est peu d'aussi mal connues que les guerres de la première République. Les historiens de la Révolution en effet ont raconté de préférence les évènements qui se déroulaient à Paris ou en France : ils ont négligé ceux dont la frontière était le théâtre. Sans doute les grands noms et les principaux épisodes sont restés dans la mémoire de tous, mais l'ensemble des opérations et la succession des faits militaires sont à peine indiqués, même dans les ouvrages les plus autorisés. Nous n'avons certes pas eu la prétention de faire mieux que tant d'autres; nous avons simplement cherché à présenter un tableau de ces campagnes fameuses, et nous avons commencé par la première en date, celle que l'on pourrait intituler la *campagne de la défense nationale en 1792.*

CHAPITRE PREMIER

LA DÉCLARATION DE GUERRE

Au 1er janvier 1792, la France et l'Europe étaient à la veille d'une guerre générale. En France, depuis dix-huit ans régnait Louis XVI, prince animé d'intentions excellentes, mais trop au-dessous des circonstances. Mal entouré, mal conseillé, il était alors en lutte secrète avec l'Assemblée législative, qui partageait avec lui le pouvoir. Trois partis divisaient l'Assemblée : Le premier, la Droite, composé non plus de royalistes, mais de constitutionnels, les Feuillants, comme on les nommait, était sincèrement dévoué à la Constitution élaborée et votée par l'Assemblée Constituante ; mais la cour ne le soutenait pas, et il était en minorité. Le second parti, la Plaine ou le Centre, était formé par des hommes modérés, mais, entraîné par le courant de l'opinion, il votait presque toujours avec le troisième parti, la Gauche. A la Gau-

che appartenaient des députés jeunes pour la plupart, ardents, enthousiastes, et qui penchaient résolument vers les idées nouvelles. Les uns, les Girondins, consentaient à conserver la royauté, mais à condition que le roi se résignât sans arrière-pensée à ses récentes attributions; les autres, les Montagnards, demandaient ouvertement la République. Ainsi la royauté, méconnaissant ses véritables amis, ceux de la Droite, se défiant du Centre, était attaquée par la Gauche, indirectement par les Girondins, directement par les Montagnards. Le roi, menacé dans ses prérogatives, froissé dans ses préjugés, attaqué dans sa famille, blessé dans ses convictions religieuses, se considérait comme la victime de la situation et n'attendait plus qu'une occasion favorable pour rompre ses engagements et revenir à l'ancien régime. Il avait même le tort d'entretenir à l'étranger des agents secrets, tels que le baron de Breteuil ou Mallet-Dupan, qui avaient reçu pour mission de prier les souverains européens de ne pas mal interpréter sa conduite officielle, car son secret désir était d'anéantir ou tout au moins de retarder la Révolution. Aussi bien on se défiait en France de ces projets réactionnaires; on s'en défiait d'autant plus que d'imprudents amis se faisaient l'écho des plaintes royales, et qu'au de-

hors des Français égarés, coupables, les émigrés, se rassemblaient en armes sur les bords du Rhin ou sur les Alpes, et cherchaient à travers l'Europe des ennemis à la France nouvelle. La situation était donc très tendue : à l'intérieur, guerre civile imminente ; à l'extérieur, menaces à la frontière et tentatives de coalition contre la France.

Tous les souverains en effet se sentaient menacés dans la personne de Louis XVI. Ils comprenaient très bien que, s'ils toléraient en France l'expansion des idées révolutionnaires, leurs trônes seraient ébranlés par la chute de la dynastie des Bourbons. Aussi étaient-ils intéressés au maintien de Louis XVI et presque tous disposés à le soutenir par les armes. Sans parler du roi d'Espagne, du roi de Naples et du duc de Parme, tous Bourbons et que des liens de famille rattachaient directement à la cause de Louis XVI, et qui prendraient les armes pour le salut du chef de leur maison, l'idée d'une guerre avec la France ne répugnait pas aux autres souverains, surtout à l'empereur d'Allemagne, Léopold II, archiduc d'Autriche et roi de Hongrie, qui s'était ouvertement posé comme le champion de l'ancien régime. Il avait déjà durement comprimé les récentes velléités d'insurrection de quelques-unes des provinces qui compo-

sent la vaste monarchie autrichienne. Il venait d'enlever à la Hongrie ses dernières libertés, et le maréchal Bender foulait sous le talon de sa botte — l'expression est du temps — la Belgique vaincue. L'empereur Léopold II soutenait donc résolument son beau-frère Louis XVI, et il encourageait sa sœur, Marie-Antoinette, à le fortifier dans sa résistance à ce qu'il appelait les empiétements de l'Assemblée. Déjà même il cherchait des prétextes contre la France. Il avait autorisé, contre le droit des gens, les électeurs de Trèves et de Mayence à donner asile dans leurs Etats aux émigrés français, et il ne se cachait pas pour prodiguer à ces derniers des armes et de l'argent. Enfin il soutenait les réclamations de certains princes allemands, privés par la Constituante de leurs droits féodaux en Alsace, mais à qui pourtant on avait promis des indemnités pécuniaires.

Quelques explications sont ici nécessaires : Le traité de Westphalie, qui donna l'Alsace à la France, en 1648, avait formellement cédé au roi de France la pleine et entière souveraineté ; mais il avait en même temps réservé les droits des villes impériales ou des princes allemands qui possédaient des domaines dans la province : c'étaient les électeurs de Mayence et de Cologne, les évêques de Stras-

bourg, Spire, Bâle, le duc de Wurtemberg, les princes de Nassau, Hesse-Darmstadt, Linange, etc. Afin de faire cesser cette apparente contradiction, Louis XIV et son successeur avaient cherché, par une suite de traités et de négociations très explicites, à faire prédominer leur autorité, à l'exclusion de toute autre. Ils y avaient réussi en partie; néanmoins, quand éclata la Révolution française et que furent appliquées ses réformes; quand furent supprimés les droits féodaux, les corvées, les douanes intérieures, les péages, les monopoles, le servage, les droits de chasse, de garenne, de justice; quand furent ouvertes les portes des couvents et remaniées les circonscriptions épiscopales; quand en un mot les Alsaciens furent déclarés égaux et libres, comme l'étaient les autres Français, il y eut comme une explosion de fureur parmi tous ces tyranneaux allemands, atteints dans leurs prérogatives et menacés dans leurs privilèges. Ils se plaignirent bruyamment et saisirent de leurs griefs la diète impériale. Quelques-uns d'entre eux se montrèrent même très violents. L'archevêque de Mayence ne déclarait-il pas « qu'il était nécessaire à la sécurité de l'Empire que la puissance française, si fortement concentrée dans ses autres provinces, maintînt dans les provinces frontières de l'Allemagne une con-

stitution analogue à celle de l'Empire ? » L'archevêque de Cologne demandait qu'on établît une sorte de cordon sanitaire autour de la France et qu'on mît sous le séquestre les biens de tous les Français établis en Allemagne. Les évêques de Worms, de Spire et d'Augsbourg allaient plus loin : ils réclamaient déjà la restitution de l'Alsace, de la Lorraine et de la Bourgogne !

Ces déclarations sentaient la poudre, comme on l'a dit avec esprit, et c'étaient les Etats les plus faibles, les plus faiblement organisés au point de vue militaire, qui se permettaient de pareilles rodomontades. Ils se sentaient donc appuyés et soutenus, excités même. Ils l'étaient en effet par l'Autriche, qui les poussait en avant et qui voulait paraître avoir la main forcée pour entrer en lutte avec la France, mais ne cherchait qu'un prétexte pour donner libre carrière à ses convoitises.

L'Autriche, bien dirigée par ses ministres, eut même l'art d'intéresser à sa querelle la Prusse, sa rivale et son ennemie naturelle. La Prusse n'était pas encore la hautaine puissance à qui l'Europe obéit presque sans protestation. A cette époque, le Habsbourg commandait, et le Hohenzollern obéissait. Son souverain n'était pas un prince énergique et obstiné dans sa politique ; au contraire, Frédéric-

Guillaume flottait irrésolu. On ne pouvait guère compter sur sa royale parole. D'après les traditions de sa famille, il n'écoutait guère que son intérêt. Il savait pourtant s'humilier à propos, surtout devant l'Autriche. Aussi Léopold II n'eut pas de peine à démontrer à ce prince, qui ne demandait qu'à être convaincu, les dangers de la Révolution française. Il l'effraya par la menace des émeutes de Paris, qui, toutes, auraient leur contre-coup à Varsovie. Moitié par haine de la France, moitié par haine de la Pologne, il lui fit jurer, au traité de Reichembach, d'agir en commun contre les révolutionnaires français ou polonais.

La czarine Catherine II promit également son concours. Cette princesse avait cependant professé les maximes philosophiques les plus outrées ; Voltaire et Diderot avaient été ses amis, et elle ne trouvait pas leurs principes bien redoutables pour un peuple de serfs. Mais, en prenant part à une coalition contre la France, elle entendait bien n'intervenir qu'à sa convenance ; de plus, en lançant l'Autriche et la Prusse dans une guerre dont personne ne pouvait prévoir la durée, elle avait le champ libre pour démembrer à son aise la Pologne et la Turquie. Si donc elle s'associa à la politique austro-prussienne, ce ne fut

jamais qu'en paroles : elle réservait ses actes pour les peuples dont elle convoitait les dépouilles.

Un autre souverain du Nord au contraire, le roi de Suède, Gustave III, avait l'intention bien arrêtée d'agir directement et en personne contre la France. Ardent et résolu, il s'était constitué comme le chef de la croisade des rois contre les peuples, comme le défenseur de l'absolutisme contre les libertés modernes. Aussi désirait-il être le généralissime de la grande armée des monarchies européennes. L'imagination troublée de ce chevalier de l'arbitraire était comme surexcitée par la pensée de restaurer, aux dépens de la vieille alliée de la Suède, l'omnipotence royale.

Un souverain du Midi, le roi de Sardaigne, Victor-Amédée III, nourrissait aussi contre la France des sentiments hostiles, bien qu'il eût marié ses deux filles aux deux frères de Louis XVI, les comtes de Provence et d'Artois, et son fils aîné à la sœur du roi, Marie-Clothilde. Adversaire déclaré de la Révolution, il avait ouvert avec empressement ses États aux émigrés. Turin était un autre Coblentz. On y parlait de restauration à main armée, et déjà se massait sur les Alpes l'armée sarde, toute prête à envahir la France au premier signal.

Ces souverains étaient donc à la veille

d'entrer en lutte avec la France : les uns par esprit de famille, c'étaient les rois d'Espagne et de Naples et le duc de Parme; les autres par ambition ou désir de profiter de la confusion générale, c'étaient l'empereur d'Allemagne, le roi de Prusse et la czarine; les autres enfin par animosité personnelle, c'étaient les rois de Suède et de Sardaigne. Ils n'attendaient plus qu'une occasion pour se déclarer, et cette occasion ne devait pas se faire attendre.

Au contraire, d'autres nations nous étaient ouvertement sympatiques, Venise, Gênes, la Suisse, la Hollande; mais ces États étaient trop faibles, et la nécessité leur imposait l'obligation de dissimuler leurs sentiments. Gênes et Venise d'ailleurs étaient en pleine décadence. Déjà dans ces deux républiques, si florissantes au moyen âge, un puissant parti réclamait la paix et l'ordre, même au prix de l'indépendance nationale. La Suisse, qui avait salué avec bonheur les premiers jours de la liberté française, craignait de se compromettre. Quant aux riches bourgeois d'Amsterdam, s'ils se souvenaient encore que nous avions aidé leurs ancêtres à conquérir leur indépendance, ils se contentaient de nous applaudir et ne nous soutenaient que par leurs encouragements.

En Angleterre enfin, les esprits étaient sin-

gulièrement partagés à notre sujet. Au début, les idées françaises avaient été parfaitement accueillies. Les couleurs parisiennes étaient devenues les couleurs à la mode. Au Parlement, Fox déclarait que « jamais encore on n'avait fait un si grand pas pour l'affranchissement du genre humain ». Pitt lui-même ne tarissait pas en éloges. Mais cet enthousiasme tomba bien vite. Les Anglais ont toujours eu et ont encore l'habitude de soutenir à l'étranger les gouvernements et les principes dont ils ne voudraient pas chez eux; aussi, dès qu'ils s'aperçurent que les doctrines françaises commençaient à s'infiltrer dans la masse du peuple anglais, ils les répudièrent. L'aristocratie, attaquée dans ses privilèges, cessa d'applaudir à la Révolution et, du jour au lendemain, lui déclara une guerre à outrance : car elle espérait profiter de la confusion générale pour achever de ruiner notre marine, pour s'emparer de nos dernières colonies, et surtout pour tirer vengeance de la part glorieuse prise par notre pays à la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique.

Telle était, aux premiers mois de 1792, la situation générale de l'Europe. La guerre était pour ainsi dire dans l'air, et tous les souverains, par égoïsme, par intérêt ou par ambition, étaient disposés à former, non pas

contre Louis XVI, car ils le considéraient comme irresponsable, mais contre la France, une vaste coalition.

Quelques Français prenaient une part active à ces négociations. Non contents de se préparer à envahir en personne la mère patrie, ils nous suscitaient partout des embarras et des ennemis. A Worms, à Coblentz, sur les rives du Rhin, des enrôlements avaient lieu au grand jour, et la contre-révolution s'étalait avec impudence. Quand le prince de Condé, le chef reconnu des émigrés, entra à Mayence, cent et un coups de canon saluèrent son entrée. L'archevêque électeur lui ouvrit ses arsenaux et son trésor. L'Autriche et la Prusse accueillirent avec un égal empressement les émigrés. Le roi de Sardaigne, Victor-Amédée III, les invitait même à le rejoindre. Dès le mois de mai 1791, une ébauche de coalition avait été signée à Mantoue. Calonne, l'ancien ministre de Louis XVI, le comte d'Artois et l'empereur Léopold avaient, dans cette ville, dressé un plan d'attaque contre la France. L'Autriche s'engageait à envoyer 35 000 soldats en Flandre et 15 000 en Alsace, le roi de Sardaigne 15 000 en Dauphiné, et le roi d'Espagne 20 000 en Roussillon. Ces troupes seraient comme l'avant-garde de la coalition, dont le corps d'armée serait formé

par les armées prussienne et anglaise, et la réserve par la Russie.

Les conférences de Mantoue n'eurent aucun résultat et d'ailleurs furent tenues secrètes. Mais trois mois plus tard, le 27 août 1791, une nouvelle entrevue de souverains eut lieu à Pilnitz, en Saxe. L'Empereur, le roi de Prusse et le comte d'Artois y signèrent une déclaration fameuse, rendue publique cette fois, et qui préparait l'invasion

« Sa Majesté l'Empereur et Sa Majesté le roi de Prusse, ayant entendu les désirs de Monsieur et de M. le comte d'Artois, déclarent conjointement qu'elles regardent la situation où se trouve actuellement Sa Majesté le roi de France comme l'objet d'un intérêt commun à tous les souverains de l'Europe. Elles espèrent que cet intérêt ne peut manquer d'être reconnu par les puissances dont le secours est réclamé ; que, en conséquence, elles ne refuseront pas, conjointement avec Leurs dites Majestés, les moyens les plus efficaces, proportionnellement à leurs forces, pour mettre le roi de France en état d'affermir, dans la plus parfaite liberté, les bases d'un gouvernement monarchique également convenable aux droits des souverains et au bien-être des Français. Alors, et dans ce cas, Leurs Majestés sont décidées à agir promptement et d'un mutuel ac-

cord, avec les forces nécessaires pour atteindre le but proposé et commun. En attendant, elles donneront à leurs troupes les ordres convenables pour qu'elles soient prêtes à se mettre en activité. »

La déclaration de Pilnitz indigna la France. On se demanda de quel droit l'étranger se mêlait des affaires intérieures d'un grand peuple, et on se prépara à la résistance. Louis XVI lui-même, qui ne voulait pas se mettre à la merci de l'étranger et qui jalousait l'influence future de son frère d'Artois, revenant à la tête d'une armée européenne, en appela à l'opinion publique et protesta contre l'immixtion des souverains étrangers dans les affaires du pays. Ce fut comme la première explosion de cet élan patriotique qui rendra si grande la France de 1792. Toute la nation se sentit insultée et se prépara à la guerre avec une grande activité.

A l'étranger, on ne se doutait seulement pas de la gravité des événements qui se préparaient, et surtout on ne se rendait pas compte de l'unanimité des sentiments qui animaient nos pères. Les folles bravades des émigrés avaient fait perdre la tête aux gouvernants d'alors. Il est vrai que leurs sujets n'avaient accueilli les émigrés qu'avec peu d'empressement. Ils n'aimaient pas leurs grâces suran-

nées, leurs prétentions rétrospectives, leur ignorance et leur frivolité. La légèreté de leurs mœurs et de leur langage effarouchait la pudeur germanique, et leur amour des plaisirs bruyants scandalisait les bourgeois, qui ne cachaient plus leur antipathie à ces hôtes turbulents ; mais les princes allemands ne savaient qu'inventer pour leur plaire. Non seulement ils leur avaient ouvert leurs palais et leurs châteaux, mais encore ils leur permettaient d'organiser au grand jour la contre-révolution et s'apprêtaient à se joindre à eux pour envahir la France. Ils pensaient n'avoir à faire qu'une promenade militaire. Aussi les préparatifs de guerre étaient-ils conduits avec une incroyable légèreté. A Mayence, par exemple, le général des troupes électorales trouvait inutile d'essayer ses canons, car les Français n'oseraient seulement pas en essuyer le feu. Les officiers allemands déclaraient que tout Jacobin serait pendu, et, comme le chanvre manquerait, les dames offraient gracieusement leurs beaux cheveux pour cette affreuse besogne. Un général promettait même de rapporter un sac plein de têtes de jacobines. Il est vrai qu'une grande dame ne réclamait qu'un doigt de Pétion. Tel officier n'avait que trois chapons dans sa cuisine de campagne. Il mangerait le premier à Landau, le second à

Nancy, le troisième à Paris. Personne ne songeait alors à Valmy et à Jemmapes!

Louis XVI ne pouvait ni permettre ces outrages ni autoriser ces rassemblements sans provoquer des explications. Il envoya des ambassadeurs à toutes les puissances dont la France avait à se plaindre. Mais les émigrés avaient adopté une théorie singulière. A les entendre, Louis XVI était considéré comme prisonnier, et son frère le comte de Provence investi de la régence. Le plus déplorable, c'est que cette bizarre théorie était approuvée en secret par la cour. De bonne foi, le roi se considérait comme le prisonnier de son peuple. Excité par de maladroits amis, mal conseillé surtout par sa femme, Marie-Antoinette, qui ne se rendait pas compte de la situation et ne voulait pas la comprendre, qui même correspondait avec l'étranger et suppliait sa royale parenté d'intervenir dans nos affaires intérieures, Louis XVI semblait autoriser ces prétentions singulières. Dès lors ses ambassadeurs, bien que régulièrement investis de leurs mandats, n'avaient plus de caractère officiel aux yeux de l'Europe monarchique. De fait, ils furent très mal reçus. A Turin, on ne voulut seulement pas admettre Sémonville; à Coblentz, on souilla d'ordures la porte de notre représentant; à Trèves, le

Moniteur de l'électorat parlait en ces termes de Bigot de Sainte-Croix : « O honte ! honte éternelle, que nul sang ne pourra jamais laver ! Un espion du club des Jacobins, de cette Société de scélérats ! un élève de Mirabeau et de Necker a l'insolence de se présenter devant Clément Wenceslas ! » A Mayence, on prit plaisir à laisser s'égarer Villars dans le palais électoral, sans envoyer un officier à sa rencontre, et on s'amusa beaucoup de le voir entrer dans la cuisine. Le roi de Prusse se détourna de M. de Ségur, et la czarine Catherine renvoya Saint-Genest. La France était déjà au ban de l'Europe monarchique.

Il fallait en finir à tout prix. Louis XVI, forcé de jouer son rôle de souverain constitutionnel, signifia aux électeurs ecclésiastiques qu'ils seraient considérés comme ennemis de la France s'ils n'empêchaient pas les rassemblements des émigrés. Il écrivit à l'Empereur pour qu'il interposât son autorité auprès de ces princes, et déclara à l'Assemblée législative que, s'il n'obtenait pas satisfaction, il ne lui resterait plus qu'à proposer la guerre. Mais les électeurs se gardèrent bien de dissiper les rassemblements ; l'Empereur répondit qu'il soutiendrait ces princes, s'ils étaient attaqués. Il fit même connaître sa résolution formelle « de leur porter tous les secours

qu'exigeaient la dignité de la couronne impériale et le maintien des constitutions de l'Empire, s'ils n'obtenaient pas réintégration plénière et conforme aux dispositions des traités. » Enfin la diète de Ratisbonne éleva de nouvelles réclamations au sujet des princes allemands privés de leurs droits féodaux en Alsace. C'était une fin de non-recevoir bien caractérisée.

Les historiens allemands ont prétendu que la France avait eu les torts de la première agression. Ils ont accusé nos fureurs et nos convoitises. N'étions-nous donc pas insultés et provoqués par ces conférences de Mantoue et de Pilnitz, par ces ténébreux conciliabules de souverains et d'émigrés, par ces outrages dont on abreuvait nos représentants? Non, nous ne fûmes pas les agresseurs. La France ne songeait alors qu'à fonder sa liberté et nullement à prendre celle des autres. La Révolution n'avait-elle pas commencé par de solennelles déclarations de paix et de fraternité universelles? Aux déclamations allemandes nous avons le droit de riposter par des faits; et les faits démontrent que, loin d'avoir provoqué la guerre, nous l'avons subie.

En attendant, cette guerre était imminente. Il fallait s'y préparer. Or nos ressources militaires étaient bien médiocres. Il n'existait pas

alors d'armée nationale : il n'y avait qu'une armée royale. Le service militaire, en effet, n'était pas obligatoire, et les soldats, sauf de rares exceptions, n'étaient que des mercenaires à la solde du roi. On devenait alors soldat par enrôlement plus ou moins volontaire. Des gens de sac et de corde, nommés racoleurs, étaient chargés par les capitaines de lever les soldats qui devaient composer leurs compagnies. Ces racoleurs recrutaient surtout des vagabonds, des déclassés, même des repris de justice, enchantés de trouver sous l'uniforme l'impunité qu'ils ne méritaient guère. Parfois ils employaient la violence ou la fraude pour se procurer des recrues. Ainsi ils avaient des maisons, appelées fours, véritables prisons où ils séquestraient les hommes, qu'ils vendaient ensuite. La conséquence de ce mode déplorable de recrutement était d'un côté la mauvaise composition de l'armée, de l'autre le nombre toujours croissant des déserteurs. On avait bien essayé de remédier à ce vice originel en créant ce qu'on nomma des miliciens : c'étaient des soldats tout armés et tout équipés, que chaque village devait fournir proportionnellement à sa population. Ces miliciens étaient désignés par le sort, et leur service devait être temporaire, mais ils se considéraient comme des victimes et déser-

taient, dès qu'ils en trouvaient l'occasion. Ce n'étaient pas des troupes sérieuses. Nos régiments se composaient donc de volontaires racolés, les uns par nécessité, les autres par force; c'est-à-dire que cette troupe manquait de nerf et de cohésion, puis qu'elle manquait de moralité. Elle n'avait même pas d'unité, et on était obligé de la compléter par l'adjonction de régiments étrangers : on en comptait en 1792 douze suisses, trois allemands, trois irlandais et deux italiens.

Si du moins ces soldats avaient été bien commandés! mais on devenait alors officier par droit de naissance. Les nobles pouvaient seuls acquérir des grades, et les soldats, quel que fût leur mérite, ne s'élevaient jamais au-dessus des grades inférieurs. De plus, la faveur seule faisait arriver aux grands commandements. L'armée était donc mal recrutée et commandée plus mal encore. Néanmoins elle se tenait; elle formait un tout; en face de l'ennemi, elle ne mentait pas à sa vieille réputation. Il aurait donc fallu la soutenir, même avec ses imperfections, au moment où allaient s'engager de si graves événements. L'heure du danger n'était pas l'heure des réformes.

Or la Constituante et la Législative, avec un zèle mal entendu et une précipitation irréfléchie, avec une incompétence trop souvent

notoire, avaient accumulé réformes sur réformes, et, au lieu de la modifier, avait désorganisé l'armée. L'abolition de la noblesse avait mécontenté les officiers, qui commençaient à devenir les ennemis de la Révolution. Quant aux soldats, mal conseillés par la presse démocratique, ils ne connaissaient plus de bornes à l'indiscipline. Marat était infatigable à les pousser à la révolte et même au meurtre de leurs officiers. Ces tristes enseignements portèrent leurs fruits. On vit des soldats arrêter leur colonel et chasser leurs officiers. Des garnisons tout entières refusèrent d'obéir. Des régiments vidèrent leurs querelles en se battant dans les rues. L'Assemblée Législative, malgré ses répugnances pour des mesures de rigueur, ne pouvait tolérer de pareils désordres. Elle exigea la stricte observation des règlements. Aussitôt trois régiments, sous prétexte d'irrégularités dans le payement de leur solde, se révoltent à Nancy, trouvent des renforts parmi les prolétaires et appellent à leur aide les garnisons voisines. Cette sédition militaire fut noyée dans le sang, mais le danger pouvait reparaître. Il fallait à tout prix réformer l'armée. Mirabeau avait jadis proposé qu'on la licenciât tout entière pour en former une entièrement nouvelle. C'était peut-être la meilleure des solutions, mais elle ne fut pas ac-

ceptée, et dès lors les faiseurs de plans se livrèrent à toutes leurs fantaisies. Ce fut un pêle-mêle de décisions contradictoires, de projets avortés aussitôt que conçus. L'armée ne fut bientôt plus que l'ombre d'elle-même. A l'exception des régiments étrangers, aucun colonel ne put répondre de ses soldats. Les troupes perdirent à la fois leurs qualités morales et leur force matérielle. Les désertions augmentaient, le recrutement ne fonctionnait plus, les officiers désobéissaient, et les soldats n'écoutaient même plus leurs officiers. La vitalité et l'énergie militaires de la France semblaient compromises à tout jamais.

Narbonne était alors ministre de la guerre. Il avait de la bonne volonté et de l'activité. Bien que débordé par les circonstances, il essaya d'organiser quatre armées.

La première, dite du Nord ou de Flandre, forte de 50 000 hommes, s'étendait de Dunkerque à Philippeville. Elle était commandée par Rochambeau. La seconde, dite du Centre, avec Lafayette pour général, comptait 52 000 hommes. Elle était postée de Philippeville à Lauterbourg. Les 42 000 hommes de la troisième armée, ou armée d'Alsace, sous Lückner, s'étendaient de Lauterbourg à Bâle. La quatrième armée, dite du Dauphiné, commandée par Montesquiou, devait surveiller les Alpes. De

ces quatre généraux, un seul avait du feu, de l'activité et un sincère désir de bien faire, Lafayette. Rochambeau était maladif et mécontent, Montesquiou presque inconnu, et Lückner n'était qu'un bon officier de cavalerie. Quant aux armées, elles étaient désorganisées, sans discipline, sans officiers, la plupart d'entre eux ayant émigré. Les places fortes étaient en mauvais état, les arsenaux vides; les provisions de poudre étaient même épuisées. On allait donc entreprendre la guerre dans les plus déplorables conditions.

Les ennemis, de leur côté, n'avaient que trois armées sérieuses : l'armée autrichienne des Pays-Bas, forte de 50 000 hommes, admirablement équipée et commandée par d'excellents généraux, Saxe Teschen, Clerfayt, Beaulieu ; — l'armée prussienne, les vieilles bandes de la guerre de Sept ans, célèbres dans l'Europe entière par leurs manœuvres, la supériorité de leur armement et leurs victoires passées; le roi Frédéric-Guillaume II commandait en personne, mais il avait sous lui les vétérans des anciennes guerres, Brunswick, Kalkrevth, Kleist; — l'armée sarde, bien exercée, mais qui ne devait pas pour le moment entrer en ligne. Quant aux autres armées, celles des électeurs ecclésiastiques et des princes allemands, elles n'étaient ni équipées ni com-

mandées. L'Espagne armait bien lentement, la Suède et la Russie pas du tout. Les seuls ennemis sérieux étaient donc les Autrichiens, les Prussiens et les Sardes; la France allait se trouver menacée par eux et bientôt envahie sur trois points à la fois, en Flandre, en Champagne et dans la vallée du Rhône.

La guerre pourtant n'était pas encore officiellement déclarée. On eût dit que les belligérants avaient comme le pressentiment de la gravité de la lutte prochaine et ne voulaient pas assumer sur eux la responsabilité de la dénonciation des hostilités. Ce fut la France qui prit l'initiative de cette déclaration, mais poussée à bout!

Louis XVI venait de choisir un ministère dans la fraction de l'Assemblée législative qui avait alors la majorité, dans le parti girondin. Les nouveaux ministres, Dumouriez, Roland, Servan, etc., adoptèrent aussitôt dans leur diplomatie un langage ferme et résolu. L'Autriche et ses alliés, de leur côté, redoublèrent de hauteur, et les émigrés, pleins de joie, ne tarirent plus en rodomontades. Coblentz, plus que jamais, était le grand marché des places et des faveurs. Il ne s'agissait plus que de les gagner à la pointe de l'épée.

Sur ces entrefaites, l'empereur Léopold vint à mourir, et eut pour successeur son neveu

François, qui prit, en attendant son élection à l'Empire, le titre de roi de Bohême et Hongrie. Sur la fin de sa vie, Léopold paraissait avoir compris les dangers d'une intervention dans les affaires intérieures de la France. Après avoir excité la Prusse et les autres Etats allemands, il les retenait. On eût dit qu'il pressentait la gravité des événements. Il ne considérait plus la Révolution comme une simple émeute populaire, et pensait que le meilleur moyen de la comprimer était peut-être de la laisser se consumer sur place. Il ne voulait plus en un mot se compromettre en luttant contre elle. Aussi les émigrés ne lui pardonnaient-ils pas sa subite indifférence. « Que fera l'Empereur si l'on assassine sa sœur? demandait un des amis du prince de Condé. — Peut-être, répondit ce dernier, osera-t-il prendre le deuil. » Ils s'empressèrent autour de son héritier, dont ils flattèrent les goûts militaires et surexcitèrent l'amour-propre. Mal conseillé par ces imprudents amis, François ne tarda pas à envoyer par son ministre, Cobentzel, à notre ambassadeur à Vienne, Noailles, une note d'une violence inouïe, qui était un véritable ultimatum. Il exigeait en effet le rétablissement de la monarchie française sur les bases de l'ancien régime, et réclamait par consequent la restauration des privilèges féodaux, la restitution

des biens du clergé et même celle du comtat Venaissin, enlevé au pape. C'était bien mal connaître la France que de lui proposer de pareilles conditions. Etait-il possible de revenir sur toutes les réformes accueillies avec tant de joie, de renoncer à une constitution acceptée et jurée solennellement? Pouvait-on consentir à la banqueroute en rendant au clergé ses propriétés, à une diminution de territoire en restituant le comtat Venaissin au pape, à la pire des injustices en permettant à des princes allemands de faire peser sur leurs prétendus sujets alsaciens toutes les charges de la féodalité, et cela dans un moment où la France, comme enfiévrée de liberté et d'espérance, venait de proclamer la souveraineté populaire ?

Toutes ces questions étaient résolues à l'avance par la nation. Aussi, le 20 avril 1792, lorsque Louis XVI se rendit à l'Assemblée, et, après un rapport de Dumouriez, proposa, aux termes de la Constitution, la guerre contre l'Autriche, sa voix fut couverte d'applaudissements. La discussion commença sur-le-champ et se prolongea dans la nuit. Un député du Centre, Becquey, fit un discours, fréquemment interrompu, contre la guerre. Un seul Jacobin, Bazire, prit la parole, et ce fut uniquement pour demander qu'on discutât au moins pendant

trois séances; mais l'Assemblée vota d'urgence le renvoi de la proposition au Comité diplomatique, pour qu'il eût à rédigèr la déclaration de guerre. Sept députés votèrent seuls contre la guerre, tant l'union entre tous les partis était complète devant cette série d'outrages au pays. Le girondin Condorcet fut chargé de composer un exposé des motifs. L'histoire a conservé cette éloquente protestation, qui prouvera toujours aux ennemis de la France et aux adversaires de la Révolution que la France n'accepta la guerre qu'à contre-cœur. « Forcée de consentir à la guerre par la plus impérieuse nécessité, l'Assemblée nationale n'ignore pas qu'on l'accusera de l'avoir volontairement accélérée ou provoquée... Une exposition simple de sa conduite est son unique réponse, et elle l'adresse avec une confiance égale aux étrangers et aux Français, puisque la nature a mis au fond du cœur de tous les hommes les sentiments de la même justice. » Après avoir énuméré et réfuté les prétendus griefs de l'Autriche, il terminait par une énergique protestation et jurait que la France, « dans sa vaste étendue, n'offrirait plus à ses ennemis qu'une volonté unique, celle de vaincre ou de périr tout entière avec la Constitution et les lois. »

Bien que les historiens allemands nous

aient encore accusés de précipitation, n'est-il pas vrai que, depuis deux ans, nous nous laissions insulter et provoquer, que nos représentants ne se détournaient qu'avec peine de leur travail de réorganisation pacifique pour se jeter dans les hasards de la guerre étrangère? et n'avions-nous pas le droit de proclamer bien haut que nous avions donné un grand exemple de patience : *Grande profecto dedimus patientiæ documentum?*

La France avait déclaré la guerre à l'Autriche le 20 avril 1792, mais elle n'était pas prête à la soutenir. De là les surprises et les défaites de la première campagne; de là les provinces envahies et les villes bombardées; de là l'ennemi en Lorraine, en Champagne et en Flandre.

CHAPITRE II

CAMPAGNE DE L'ARGONNE

En vertu des traités qui les liaient à l'Autriche, les royaumes de Prusse et de Sardaigne, ainsi que les Etats allemands, avaient pris fait et cause pour leur alliée et s'étaient joints à elle. Nous avions donc à lutter contre une véritable coalition, et les dangers qui nous menaçaient étaient graves. Les coalisés en effet s'apprêtaient à passer notre frontière sur plusieurs points à la fois. Au nord, les Autrichiens se massaient dans les Pays-Bas et avaient la Flandre pour objectif. Au sud-est, la petite mais vaillante armée sarde pouvait, d'un instant à l'autre, déboucher des Alpes sur le Dauphiné et la Provence. A l'est, une forte armée prussienne, grossie d'un contingent autrichien, et de tous les émigrés, menaçait directement la Lorraine et la Champagne. Une triple attaque se préparait donc, et nous avions à la repousser. Négligeons pour le mo-

ment les Autrichiens et les Piémontais pour nous attacher à la troisième armée, la plus redoutable et la première en ligne, l'armée prussienne. On peut distinguer trois périodes dans cette campagne. La première s'étend du mois de juillet à la fin d'août 1792 : c'est l'*invasion* proprement dite. La seconde comprendra les trois premières semaines de septembre : ce sera la *résistance*. Dans la troisième période, nous raconterons la bataille de Valmy et le départ des Prussiens : ce sera la *retraite*.

I

L'armée prussienne, qui s'apprêtait à envahir la France, se concentrait à Coblentz, au confluent de la Moselle et du Rhin. Cette armée se composait de 83 000 hommes (42 000 Prussiens, 30 000 Autrichiens, 5500 Hessois, 4500 émigrés), commandés par le feld-maréchal de Brunswick, l'ancien lieutenant de Frédéric II dans la guerre de Sept ans, réputé dans l'Europe entière pour la sûreté de son coup d'œil militaire et la fermeté avec laquelle il maintenait la discipline dans son armée. Brunswick aimait la France, il en pratiquait les usages, il en parlait la langue, il en connaissait les écrivains et les artistes, il y comp-

tait même des partisans, qui avaient songé à lui pour le donner comme successeur à Louis XVI. Aussi avait-il reçu à contre-cœur l'invitation du roi de Prusse de se rendre à Potsdam pour arrêter le plan d'une campagne contre la France. Il obéit néanmoins et donna le plan qu'on lui avait demandé, mais non sans trahir sa pensée secrète. « Dans mon opinion, disait-il, les forces dont la Prusse peut disposer seraient tout à fait insuffisantes si l'armée française n'était pas aussi désorganisée. A la vérité, on ne doit pas s'attendre à une sérieuse résistance dans les circonstances actuelles; cependant il serait prudent de ne pas trop se fier aux assurances des émigrés, d'agir dès le principe avec une grande énergie, d'éviter les lenteurs et d'en finir au plus vite, car nul ne peut prévoir les chances de la guerre, et ceux qui dirigent les choses en France sont capables de tout. »

Ces sages conseils, que devait si bien justifier la suite des événements, ne furent pas goûtés. Autour du roi de Prusse éclatait la confiance la plus résolue. Officiers et généraux n'hésitaient pas à prédire que, pour vaincre les Français, il suffirait de les rencontrer. Les émigrés, nombreux dans les rangs de l'armée prussienne, augmentaient encore cette confiance. Ils répétaient que les troupes françaises, à

peine équipées, sans officiers et sans généraux, ne tiendraient pas tête à une armée aussi solide et aussi manœuvrière que l'armée prussienne. On croyait de plus que la moitié de l'armée française était disposée à trahir l'autre, et que les généraux passeraient à l'ennemi dès qu'il serait en vue. « Je réponds de la prise des forteresses, disait Bouillé, car j'en ai toutes les clefs dans mes poches. » Une récente publication vient de démontrer que Strasbourg et les principales forteresses de l'Alsace n'attendaient qu'un signal pour ouvrir leurs portes à l'ennemi. Il est vrai que les émigrés, d'une voix unanime, conseillaient de ne pas s'arrêter au siège des places, mais de marcher droit sur Paris, aux acclamations des Français restés fidèles. C'était donc une promenade militaire qu'on allait exécuter. Il ne s'agissait que de disperser quelques bandes déguenillées, et d'entrer dans la capitale pour y rétablir dans la plénitude de leurs pouvoirs un roi et une reine injustement dépouillés de leurs prérogatives. On était alors au mois de juillet, dans la belle saison de l'année. Quelques semaines suffiraient certainement pour achever la campagne, et déjà dans les imaginations tudesques, échauffées par le désir, fermentait sourdement l'attente des voluptés parisiennes, des fêtes que ne manquerait pas

d'offrir une cour reconnaissante, et au besoin de quelques exécutions sommaires.

Tout respirait donc la joie au camp de Coblentz. L'électeur de Trèves avait reçu le roi Frédéric-Guillaume avec un déploiement extraordinaire de luxe et de fêtes. Ce fut pendant quelqués jours une succession de revues, de festins et de réjouissances publiques. Le roi de Prusse, entouré d'un brillant état-major, escorté par quelques princes allemands qui lui formaient comme une sorte de clientèle, se complaisait à ce rôle de représentation. Il était heureux et fier de se poser aux yeux de l'Europe comme le champion du droit monarchique, plus fier encore à la pensée d'ajouter un fleuron à la couronne militaire de la Prusse, car personne alors ne doutait du succès final.

Seul le duc de Brunswick persistait à ne pas avoir confiance. Il haïssait trop cordialement les émigrés pour se laisser prendre à leur jactance. « Il se sentait mal à l'aise au milieu de cette foule, écrivait un témoin oculaire; il faisait compliment sur compliment et s'inclinait jusqu'à terre; mais on remarquait son visage enflammé et ses yeux étincelants comme ceux d'un tigre. » Sa colère augmenta quand il s'aperçut que la moitié seulement du corps des émigrés se composait de véritables

soldats; les autres n'étaient que des laquais, des cuisiniers ou des perruquiers. Néanmoins, comme il avait consenti par point d'honneur à diriger une expédition qu'il n'approuvait pas, il dissimula ses inquiétudes. C'était de sa part un premier sacrifice. Il allait en subir un plus grave encore, cette fois tout à fait malgré lui, en attachant son nom à un acte impolitique, destiné à un immense retentissement.

Mallet du Pan, émissaire secret et confident de Louis XVI, désirait qu'avant de commencer les hostilités on adressât un manifeste au peuple français. Il avait rédigé un projet de circulaire, menaçant pour les factions, mais plein de ménagements pour la nation. Les ministres d'Autriche et de Prusse, Cobentzel et Haugwitz, adhéraient à ce projet; mais l'Empereur avait déjà donné son approbation à un autre manifeste, bien plus violent, qui avait été rédigé, sous l'inspiration de Calonne, par le marquis de Linion, émigré et royaliste exalté. Il le fit approuver sans peine par le roi de Prusse et le présenta à la signature du duc de Brunswick, qui en était censé le rédacteur en sa qualité de généralissime. Il y était dit que les alliés avaient pour mission de détruire l'anarchie, de sauver le trône et l'Eglise, de restaurer l'ancien régime. Les gardes nationaux et les fonctionnaires étaient déclarés

responsables de tous les délits qu'ils laisseraient commettre. Ordre leur était donné de continuer leurs fonctions jusqu'à ce que Louis XVI, remis en pleine liberté, en eût décidé ultérieurement. Si l'on ne rendait pas au roi sa liberté immédiate, les membres de l'Assemblée nationale et des corps élus seraient jugés militairement et sans espoir de pardon. Quiconque *oserait* se défendre contre les alliés serait traité en rebelle. Le manifeste se terminait par ces ridicules menaces : « Si l'on ne rend au roi tous ses droits, s'il est fait la moindre violence, le moindre outrage à Leurs Majestés le roi, la reine et à la famille royale, s'il n'est pas pourvu immédiatement à leur sûreté, à leur conservation et à leur liberté, les alliés en tireront une vengeance exemplaire et à jamais mémorable, en livrant la ville de Paris à une exécution militaire et à une subversion totale, et les révoltés, coupables d'attentats, aux supplices qu'ils auront mérités. »

Brunswick fut tenté de faire un éclat. On raconte qu'il déchira avec fureur le premier exemplaire du manifeste qu'on lui présenta ; mais les souverains d'Autriche et de Prusse, qui ne soupçonnaient seulement pas la possibilité d'une résistance, insistèrent auprès de lui. Brunswick avait l'habitude, fâcheuse pour

un soldat, de toujours douter de lui-même. Aussi, dès qu'il rencontrait de la contradiction, il était incapable de résister, même à l'opinion la plus contestable, pour peu qu'elle se manifestât avec ardeur et décision. Comme l'écrit un de ses compatriotes, M. de Sybel, « il s'irritait alors contre le contradicteur, et surtout contre sa propre faiblesse, mais il finissait toujours par céder. » Il consentit donc, malgré ses répugnances, à signer le manifeste qu'il réprouvait. Ce fut un malheur pour lui : il porta la peine de sa faiblesse, car l'histoire vengeresse n'établit pas de distinction entre l'auteur et le signataire du manifeste.

Au moins Brunswick s'efforça-t-il de prévenir la catastrophe qu'il redoutait. Il avait imaginé un plan fort habile. Il voulait envahir la frontière à son point le plus vulnérable, à l'endroit où la Moselle sort du territoire. Comme les Prussiens tenaient le cours inférieur de cette rivière par Coblentz et Trèves et son cours moyen par Luxembourg, il leur était facile de la remonter, de franchir les Ardennes, d'entrer dans le bassin de la Meuse, de passer l'Argonne et de marcher sur Paris, soit par l'Aisne et par l'Oise, soit par la Marne. Cinq places se présentaient en première ligne pour arrêter l'armée d'invasion, Mézières, Sedan, Montmédy, Longwy et Thionville. De ces

cinq places, Brunswick négligerait les deux premières, neutraliserait Montmédy et Thionville par de feintes attaques, et, avec le gros de ses forces, tomberait sur Longwy. Une fois Longwy en son pouvoir, il se trouvait dans la vallée de la Meuse, long corridor formé par les Ardennes et l'Argonne, dont Verdun est la clef. Il espérait encore s'emparer de cette place sans difficulté, et, dès lors, la route de Paris lui était ouverte, car, dès qu'il aurait pénétré en Champagne, il n'aurait pour ainsi dire qu'à suivre le cours des rivières, qui l'emporteraient doucement et par une pente régulière jusqu'à la capitale. Pendant ce temps, les Autrichiens envahiraient la Flandre, et, de leur côté, marcheraient sur Paris. Certes, ce plan était fort bien conçu, et deux belles armées se présentaient pour l'exécuter.

Nous ne pouvions leur opposer que deux corps d'armée en voie de formation, celui de Lafayette sur la Meuse, celui de Lückner sur la Moselle; mais ces soldats étaient indisciplinés, troublés par la révolution qui s'agitait sur leurs derrières, et commandés par des officiers nouveaux ou peu sûrs. Ils étaient d'ailleurs peu nombreux; Lafayette n'avait sous ses ordres, à Sedan, que 19 000 hommes, et Lückner, à Metz, à peu près autant. Ces 38 000 hommes étaient incapables de parer le

choc de l'armée allemande. Il est vrai que des renforts leur étaient promis, et même qu'ils arrivaient ; mais ce n'étaient que des volontaires, sans instruction et sans discipline, plus dangereux qu'utiles. Rien de curieux et d'instructif comme la correspondance échangée à ce propos entre les généraux et le ministre de la guerre. Voici une de ces dépêches : « Le désordre est partout, écrivait le général Labourdonnaye à Servan. Quelques compagnies franches de Paris arrivent avec de bonnes intentions ; d'autres laissent commettre le désordre. Nous faisons notre possible pour les chasser. Que dire de l'insubordination des troupes de nouvelle levée, qui trouvent le pain de munition moins blanc que celui de Paris et excitent toute sorte de mécontentement ? Je suis obligé d'arrêter les troupes qui nous dévorent au lieu de dévorer l'ennemi. Tout ce désordre vient du mauvais esprit des quatre cinquièmes de ces troupes, de leur départ trop précipité. Il y en a qui me disent avec assez de franchise qu'ils n'ont jamais manié un fusil, et qu'il faudrait au moins quelques jours pour les rendre capables de servir ; ceux-là ont raison, et ce ne sont pas des pillards. » — « Il est impossible, écrivait le général Chazot à Dumouriez, d'entreprendre quelque chose avec de pareilles troupes, qui méprisent

les lois, dévastent, ne connaissent ni discipline ni obéissance, et sont des volontaires dans toute l'étendue du mot. Je défie, sans de nouveaux décrets, d'en tirer le moindre avantage. » Les volontaires parisiens étaient les plus indisciplinés. « Je ne peux pas vous dire, écrivait Lückner à Dumouriez, si vous recevrez du renfort ou non, parce qu'un instant ils consentent à partir, et l'instant d'après ils ne le veulent plus à moins d'être tous les Parisiens ensemble. » Si donc le nombre des soldats augmentait, leur qualité diminuait, et toutes les chances militaires étaient aux alliés.

L'armée de Brunswick franchit la frontière sans rencontrer de résistance, le 20 août 1792. Elle se présenta devant Longwy et somma cette place de capituler. Longwy avait une garnison suffisante et animée de bons sentiments, mais les bourgeois, affolés de terreur, la soutenaient bien mal. Avant même qu'on eût tiré contre la place un seul coup de canon, ils parlaient de se rendre. Leur terreur se convertit en épouvante lorsque tombèrent les premières bombes. Ils supplièrent le commandant Lavergne de capituler. Ce dernier ne demandait pas mieux. Une lettre trouvée dans ses papiers permet de croire à une trahison. Longwy ne tint que quinze heures et ouvrit ses portes.

La nouvelle de cet échec, loin d'abattre les courages, fit éclater en France la plus vive indignation. « Citoyens, la place de Longwy vient d'être rendue ou livrée. Les ennemis s'avancent. Peut-être se flattent-ils de trouver partout des lâches ou des traîtres. Ils se trompent... La patrie vous appelle. Partez. » Tels furent les termes de la proclamation adressée par l'Assemblée au peuple français pour lui annoncer ce malheur. Elle décréta en même temps que tout citoyen qui, dans une ville assiégée, parlerait de se rendre, serait puni de mort; que Longwy serait rasé, et que ses habitants seraient, pendant dix ans, privés des droits de citoyen français. Le rapport adressé à l'Assemblée et lu devant les députés sur la capitulation de Longwy se terminait par ces mots : « En pareilles circonstances, que pouvait-on faire? » — « Mourir! » répondirent spontanément plusieurs voix. Malgré ces protestations indignées, un pareil échec, surtout au début d'une campagne, était grave, car il pouvait décourager nos troupes et surexciter au contraire les convoitises prussiennes. Notre situation était d'autant plus précaire que la seule de nos armées qui pût s'opposer à l'invasion venait de perdre son général. Lafayette n'aimait pas la République et comprenait que, derrière lui, elle gagnait

du terrain. Tiraillé entre son devoir qui lui imposait de tenir tête à l'ennemi, et ses opinions qui l'appelaient à Paris, lorsqu'il apprit les événements du 10 août et la prise des Tuileries par le peuple, il craignit pour sa propre sûreté et s'enfuit avec son état-major, mais après avoir donné des ordres pour une attaque imprévue et prié Lückner de prendre, jusqu'à nouvel avis, le commandement en chef. Il voulait, par la Belgique, gagner le territoire anglais. Arrêté par les avant-postes autrichiens, il refusa de donner des renseignements sur la situation de l'armée française, fut traité, contre le droit des gens, en prisonnier de guerre, et pendant cinq années traîné de cachot en cachot.

Le traitement que les alliés infligeaient au chef de ceux qui avaient voulu défendre le trône constitutionnel laissait prévoir celui qu'ils réservaient aux révolutionnaires. Aussi bien ils se croyaient dorénavant assurés du succès, et, puisque Longwy avait succombé, puisque l'armée française était désorganisée par la fuite de son général, il ne leur restait plus qu'à marcher sur la capitale. Les émigrés ne cachaient plus leurs espérances. Gœthe, alors attaché à la suite du duc de Saxe-Weimar, faisait partie de l'état-major. Il a noté soigneusement les diverses péripéties de

la campagne, et parlé de cette joie des émigrés. « On serait reçu partout, à bras ouverts, écrit-il, et la grande entreprise ne semblait rencontrer d'autre obstacle que le mauvais temps. » Il ne peut néanmoins s'empêcher de remarquer que paysans et bourgeois n'accueillent les prétendus libérateurs que très à contre-cœur. On ne rencontre que des visages renfrognés. Aucune prévenance. Les bons de réquisition sur Louis XVI, avec lesquels les alliés soldent leurs dépenses, ne sont pas regardés comme sérieux. « J'ai été moi-même témoin, raconte Gœthe, d'une scène de ce genre, que son caractère éminemment tragique a gravée dans ma mémoire. Plusieurs bergers avaient rassemblé leurs troupeaux pour les cacher dans les bois ou dans des lieux écartés ; surpris par des patrouilles alertes et amenés à l'armée, ils se virent d'abord amicalement reçus ; mais lorsque, pour conclusion, on partagea les troupeaux entre les régiments et les compagnies, et qu'on présenta très poliment aux bergers des traites sur Louis XVI, j'avoue peut-être n'avoir jamais vu, jamais imaginé une scène plus cruelle ni une douleur plus profonde et plus mâle dans toutes ses nuances. »

Gœthe était un des rares Allemands qui prévoyaient alors un retour de fortune. Géné-

raux, officiers et soldats, heureux de la chute de Longwy, ne songeaient en ce moment qu'à marcher sur la capitale. Frédéric-Guillaume insistait même pour précipiter la marche en avant de son armée. De fait, c'était la seule tactique à suivre. Sous peu de jours, cela aurait conduit les alliés à Paris. Nulle force n'était alors capable de leur résister. Mais Brunswick ne voulait s'avancer qu'à coup sûr. Laisser sur ses derrières ou sur ses flancs des places fortes lui paraissait la dernière des imprudences. Il ne se rendait pas un compte suffisant de l'esprit qui anime les armées modernes. Il opposa donc son veto absolu aux résolutions du roi, et déclara qu'on ne marcherait sur Paris qu'après s'être assuré une ligne de retraite sur la Meuse par la possession de Verdun.

Verdun, seule place de guerre entre la capitale et l'armée d'invasion, était alors en mauvais état, défendue par une garnison insuffisante et par de riches bourgeois qui tremblaient de peur à la pensée d'essayer un simulacre de résistance. Le peuple et surtout les paysans auraient volontiers tenu bon. Gœthe raconte qu'on saisit un paysan qui avait déchargé sur les troupes un mauvais pistolet. « Il répondit hardiment qu'il chassait les oiseaux de sa vigne et ne faisait de mal à

personne. Le commandant, après un instant de silence et de réflexion, pendant lequel il parut combiner ce cas avec ses instructions modérées, relâcha le prisonnier menacé, en lui donnant quelques coups de plat de sabre; sur quoi le gaillard s'enfuit si précipitamment, que, nos gens lui ayant jeté son chapeau en poussant des cris de joie, il ne sentit pas la moindre envie de le reprendre. » Le commandant de la place et les soldats de la garnison auraient également voulu résister. Ce commandant se nommait Beaurepaire, et ses soldats étaient des volontaires de Maine-et-Loire, braves et énergiques citoyens qui avaient traversé la France au pas de charge et s'étaient jetés dans Verdun. Ils avaient comme le pressentiment d'une catastrophe prochaine, car, en passant à Paris, ils avaient prié un de leurs députés d'écrire à leurs familles que tous étaient morts. Beaurepaire était digne de les commander. Dès qu'il eut compris que le conseil de la ville voulait à tout prix se rendre, il se fit sauter la cervelle en sa présence. Un écrivain allemand, qui semble avoir pris à tâche de dénigrer systématiquement la France et les Français, prétend qu'il fut seulement trouvé le lendemain baigné dans son sang, un pistolet déchargé à la main, et qu'on inventa cette fable du suicide en présence du conseil.

Quoi qu'il en soit, Beaurepaire s'était donné la mort pour échapper à la honte d'une capitulation, et cet événement contrastait singulièrement avec ce que racontaient les émigrés des sentiments de la nation française.

Un des grenadiers de Beaurepaire imita son dévouement. Il ne voulut pas reconnaître la capitulation et tira sur les Prussiens qui entraient en ville : « J'ai vu ce soldat au corps de garde, écrit Gœthe; c'était un très beau jeune homme, bien fait, au regard assuré, à la contenance tranquille. En attendant que son sort fût décidé, on le laissa en liberté. Près du corps de garde était un pont, sous lequel passait un bras de la Meuse : il s'assit sur le parapet, demeura quelque temps immobile, puis, se renversant en arrière, il se jeta dans l'eau. Il en fut retiré mort. » Tel était l'enthousiasme qui animait alors officiers et soldats. Ils préféraient la mort à la honte.

La mort héroïque de Beaurepaire et le suicide du grenadier de Maine-et-Loire arrêtèrent Brunswick au milieu de sa victoire. Il comprit que ses triomphes, pompeusement célébrés par les gazettes allemandes, n'étaient que des victoires stériles, et, pendant que son entourage croyait tout fini, lui, qui se rendait compte de la résistance qu'allait éprouver l'armée d'invasion, proclamait bien haut que

rien n'était commencé. Sans doute les bourgeois de Verdun avaient bien reçu les alliés. Quelques jeunes filles, les plus belles de la ville, étaient allées au-devant de Frédéric-Guillaume et lui avaient souhaité la bienvenue. Le même soir, elles dansèrent avec les officiers prussiens. Gœthe a grand soin de parler des repas pantagruéliques qui furent offerts à cette occasion aux alliés; mais que prouvaient les sourires de ces jeunes filles et les festins des riches Verdunois? La masse du peuple restait silencieuse. On obéissait, mais parce qu'on y était contraint. Brunswick ne voyait autour de lui que des figures mornes et sinistres. Il ne pouvait à aucun prix se procurer des espions. De ces défections tant annoncées par les émigrés, aucune ne se produisait. De ces soldats qui devaient venir à sa rencontre, aucun n'avait paru. De sombres pressentiments l'agitèrent. Ecrasé par le sentiment de sa responsabilité, il fut comme aveuglé par les circonstances et ne sut pas tirer parti de ses avantages. Au lieu de pousser en avant et de s'emparer des défilés de l'Argonne, qui lui auraient donné l'entrée du bassin de la Seine, il perdit dix jours à rallier ses divisions et à s'étendre le long de la Meuse, pour assurer à ses deux ailes le blocus de Thionville et de Montmédy. « Lorsque deux combattants sont

en présence, écrit à ce propos M. de Sybel, et que l'un des deux a conscience de quelque côté faible, il est vaincu à l'avance si son inquiétude lui fait croire que c'est justement à l'endroit vulnérable que son ennemi va le frapper : ainsi était Brunswick ; il oubliait sans cesse les dangers qui menaçaient son adversaire, pour ne penser qu'à son propre péril. Ce qui était surtout déplorable, c'est qu'il n'osait jamais résister ouvertement au roi ; mais, après lui avoir cédé en apparence, il cherchait ensuite, par des moyens détournés, à revenir à sa première opinion. » En effet, en nous mettant au point de vue allemand, s'il avait accepté le plan du roi, il n'aurait peut-être pas vaincu la Révolution, mais il aurait remporté quelques brillants avantages sur l'armée française, et, dans tous les cas, il aurait conservé ses troupes intactes, et préparé sûrement la campagne de 1793. Ses délais et ses hésitations sauvèrent le pays. A la période de l'invasion succéda celle de la résistance.

II

A la nouvelle de la fuite de Lafayette, le gouvernement provisoire l'avait remplacé d'abord par le général Lückner, puis par l'ancien mi-

nistre girondin Dumouriez, qui rallia aussitôt les débris épars de l'armée de Lafayette et les ramena au sentiment de leur devoir en leur montrant que rien encore n'était perdu, et que, derrière eux, s'organisaient les masses de la défense nationale. Les soldats, qui l'avaient d'abord assez mal accueilli à cause de ses antécédents politiques, lui rendirent bientôt leur confiance. Il réussit à communiquer son ardeur à ses principaux lieutenants, Chazot, Beurnonville, Dillon, et, bien que ceux-ci voulussent conserver la défensive, et reculer au besoin derrière la Marne, pour s'y concentrer et attendre des renforts, Dumouriez leur proposa un plan audacieux, bien conçu, qui, bien exécuté, devait sauver la France.

Au plateau de Langres commence, dans la direction du nord-ouest, une petite chaîne de collines, de soixante kilomètres de longueur sur huit à dix de largeur. On l'appelle la forêt de l'Argonne. Ce sont des hauteurs boisées, entrecoupées de ravins et de marécages formés par deux petites rivières, l'Aisne et l'Aire. Le sol est glaiseux, boueux, difficile pour les manœuvres d'une armée en campagne. Aujourd'hui, les hauteurs de l'Argonne ont perdu leur couronne de forêts, et le sol a été singulièrement amendé par les travaux persévérants des agriculteurs. Aucune position ne

serait assez forte pour arrêter un ennemi résolu, car la hauteur moyenne des collines est médiocre. La voie ferrée les franchit sans tunnel, aux cols de Laxéville et de Coutances, par une tranchée qui n'a que 22 mètres de profondeur. En 1792, le pays était encore hérissé de sombres forêts, et à peu près impraticable à la cavalerie et à l'artillerie, d'autant plus que le ciel était venu à notre aide et que des torrents de pluie, qui ne cessaient de tomber depuis une semaine, avaient converti en une boue liquide ce sol déjà si perméable. C'était en automne, à la fin d'août.

Cinq routes mauvaises et mal entretenues coupaient alors l'Argonne et passaient par les cinq défilés principaux de la forêt. Il suffisait d'occuper ces cinq défilés pour être le maître de la situation. La plus septentrionale de ces routes est celle du Chêne-Populeux, qui met en communication Sedan et Vouziers; viennent ensuite la route de la Croix-aux-Bois, de Stenay à Vouziers; celle du Grand-Pré, de Stenay à Autry; celle de la Chalade, de Varennes à Sainte-Menehould, et celle des Islettes, de Verdun à Sainte-Menehould. Ces cinq routes conduisent directement du bassin de la Meuse dans celui de la Seine. Une armée d'invasion, parvenue sur la crête de l'Argonne, n'a plus qu'à descendre droit sur Paris.

L'examen de la carte prouva à Dumouriez qu'en occupant ces cinq défilés il pouvait en faire — l'expression est de lui — comme les Thermopyles de la France. Le difficile était de s'y établir, avec des troupes inexpérimentées, par une marche de flanc d'une inconcevable hardiesse, en face d'une armée victorieuse, qui n'avait qu'à étendre la main pour s'en emparer. Les Prussiens, en effet, étaient campés à deux lieues de l'entrée de ces défilés, et Dumouriez avait huit lieues à faire pour gagner Grand-Pré, dix pour la Chalade et douze pour les Islettes. Néanmoins il se mit en marche, et, au lieu de filer derrière l'Argonne, ce qui eût dévoilé son plan, il suivit la crête des hauteurs du côté de la Meuse, par conséquent entre ces hauteurs et l'armée prussienne. Avec un général plus résolu que Brunswick, Dumouriez était perdu. Il aurait suffi aux Prussiens de se jeter sur le flanc des Français et de couper en plusieurs tronçons la colonne en marche. Mais la fortune sourit aux audacieux. Dillon, qui commandait l'avant-garde, fit réussir cette manœuvre désespérée. Parti de Stenay le 30 août, il bouscula les avant-postes prussiens qu'il rejeta au delà de la Meuse, en faisant croire à une attaque générale sur le front de l'armée française, puis, passant vivement vers le sud, il

s'empara de la Chalade et des Islettes, qu'il garnit de troupes (4 septembre). Dumouriez, qui suivait avec 15 000 hommes, occupa le Grand-Pré et la Croix-aux-Bois (3 septembre). Enfin une division de l'armée du Nord se jeta sur le Chêne-Populeux (7 septembre). Les cinq défilés étaient audacieusement conquis sous les yeux mêmes de l'ennemi stupéfait, et, derrière ces hauteurs aussitôt défendues par des abattis d'arbres, protégé d'ailleurs par les bûcherons qui avaient pris les armes et nous indiquaient les passages secrets et les chemins de traverse, Dumouriez pouvait braver les efforts de la coalition et attendre l'ennemi. En effet Kellermann, avec 22 000 hommes, arrivait de Bar-sur-Seine pour opérer sur les derrières des Prussiens; Beurnonville, avec 16 000, venait directement de Rethel au Grand-Pré. Enfin les masses de volontaires arrivaient tous les jours et se concentraient aux camps de Châlons et de Reims, pour se porter ensuite sur les points menacés. La position était inexpugnable. Dumouriez venait d'improviser un camp retranché formidable entre Paris et l'Argonne. Les Prussiens ne pouvaient que le tourner, et alors ils s'exposaient à une attaque de flanc, toujours dangereuse pour une armée en marche, ou bien ils devaient risquer une attaque de front, mais dans d'étroits défilés

où quelques hommes résolus pouvaient arrêter une armée, et ce n'était pas la résolution qui manquait aux soldats de Dumouriez.

L'effet moral était produit; la France respira, et Brunswick comprit, mais trop tard, combien il avait eu tort d'être si prudent. Ses lieutenants commençaient à se décourager et ses soldats à se démoraliser. La pluie ne cessait de tomber, les vivres manquaient, et déjà les paysans faisaient le coup de fusil et massacraient traînards ou fourrageurs. Les Prussiens se jetèrent alors sur les riches vignobles dont la Champagne est si fière; mais le raisin n'était pas encore mûr, et bientôt la dyssenterie les décima. A leur tour, ils étaient vaincus avant d'avoir combattu.

Plusieurs jours s'étaient écoulés, et le soleil n'avait pas encore reparu. Brunswick voyait son armée fondre entre ses mains. Il se détermina à une attaque générale des défilés (10 septembre). Elle fut malheureuse. Ses soldats furent partout repoussés avec perte. Dumouriez avait pratiqué de secrètes communications dans l'intérieur de la forêt et portait sur les points menacés des forces inattendues. Le lendemain 11, les Prussiens concentrèrent leurs efforts contre Grand-Pré, mais ils furent reçus vigoureusement par Miranda et Stengel. Il arriva même sur plusieurs points que nos sol-

dats, électrisés par l'exemple de leurs chefs, sautèrent par devant leurs fortifications improvisées et devancèrent à la baïonnette l'attaque des Prussiens. La confiance avait gagné tout le monde. On supportait gaiement les intempéries du climat et même le manque de vivres, car on savait alors souffrir et mourir pour la patrie autrement que dans les couplets d'une chanson.

Malheureusement, Dumouriez n'avait pas tout prévu. Dillon aux Islettes et à la Chalade était à peu près inexpugnable ; lui-même, dans son camp retranché de Grand-Pré, défendu par des hauteurs couronnées d'artillerie et par les marécages de l'Aire, était en sûreté ; mais il avait eu le tort de ne point assez faire attention à un passage, dont il avait jugé l'importance secondaire : c'était le défilé de la Croix-aux-Bois. Il en avait confié la garde seulement à quelques centaines d'hommes, et le chef du poste lui persuada qu'en brisant les routes quelques volontaires suffiraient pour arrêter l'ennemi. Les Prussiens ont toujours eu soin, dans toutes leurs guerres, d'étudier soigneusement le terrain, et surtout d'obtenir à tout prix des renseignements exacts sur la position de leurs ennemis. Il paraîtrait que des espions apprirent à Brunswick qu'on pouvait forcer le passage, et par conséquent couper en

deux tronçons l'armée qui gardait l'Argonne et s'ouvrir par force le chemin de Paris.

L'avis était bon : Brunswick en profita. La Croix-aux-Bois fut attaquée le 13 et emportée non sans résistance. Dumouriez comprit aussitôt la faute énorme qu'il avait commise et envoya un de ses lieutenants, Chazot, reprendre le défilé. Dans la journée du 15, Chazot exécuta cet ordre et repoussa l'ennemi ; mais il fut attaqué deux heures plus tard par des forces très supérieures, et, comme il n'avait pas eu le temps de se fortifier, il dut évacuer de nouveau la Croix-aux-Bois et se replier en désordre sur le Chêne-Populeux. Le général Dubouquet, qui commandait ce dernier défilé, estimant avec raison que le gros des forces ennemies se dirigeait contre lui, ne voulut pas être cerné, évacua à son tour la position, et battit en retraite sur Châlons.

Tout semblait perdu. L'Argonne était franchie, la route de Paris libre, et l'armée de Dumouriez coupée en deux. Pour peu que les Prussiens se jetassent par la Croix-aux-Bois sur les derrières de l'armée française et occupassent les passages de l'Aisne, Dumouriez, qui avait déjà en face toute une armée et venait de perdre la moitié de la sienne, qui de plus était enfermé par deux cours d'eau et une forêt, n'avait plus qu'à capituler ou qu'à

se faire tuer avec son dernier homme, et cela sans utilité pour le pays. Qu'on imagine les angoisses patriotiques que dut alors éprouver le général en chef. Il venait par sa faute de perdre le fruit de combinaisons savantes, et, si les Prussiens étaient actifs, ils le tenaient prisonnier.

Dans cette situation désespérée, Dumouriez conserva un admirable sang-froid. Il lui fallait avant tout sauver son armée et échapper à la honte d'une capitulation. Deux plans se présentaient : se replier sur Châlons, ou bien persister dans son système, mais en le restreignant. Avec le premier plan, il s'exposait à être poursuivi par toute l'armée d'invasion et à perdre ses communications avec Dillon et Dubouquet. De plus, il était forcé d'accepter la bataille dans une immense plaine, où la supériorité numérique des Prussiens leur assurerait infailliblement l'avantage, sans parler de l'effet moral désastreux produit sur l'opinion publique par une retraite dans la direction de Paris. Dans le second plan, au contraire, il s'agissait de se replier sur Sainte-Menehould et de faire face à l'ennemi, appuyé sur le corps de Dillon, qui conserverait ses positions. De la sorte, on se maintenait dans un pays déjà connu, au centre de fortes positions, qui permettaient de donner la main aux corps disper-

sés et surtout de temporiser. La tactique de Fabius Cunctator était en effet la seule qui convînt en la circonstance, car c'était une singulière hardiesse que de décamper en face d'un ennemi redoutable, nécessairement aux aguets, qui avait déjà débordé notre flanc et pouvait d'un moment à l'autre cerner toute l'armée.

L'audace avait déjà réussi à Dumouriez. Aussi bien avec des troupes aussi jeunes, aussi inexpérimentées, aussi impressionnables que les siennes, peut-être était-ce la meilleure des tactiques que de payer d'audace et d'affecter une confiance toujours communicative. Il ordonna donc à Beurnonville, à Chazot, à Dubouquet et à Kellermann de se rendre à Sainte-Menehould, et le 15, à minuit, commença à décamper silencieusement de Grand-Pré. La nuit était sombre et favorisait la retraite. Les Prussiens, endormis dans une trompeuse confiance et se croyant désormais assurés de la victoire, n'avaient pas encore dessiné leur mouvement tournant de la Croix-aux-Bois sur l'Aisne. Tout se passa à merveille. Dès le 16 au matin, l'armée française avait passé l'Aisne. Deux terreurs paniques faillirent, coup sur coup, compromettre le succès de cette marche hardie. Sur les huit heures du matin, quelques hussards prussiens avaient attaqué notre arrière-garde. La crainte de la trahison et la

conscience du danger jetèrent un instant la confusion dans nos rangs; mais l'énergie de Miranda et de Stengel arrêta les fuyards. Quelques heures plus tard, le même désordre se renouvela. Les soldats crient tout à coup qu'ils sont trahis et que Dumouriez a passé à l'ennemi. En un instant, les rangs sont mêlés et les armes confondues. Près de 1500 fuyards vont répandre dans toute la France le bruit d'un désastre. Heureusement, Dumouriez ordonna que personne ne bougeât. Peu à peu, l'émotion se calma, et, dans la matinée du 17, l'armée avait retrouvé ses rangs.

Ainsi s'opéra cette manœuvre extraordinaire, qui rendit à Dumouriez presque tous ses avantages. Il est vrai que la route de Châlons à Paris restait ouverte aux Prussiens et qu'ils pouvaient s'y précipiter; mais l'armée française était sur leurs derrières, qui paralysait leur élan et interceptait leurs communications. Il leur fallait à tout prix une bataille : Brunswick le comprit et vint l'offrir à son heureux adversaire.

Les deux armées se trouvaient alors dans la partie de la Champagne qu'on nomme la Champagne pouilleuse. C'est une vaste plaine crayeuse, sans bois, sans moissons, abandonnée en partie à la vaine pâture. La position choisie par Dumouriez, Sainte-Menehould, est placée

sur l'Aisne et défendue au sud par la rivière marécageuse de l'Aure, au nord par la Bionne et la Tourbe. Elle est adossée à l'est à la forêt de l'Argonne et à l'ouest protégée par un amphithéâtre de hauteurs déterminé à droite par le mont Yvron, à gauche par le mont Gizeaucourt, au centre par le mont de la Lune et l'éminence de Valmy. Dumouriez, couvert par l'Aure et la Bionne, appuyé au corps de Dillon, qui n'avait pas quitté le défilé des Islettes, occupa les monts Ivron et de la Lune, et donna l'ordre à Kellermann de camper sur le mont Gizeaucourt.

Kellermann venait en effet d'arriver avec 25 000 hommes de renfort (19 septembre). Beurnonville avait déjà rejoint l'armée avec sa division. Près de 60 000 Français étaient désormais concentrés aux environs de Sainte-Menehould, et chaque jour arrivaient de nombreux volontaires. Peu à peu, les chances s'égalisaient.

Pendant ce temps, que devenaient les Prussiens ? Comment avaient-ils laissé Dumouriez opérer si tranquillement son changement de front? Pourquoi n'avaient-ils pas attaqué Dillon aux Islettes? Pourquoi n'avaient-ils pas empêché la jonction de Beurnonville et de Kellermann ? Brunswick ne voulait opérer que par grandes masses. Il voyait la route de Paris ouverte devant lui et avait cru que Dumou-

riez n'aurait pas l'audace de persister dans son système et d'accepter la bataille dans la singulière situation qui mettait les Français le dos à Berlin et le visage vers Paris, tandis que les Prussiens avaient l'air de défendre la France et d'attaquer l'Allemagne. Aussi avait-il négligé la poursuite, en se contentant d'occuper les passages abandonnés par nos troupes. Ses illusions furent de courte durée. Il apprit tout à coup que Kellermann et Dumouriez étaient réunis et occupaient une position défensive formidable.

Deux plans se présentèrent alors à son esprit. Négliger l'armée française, bousculer les petits corps d'armée et les volontaires qui occupaient le pays entre l'Argonne et Paris, et marcher droit sur la capitale. C'est déjà ce qu'il aurait dû faire au début de la campagne. Mais, aujourd'hui, toute une armée était sur ses derrières, et, en cas d'échec sous Paris, il était perdu. La prudence l'avait jusqu'alors guidé. L'heure de l'audace n'était pas encore venue. Il renonça donc à ce projet.

Le second plan était de négliger au contraire les corps disséminés entre l'Argonne et Paris, de présenter la bataille à Dumouriez et Kellermann avec des forces supérieures, de les écraser et de se porter ensuite sur Paris. Mais il lui fallait une victoire; l'obtiendrait-il?

III

Le 20 septembre, au matin, les Prussiens se portèrent tout à coup sur les hauteurs de Gizeaucourt et de la Lune, que Kellermann avait eu le tort de ne pas suffisamment garnir de troupes, et ouvrirent contre nos soldats le feu de leurs nombreuses batteries. Confusément entassés à Valmy, les régiments de Kellermann commençaient à flotter, et déjà on signalait dans leurs rangs le désordre avant-coureur de la perte des batailles. C'était en effet pour ces jeunes soldats, dont la plupart n'avaient jamais vu le feu, une redoutable épreuve que de soutenir, sans bouger, le feu de l'artillerie, et de ne pouvoir riposter qu'à travers le brouillard et la fumée. Ils eussent préféré une attaque à main armée. Mais Brunwisck, qui avait le sentiment de sa supériorité, ordonna de continuer la canonnade. Quelques obus habilement dirigés firent sauter des caissons et mirent le désordre dans l'infanterie. La première ligne pliait déjà. Kellermann accourt. Un boulet renverse son cheval; mais il se relève et rétablit l'ordre. A ce moment critique arrivent les renforts de Dumouriez, Chazot et Beurnonville, qui occupent fortement le mont Yvron et empêchent Kellermann d'être dé-

bordé sur sa droite, comme il l'était déjà au centre et à gauche par les monts de la Lune et Gizeaucourt.

Il était alors midi. Le brouillard se dissipait, et la fumée montait au ciel. Brunwick jugea le moment favorable et ordonna l'attaque de Valmy par trois colonnes. Comment nos jeunes troupes supportèrent-elles le choc des vétérans de Frédéric II ? Kellermann leur ordonna de ne pas attendre et de courir au devant de l'ennemi; puis, élevant la voix, il crie : Vive la nation! Ce cri, aussitôt répété par l'armée entière, répercuté par les vallons et les bois, couvre tous les autres bruits. Fini, il recommençait encore. La terre en tremblait. Les Prussiens montaient pourtant fermes et sombres. Leurs trois lignes noires et bleues s'étendaient sur la croupe de Valmy comme trois gigantesques serpents d'acier; mais elles hésitaient. De gauche et de droite elles recevaient une pluie de feu. En face, les volontaires de Kellermann continuaient à pousser leurs cris. Un grand découragement s'empara de ces brutes mercenaires, qui ne savaient encore que tuer et mourir. Ils s'arrêtèrent, puis bientôt battirent en retraite. La victoire était à demi gagnée.

Sur les quatre heures, le roi Frédéric-Guillaume, mécontent et mortifié, fit battre une

seconde fois la charge. Sa docile infanterie obéit. Lui-même descendit, avec son état-major, sous le feu de la mitraille. Avec lui descendit Gœthe, tout occupé à analyser scientifiquement ce qu'il nommait la fièvre du canon. « Bruit curieux, écrivait plus tard l'apprenti diplomate : on dirait un composé du bourdonnement de la toupie, du murmure de l'eau et du piaillement du moineau... tout est comme imprégné d'une sorte de couleur brune et rouge qui rend les objets encore plus impressifs sur vous. » Pendant que le futur poète étudiait avec soin ses sensations psychologiques, le roi, plus réfléchi, comprenait que les soldats qui défendaient Valmy étaient non plus des mercenaires, mais bien des fanatiques et au besoin des martyrs. Il fit cesser un massacre inutile, et ordonna de reprendre les positions du matin.

La bataille de Valmy ne fut donc pas à vrai dire une victoire, puisque l'ennemi retourna, sans être inquiété, à son campement; mais l'épreuve était décisive. Les savetiers et les tailleurs qui composaient l'armée française étaient de vrais soldats. Les généraux qui la commandaient n'étaient pas des officiers de parade mais bien des adversaires sérieux. La Révolution française enfin n'inspirait plus le ridicule, mais déjà le respect et bientôt la

crainte. Valmy fut comme le baptême sanglant et glorieux de la France nouvelle. Gœthe lui-même ne se souciait plus d'analyser la fièvre du canon. « La plus grande consternation s'était répandue dans l'armée, écrit-il. Le matin encore, on ne parlait que d'embrocher et de manger tous les Français... maintenant chacun paraissait rêveur; on ne se regardait pas, ou, si cela arrivait, c'était pour détester ou maudire. A la nuit tombante, nous avions par hasard formé un cercle, au milieu duquel un feu ne put même être allumé comme à l'ordinaire. La plupart se taisaient, quelques-uns discouraient, et pourtant, à proprement parler, chacun manquait de réflexion et de jugement. Enfin on m'interrogea pour me demander ce que je pensais de tout cela. Je répondis cette fois : « De ce lieu et de ce « jour date une nouvelle époque dans l'histoire « du monde, et vous pourrez dire : J'y étais. »

La perte était égale des deux côtés : huit à neuf cents hommes pour chaque armée. Rien encore n'était décidé, et même les Prussiens, toujours maîtres de la route de Paris, pouvaient revenir à leur premier plan et marcher sur la capitale. Mais la gaieté et l'espérance régnaient dans le camp des Français, les regrets, les récriminations et déjà le découragement dans le camp des Prussiens. Les vivres arrivaient en

abondance aux Français; les Prussiens manquaient de subsistances. La saison continuait à être mauvaise et dans ce sol marécageux, détrempé par des pluies continuelles, prolonger son séjour, c'était s'exposer à une perte certaine. « L'épidémie qui nous avait envahis, écrit Gœthe, rendait plus triste et plus terrible notre situation. Si belliqueux et résolu qu'on eût été la veille, on avouait qu'un armistice était désirable, car les plus courageux et les plus ardents étaient forcés de reconnaître après quelque réflexion qu'une attaque serait l'entreprise la plus téméraire du monde; et les opinions flottèrent encore pendant le jour. On garda, pour sauver les apparences, la même position que pendant la canonnade, mais vers le soir on changea un peu, enfin le quartier général fut porté à Hans. »

Les Prussiens ne savaient trop à quel parti s'arrêter. Ils n'étaient pas positivement vaincus, et ils auraient pu, à leur choix, ou bien envahir la Lorraine, ou bien assiéger les places faiblement gardées de Sedan et de Montmédy, et s'assurer, par la prise de ces places, des quartiers d'hiver sur la Meuse; mais il fallait ne pas perdre de temps, car d'heure en heure grossissait le nombre des soldats français, et le cercle d'investissement se resserrait peu à peu autour de l'armée d'invasion. Les Autri-

chiens ne cachaient pas leur mécontentement, les émigrés étaient soucieux et découragés, le roi Frédéric-Guillaume était humilié : il en voulait aux émigrés pour avoir cru à leurs belles promesses, à Brunswick pour ne pas avoir remporté la victoire; il se reprochait à lui-même de s'être embarqué dans une mauvaise aventure. La température l'énervait, la privation des vivres commençait à l'atteindre; l'épidémie de dyssenterie, qui prenait des proportions inquiétantes, pouvait le frapper à son tour. Aussi résolut-il de quitter la France, mais en sauvegardant l'honneur militaire.

Des pourparlers s'ouvrirent. Pendant la bataille du 20 septembre, un secrétaire particulier du roi de Prusse, Lombard, avait été fait prisonnier. Dumouriez lui rendit la liberté, mais en lui remettant un mémoire, destiné à être présenté au roi, dans lequel il était dit que la prolongation de la guerre ne ferait qu'aggraver la situation de Louis XVI, et que la Prusse n'avait aucun intérêt à se sacrifier pour l'Autriche, qui lui avait toujours été hostile. Il concluait en proposant un armistice : Brunswick accepta l'ouverture et fut vivement soutenu en cette occasion par un ami particulier de Frédéric-Guillaume, le général Manstein. On convint d'abord de ne plus verser de sang inutile aux avant-postes. Les fourrages

et les excursions de cavalerie furent seuls autorisés. On en arriva bientôt aux négociations et aux échanges de prisonniers. De part et d'autre régnait la plus grande politesse. Les officiers prussiens convenaient que la guerre était impolitique. Quant aux soldats, ils se jugeaient tous perdus et n'aspiraient qu'à revoir le sol natal.

La situation en effet empirait chaque jour pour les Prussiens. Nos paysans, encouragés par la présence de nos soldats, ne cachaient plus leur hostilité. Ils faisaient disparaître, ils détruisaient même leurs vivres, et, au besoin, faisaient le coup de fusil contre les patrouilles ennemies. Même à Verdun, c'est-à-dire dans la seule des villes qui se fût compromise par ses c mplaisances pour les alliés, les bourgeois commençaient à trouver qu'ils avaient commis une lourde faute. Gœthe raconte qu'il fut tout surpris d'entendre un jeune garçon, qui le guidait dans les rues de Verdun, lui dire en montrant une des jeunes filles qui avaient accueilli si gracieusement le roi de Prusse : « Ah ! que cette jolie tête se tienne bien sur ses épaules ! La chance a tourné : à présent, je ne changerais pas avec elle. » Les Prussiens manquèrent une fois de pain pendant cinq jours ; le pays épuisé n'avait plus rien à leur fournir. Ils se jetèrent sur les raisins qui gar-

nissaient les coteaux, mais cette nourriture insuffisante engendra la dyssenterie. De plus, le temps froid et humide se changea en pluies torrentielles qui détrempaient et détruisaient les tentes. En quelques jours, le tiers de l'armée fut atteint par la maladie.

En présence d'une armée aussi désorganisée et décimée, pourquoi Dumouriez ne prit-il pas hardiment l'offensive? Il avait près de 80 000 hommes sous ses ordres. Des renforts lui étaient annoncés. L'armée du Rhin pouvait opérer en sa faveur une utile diversion, et couper ou tout au moins menacer la retraite des Prussiens. Il pouvait donc ou bien attaquer directement Brunswick, ou bien fondre sur le Rhin et du coup conquérir les principautés ecclésiastiques et la Belgique entière : car l'Allemagne était alors ouverte à nos troupes et ne nous eût pas opposé de résistance. Ses ennemis l'ont accusé d'avoir vendu son inaction au roi de Prusse. On a encore prétendu qu'il avait conclu avec le roi un traité secret d'évacuation que ratifia la Convention nationale, mais, bien mieux que ces calomnies ou ces suppositions, les faits militaires expliquent et la retraite des Prussiens et l'inaction de Dumouriez.

La Pologne venait de se soulever de nouveau : la czarine Catherine II, profitant de

l'éloignement des armées prussienne et autrichienne, menaçait de la détruire à son profit. Brunswick n'eut pas de peine à démontrer à Frédéric-Guillaume qu'en s'obstinant à envahir la France il faisait le jeu de la Russie; et, comme la Prusse n'a jamais écouté que son intérêt, et qu'il valait mieux démembrer à coup sûr la Pologne que s'exposer à un échec en France, le roi se décida à battre en retraite, et, après être resté dix jours encore sur ses positions, afin de prouver qu'il se retirait volontairement, il commença l'évacuation le 1er octobre. Quant à Dumouriez, il ne tenait pas, en poussant les Prussiens au désespoir, à s'exposer à quelque retour inattendu de la fortune. De plus, il désirait avoir le champ libre pour tomber sur les Autrichiens, qui venaient d'éprouver un échec sérieux devant Lille. Si donc les Prussiens voulaient se retirer, il fallait le leur permettre et au besoin leur ouvrir toutes les portes. Brunswick et Dumouriez convinrent tacitement de ne pas s'attaquer, et, après s'être observés et suivis pour la forme, les deux généraux se dirigèrent chacun d'un côté opposé, là où les appelaient de nouveaux intérêts.

Ainsi se termina piteusement, ridiculement, la première invasion prussienne. Ces fanfarons de gloire reviennent tristes et découra-

gés, heureux ceux qui reviennent, marquant leurs étapes par des traînées de cadavres. Il faut lire dans Gœthe le lamentable récit de cette retraite, lente, pénible, à travers un pays fangeux et piétiné. « Dans cette presse effroyable, écrit-il, l'instinct de la conservation personnelle ne connaissait plus de pitié, plus de ménagements ; non loin de nous, un cheval tomba devant un chariot de bagages : on coupa ses traits, et on laissa le cheval gisant ; mais les trois autres ne pouvant plus traîner la voiture, on coupa aussi leurs traits, on jeta dans le fossé la voiture pesamment chargée, et, après une très courte halte, nous passâmes outre et par-dessus le cheval, qui essayait de se relever. Je vis distinctement ses jambes broyées sous les roues. Cavaliers et piétons cherchaient à se sauver par les prés; mais ils étaient trempés à fond et inondés par les fossés débordés. La suite des sentiers était partout interrompue. Que dans ces circonstances on vît les prés, les fossés et les champs couverts de chevaux morts, c'était la suite naturelle de la situation ; mais bientôt on les vit aussi écorchés et dépecés : triste preuve de la disette générale. » Voici les passages de l'Argonne traversés de nouveau, voici Verdun et Longwy évacués, voici la frontière franchie ! Les troupes conservent encore un certain or-

dre, mais elles sont honteuses de leur insuccès et ne cachent pas leur mécontentement. L'Europe ne savait s'il fallait ou les plaindre ou les siffler : n'avaient-ils pas été ramenés tambour battant par ces mauvais soldats dont ils se moquaient si fort? Aussi bien les Prussiens ne nous ont jamais pardonné leur gigantesque déconvenue. Humiliés et tournés en ridicule, ils nous ont, à partir de 1792, poursuivis de leur haine. Dès ce jour, nous fûmes pour eux ce qu'ils nomment encore, dans leur odieuse gallophobie, les ennemis héréditaires. Qu'importent les jalousies effrénées de la Prusse? Ne savons-nous pas qu'en histoire il est des retours soudains, et que la France est par excellence le pays des catastrophes imprévues, mais aussi des résurrections merveilleuses!

CHAPITRE III

LILLE ET JEMMAPES

Depuis 1713, c'est-à-dire depuis le traité d'Utrecht, qui termina la guerre de succession d'Espagne, les Pays-Bas appartenaient à l'Autriche. C'était en quelque sorte un patrimoine de famille. Les empereurs d'Allemagne avaient succédé à ces fameux comtes de Flandre, ducs de Bourgogne, dont les querelles et l'ambition troublèrent si souvent l'Europe centrale au moyen âge; mais, s'ils avaient hérité de leur puissance, ils avaient également hérité de leurs embarras. Les tisserands de Gand et de Bruges, les forgerons de Liège, les marins d'Anvers et d'Ostende étaient les descendants directs de ces riches bourgeois, dont les souverains recherchaient jadis l'alliance. Ils étaient fiers de leurs privilèges, de leurs institutions locales, et prétendaient les maintenir envers et contre tous. Comme les hidalgos de l'Aragon, ils auraient volontiers prêté

à leurs princes ce hautain serment de fidélité : « Nous qui valons autant que toi, nous te serons fidèles, si tu respectes nos coutumes, sinon non. »

La maison d'Autriche, du reste, avait toujours ménagé ses sujets des Pays-Bas. Les gouverneurs qu'elle envoyait dans cette province importante étaient de véritables vice-rois, qui prenaient à cœur les intérêts de leurs compatriotes d'adoption. Peu d'impôts, peu de vexations, à peine quelques demandes d'argent, et toutes les faveurs de la cour offertes aux représentants des grandes familles belges qui voudraient bien les accepter. Cette sage tolérance ne leur avait pourtant réussi qu'à moitié. Sans doute, il existait bien dans les Pays-Bas un parti autrichien, qui comptait tous ceux que la séduction des faveurs impériales et de lucratives sinécures rattachait à l'Autriche. Les fonctionnaires par intérêt, l'armée par esprit de corps, étaient aussi du parti autrichien ; mais, malgré la douceur du gouvernement, la nation entière repoussait avec énergie la domination de l'étranger. Les idées nouvelles germaient confusément dans les esprits. On parlait de patrie, de nationalité ; les souvenirs de l'antique indépendance revenaient avec amertume. Une habile propagande entretenait une sourde agitation, et

l'heure approchait d'une insurrection générale.

Au parti autrichien deux partis étaient opposés, tous deux animés d'une haine égale pour l'étranger, mais différents entre eux par la nature de leurs souhaits : c'étaient le parti belge et le parti français. Le parti belge avait en horreur la domination autrichienne et cherchait à faire revivre les vieilles libertés municipales et locales. La petite noblesse, la bourgeoisie et surtout le clergé appartenaient à ce parti; mais il voulait aussi conserver les vieilles institutions, les démarcations de classes, de provinces, de castes même, les corporations, les confréries, en un mot le moyen âge; et, comme il avait en main la richesse, une grande partie de la population lui était attachée, surtout les classes pauvres, habituées à vivre des aumônes du clergé. Le parti français détestait aussi la domination autrichienne; mais il voulait de plus, à l'exemple de la France, entrer résolument dans le courant des idées nouvelles, c'est-à-dire proclamer la liberté nationale, l'égalité et la souveraineté du peuple. Les petits bourgeois des villes, les paysans aisés, les marins et surtout les grandes agglomérations ouvrières de Liège et de Namur, habitués depuis des siècles à des mœurs presque démocratiques, appartenaient au parti français. Il y avait

donc dissentiment entre les deux partis. Les uns entendaient rester stationnaires, les autres voulaient marcher en avant. C'étaient déjà, sous d'autres noms, les conservateurs et les libéraux. Ils ne s'entendaient que sur un point, la haine de l'étranger.

Une première fois déjà, en 1789, la Belgique avait pris les armes contre l'empereur Joseph II. Ce prince était animé d'excellentes intentions, mais il essaya des réformes prématurées. Il s'attaqua imprudemment au clergé, et les prêtres, sous le prétexte que l'Empereur avait violé les lois fondamentales du Brabant, avaient organisé contre lui une formidable insurrection. Le maréchal Bender, envoyé avec une nombreuse armée, avait triomphé de toutes les résistances et noyé dans le sang les villes rebelles. C'était un triomphe pour le parti autrichien, une grave défaite pour le parti belge et le parti français; mais personne ne perdit courage. L'exemple de la France soutenait toutes les défaillances. On n'attendait plus que l'occasion de recommencer la lutte. Ce fut à ce moment que la France, poussée à bout par les attaques préméditées et l'insolence voulue de la Prusse et de l'Autriche, leur déclara la guerre. Les Pays-Bas devaient être et furent un des principaux théâtres de cette guerre.

I

Dumouriez, alors qu'il était encore ministre de Louis XVI, avait déjà conçu le projet d'envahir et de conquérir la Belgique. Trois armées devaient concourir à cette opération, celle de Rochambeau, celle de Lafayette, celle de Lückner. Rochambeau était posté de Dunkerque à Philippeville, Lafayette de Philippeville à Lauterbourg, et Lückner gardait la frontière du Rhin. De ces trois armées, les deux premières seules devaient marcher en avant; celle de Lückner n'était destinée qu'à servir de réserve.

L'armée de Rochambeau était à portée d'agir, puisqu'elle se trouvait directement en face des places fortes autrichiennes; mais Rochambeau était souffrant, maladif, chagrin. Il n'avait accepté son commandement qu'à contre-cœur. Habitué aux traditions de la tactique méticuleuse que Frédéric II avait mise à la mode depuis la guerre de Sept ans, il répugnait à l'idée d'envahir par grandes masses un pays hérissé de forteresses. Aussi Dumouriez, qui connaissait les sentiments du général, lui avait-il assigné un rôle secondaire. Il s'agissait simplement d'envoyer trois colonnes sur Mons, Tournai et Furnes, pour

faire croire à une invasion en règle de toute la Belgique et pour masquer l'attaque véritable, dont était chargé Lafayette. Lafayette, au contraire, plein de feu et d'ardeur, éprouvé par la grande guerre des Etats-Unis d'Amérique, ne demandait qu'à se rendre digne de la confiance qu'on lui accordait. Ses soldats l'aimaient, ses lieutenants lui obéissaient. On pouvait donc compter sur lui. Il avait reçu l'ordre de combiner ses opérations avec celles de Rochambeau, et, au moment même où ce dernier envahissait les Pays-Bas sur trois colonnes, il devait, lui Lafayette, se porter de Stenay sur Namur, remonter la Meuse jusqu'à Liège, et de là se rabattre sur Bruxelles.

Ce plan était bien conçu : il avait des chances de réussite, car les troupes autrichiennes étaient peu nombreuses, et un puissant parti n'attendait pour se soulever que la présence de quelques soldats français . Lafayette se mit donc en marche. Le pays qu'il avait à parcourir était mauvais : la Meuse est resserrée entre ses rives dans une vallée étroite, dont les escarpements meurent sur ses bords. Au moment où elle sort du territoire français pour entrer sur le territoire autrichien, elle coule dans des gorges étroites, formées par des files de rochers à pic. Des routes, alors mal entretenues, couraient le long de cette

vallée. L'ardeur des troupes était telle que, malgré leur fatigue, et par des chemins à peu près impraticables, elles réussirent à descendre la Meuse jusqu'à Givet et se préparèrent à marcher sur Namur; mais de déplorables nouvelles arrêtèrent la marche et suspendirent les opérations. L'armée de Rochambeau venait en effet de subir de graves échecs. Ce n'étaient pas les Pays-Bas autrichiens, mais bien la France qui était envahie. D'offensive qu'elle était, la guerre devenait subitement défensive.

D'après le plan convenu, le général Biron avait quitté Valenciennes et se portait sur Mons; le général Dillon était sorti de Lille et marchait sur Tournai. Une troisième colonne se dirigeait de Dunkerque sur Furnes. Biron avait heureusement franchi la frontière, s'était emparé de Quiévrain et approchait de Mons. Tout à coup, quelques ennemis paraissent au loin. Deux régiments de dragons se débandent, sans même essayer de combattre, aux cris de : *Trahison! Sauve qui peut!* et jettent l'épouvante dans le reste de l'armée. L'infanterie aurait voulu tenir; mais les dragons, dans leur effarement, passent sur le corps des fantassins, qui, débandés à leur tour, démoralisés, se mettent à fuir à toutes jambes. L'ennemi profite de cette inexprimable confusion

pour charger les fuyards, s'emparer du camp et prendre tous les effets militaires.

Presque au même moment, la cavalerie de Dillon, à l'aspect de quelques troupes autrichiennes près de Tournai, se débandait aux mêmes cris de : *Trahison!* et entraînait dans cette fuite le reste de l'armée, qui perdait encore ses bagages. A cette nouvelle, la colonne qui se portait sur Furnes et l'armée de Lafayette arrêtaient leur mouvement.

Y avait-il eu trahison? Oui et non : non, puisqu'on n'avait même pas rejoint l'ennemi; oui, car certains corps de l'armée, la cavalerie surtout, étaient animés du plus mauvais esprit. Les généraux eux-mêmes n'étaient pas exempts de reproches. Ils considéraient Dumouriez comme un parvenu et ne lui obéissaient qu'avec répugnance. Les soldats, pour leur part, n'admettaient pas ces distinctions subtiles. On avait fui sans combattre, donc on avait trahi; et, sans plus réfléchir, ils se disposèrent à punir les traîtres. Lorsque Dillon revint à Lille, il fut enfermé dans une grange et massacré avec un officier du génie nommé Bertois. La populace se mit aussi de la partie et pendit quelques prisonniers. Assurément ces excès sont blâmables, et nous ne chercherons pas à les excuser; peut-être nous expliquerons-nous ce premier moment de sauvage

colère, en nous reportant à l'époque et en nous figurant l'ardeur générale qui enflammait les esprits.

Les conséquences du double échec de Quiévrain et de Tournai étaient graves. Au début d'une guerre, il pouvait nous démoraliser et au contraire surexciter la confiance de nos ennemis. Le pire était que nous ne pourrions plus utiliser sur notre frontière du Nord l'admirable élan d'énergie militaire qui poussait alors bon nombre de Français sur les champs de bataille. Il fallait nous résigner à attendre, quand nous aurions dû prendre les devants; à être envahis, quand nous devions envahir. Heureusement pour nous, les ennemis ne profitèrent pas de notre désarroi. L'armée autrichienne des Pays-Bas était bonne, mais peu nombreuse, et les généraux qui la commandaient, imbus de la fausse idée qu'il faut à la guerre procéder avec lenteur et d'après toutes les règles de l'art, n'osaient pas s'aventurer dans un pays aussi couvert de forteresses que la Flandre française. D'ailleurs ils attendaient pour agir l'entrée en ligne des Prussiens, et ceux-ci ne commencèrent leurs opérations que le 20 juillet 1792. Ils restèrent donc dans leurs cantonnements et se contentèrent d'inquiéter nos avant-postes. Ce fut une grave faute qu'ils commirent. L'indiscipline

augmentait dans l'armée française ; les généraux, les officiers, les soldats eux-mêmes étaient divisés d'opinions. Enfin les nouvelles recrues, volontaires pour la plupart, apportaient aux camps de la bonne volonté sans doute, mais aussi un esprit de défiance contre leurs chefs et un sentiment tellement exagéré de leur valeur personnelle que, si l'armée autrichienne s'était sérieusement décidée à prendre l'offensive , l'armée française du Nord eût été singulièrement compromise.

Du mois de mai au mois d'août 1792, les Autrichiens et les Français n'entreprirent donc ni les uns ni les autres aucune opération importante. Les Autrichiens essayaient de concerter leur attaque avec celle des Prussiens, et les Français essayaient de s'organiser, d'abord avec le nouveau général en chef, Lafayette, qui avait remplacé Rochambeau démissionnaire et fondu en une seule les deux armées du Nord et du Centre, puis avec Lückner qui remplaça Lafayette fugitif, et enfin avec Dumouriez. Au commencement de septembre, alors que Dumouriez entraînait sous ses ordres une partie de l'armée du Nord pour faire face aux Prussiens, et réussissait à les arrêter d'abord dans l'Argonne, puis les forçait à battre en retraite après Valmy, les Autrichiens voulurent profiter de l'absence

du général en chef et de la dispersion de nos forces pour envahir à leur tour la Flandre et marcher sur Paris par le Nord, espérant que leurs alliés les Prussiens y arriveraient par l'Est. Nous avons déjà vu comment échoua l'invasion prussienne. L'invasion autrichienne ne fut pas plus heureuse.

II

Le général en chef de l'armée autrichienne était le duc Albert de Saxe-Teschen, un de ces grands seigneurs à moitié souverains, comme l'Autriche en a toujours eus à sa solde. Elevé dans le culte de la monarchie et dans le mépris de ce qu'il nommait la vile multitude, pénétré surtout de cette fausse idée que le soldat machine l'emportera toujours sur le soldat citoyen, le duc Albert n'avait sous ses ordres qu'une armée de 25 000 hommes, bien équipés, solides, bons manœuvriers, excellents soldats en un mot, mais que n'inspirait aucun mobile généreux, tout disposés à se faire tuer, quand on le leur ordonnerait, comme à brûler, à piller ou à massacrer, quand on leur en donnerait le signal. Trompé par de faux rapports, le général autrichien crut que cette petite armée serait suffisante pour disperser les cantonnements français et pour entre-

prendre le siège des places qui oseraient lui résister. D'ailleurs il attendait des renforts et comptait sur la diversion prussienne; il ne comptait pas sur l'héroïsme des habitants de Lille.

Plusieurs places fortes défendaient la Flandre. Grâce à Vauban, notre frontière du Nord était à peu près inexpugnable. Une triple ceinture de places fortes en défendait les approches : Dunkerque, Lille, Condé, Valenciennes, en première ligne ; Gravelines, Saint-Omer, Aire, Béthune, Douai, Le Quesnoy, Maubeuge, en seconde ligne; Saint-Pol, Arras, Cambrai, Landrecies, Avesne et les places de la Somme, en troisième ligne. Quelques régiments peuvent, il est vrai, éviter ces places et prendre des chemins de traverse; mais une armée, forcée de suivre les grandes routes, doit se résigner ou bien à assiéger les villes qui gardent ces grandes routes, ou bien à essuyer le feu de leurs batteries. Ce n'était certes pas le duc Albert qui se serait risqué à travers l'inextricable labyrinthe de places fortes, où aurait disparu son armée. Il voulut au contraire attaquer directement, et, après une démonstration insignifiante sur les places situées à l'extrémité de la première ligne, Dunkerque et Valenciennes, il se présenta soudainement devant Lille, le 24 septembre.

Lille était, il y a quelques années encore, une des citadelles les plus remarquables de l'Europe. Bâtie sur la Deule, qui peut inonder les abords de la place, au centre d'une plaine immense où viennent aboutir sept grandes routes, elle est comme la sentinelle avancée de la France. Vauban, qui comprenait son importance, avait cherché à en faire une place imprenable. Lille passait pour son chef-d'œuvre. Son enceinte dessinait un pentagone irrégulier où les ouvrages étaient accumulés et disposés de telle sorte que l'extérieur était canonné de tous côtés. Neuf fronts de fortifications, dix-sept batteries, un fort détaché (Saint-Sauveur), une citadelle imposante, tels étaient les principaux obstacles dont l'ennemi avait à triompher. Lille avait surtout une population énergique entre toutes et disposée à tous les sacrifices pour maintenir l'intégrité du territoire et l'honneur du pays. Une première fois déjà, en 1708, lors de la guerre de succession d'Espagne, les Lillois, soutenus par l'énergique maréchal de Boufflers, avaient bravé pendant plusieurs mois l'attaque de toute une armée et ne s'étaient rendus qu'après avoir épuisé leurs dernières ressources. Lille était restée française. Cette douloureuse épreuve avait resserré les liens qui l'attachaient à la mère patrie. En 1792, elle allait renouveler les pro-

diges de 1708 et provoquer par son héroïque résistance des transports d'enthousiasme dans la France entière.

Le duc Albert avait des intelligences dans la place. Il croyait qu'après une ou deux sommations, après quelques bombes lancées pour la forme, les bourgeois imiteraient l'exemple des habitants de Longwy et de Verdun, et seraient trop heureux de lui ouvrir leurs portes. Il le croyait, car autrement il ne se serait jamais avancé avec si peu de précautions. Il s'aperçut bientôt que les Flamands étaient plus solides que les Lorrains. La place en effet répondit à ses sommations par un refus énergique et se disposa à la résistance. Il n'y avait pourtant pas d'armée régulière à Lille. Quelques dépôts, quelques traînards, mais aucun corps régulier, et pas de général. Par bonheur, les Lillois s'étaient constitués en garde nationale. Ils savaient manier leurs armes et, à l'unanimité, étaient résolus à se défendre. Le duc Albert aurait dû ne pas s'acharner, avec une aussi faible armée, au siège d'une ville qu'il ne pouvait seulement pas investir; mais il crut que la terreur, à défaut de trahison, ferait tomber cette orgueilleuse cité, et, comme il ne pouvait pas entreprendre un siège régulier, il ne songea qu'à brûler la place.

Une batterie d'obusiers fut établie. Douze mortiers et vingt-quatre grosses pièces tirèrent pendant huit jours sans discontinuer. Les projectiles étaient dirigés de préférence sur les quartiers peuplés et pauvres, sur les maisons où de nombreuses familles s'entassaient dans les caves. Ni les églises, ni même l'hôpital militaire ne furent épargnés. A la guerre, on peut excuser les entreprises cruelles par la possibilité du succès; mais le duc Albert s'acharnait à une œuvre de cruauté gratuite, et il le savait, car sous cette pluie de feu, dans cette mer de flammes, pas un Lillois ne songeait à se rendre. Ils avaient organisé des compagnies de secours. Des seaux d'eau étaient disposés dans les rues, et, dès qu'un incendie se déclarait, il était aussitôt éteint. Les volontaires avaient tout mis en commun, logements et provisions. Les familles incendiées étaient accueillies, et les blessés soignés avec le dévouement le plus touchant. Jamais population ne fut plus rudement éprouvée et ne témoigna de sentiments à la fois plus fraternels et plus patriotiques. La gaieté française trouvait même moyen de faire explosion. On raconte que des gamins s'amusèrent à coiffer du bonnet phrygien un boulet rouge. D'autres arrachaient en se jouant les mèches des bombes. Femmes et enfants concouraient à l'œuvre commune. Les

femmes couraient après les projectiles incendiaires, lestement les éteignaient dans des casserolles, puis les donnaient à leurs enfants pour jouer aux boulets. Un jour, un perruquier s'établit sur la place la plus exposée et prend pour plat à barbe un éclat de bombe. Aussitôt chacun court se faire raser. Un boulet pénètre dans la salle principale de la mairie, au moment où le conseil est assemblé. « Nous sommes en permanence, » dit avec calme un des membres, et le boulet reste en permanence dans le mur. Il y est encore aujourd'hui. Le spectacle de cette ville en flammes était unique au monde. Une archiduchesse autrichienne voulut s'en repaître. C'était la sœur de Marie-Antoinette, la princesse Christine. Elle repartit peu satisfaite. Pour lui faire honneur, on avait chargé les mortiers jusqu'à la gueule. L'un d'entre eux éclata tout près d'elle et tua trente hommes; de plus, les Lillois, du haut de leurs murailles, la poursuivaient de leurs épigrammes et de leurs chansons grivoises. Moins satisfaits encore étaient les artilleurs autrichiens, épuisés par ces huit jours de bombardement continu et décimés par le feu des remparts. Quant au duc Albert, il commençait à comprendre l'inutilité de ses efforts et l'odieux de cette guerre aux femmes, aux enfants et aux maisons. D'ailleurs on était arrivé au

8 octobre. Les Prussiens battaient en retraite. Deux corps d'armée, celui de Labourdonnaye et celui de Dumouriez, approchaient pour débloquer Lille et cerner l'armée autrichienne. Le général ennemi se décida à lever le siège, et le 10 octobre il rentrait aux Pays-Bas.

L'invasion autrichienne échouait plus piteusement encore que l'invasion prussienne. La résistance de Lille sauvait la France au nord comme la canonnade de Valmy avait arrêté les ennemis à l'est. Il n'y eut qu'un cri en France pour admirer l'héroïsme des Lillois et aussi pour déplorer la barbarie inutile du duc de Saxe-Teschen. En Europe même, on se récria contre cet acte odieux. Aujourd'hui que la force prime le droit, on ne compte plus les villes bombardées, non pas seulement quand elles sont fortifiées, comme Strasbourg ou Thionville, mais aussi quand elles sont ouvertes, comme Dijon ou Saint-Cloud. Aujourd'hui, les nouveaux usages de la guerre autorisent le meurtre des femmes et des enfants, l'assassinat des volontaires, et nul ne proteste en Europe! Serait-ce donc que l'humanité a rétrogradé? Espérons que non, et que le temps reviendra où l'on considéra comme une horreur inutile le bombardement de Lille.

Ce n'était rien que d'avoir débloqué Lille. Il fallait venger cet affront et reporter aux en-

nemis l'invasion qu'ils avaient introduite en France. Il fallait surtout profiter de l'ardeur provoquée par la double expulsion des Prussiens et des Autrichiens pour conquérir le Rhin sur les uns, les Pays-bas sur les autres. Il fallait en un mot rendre à la France ses frontières naturelles. Ce fut Dumouriez qu'on chargea de la conquête des Pays-Bas.

III

Dumouriez avait toujours eu la pensée de frapper un grand coup en Belgique. Dans sa jeunesse, il avait entassé projets sur projets pour démontrer la nécessité et en même temps la facilité de l'annexion de ce pays. Ministre, il avait combiné un plan savant pour le conquérir ; mais nous venons de voir comment il échoua. Général, il se préparait à l'envahir, quand il fut forcé, très à regret, de courir audevant des Prussiens. Général vainqueur, il fut chargé par la nouvelle Assemblée révolutionnaire de réaliser son projet favori, et, sans perdre de temps, il se mit à l'œuvre.

Il n'y avait pour défendre la Belgique que 20 à 25 000 Autrichiens, démoralisés par leur insuccès de Lille et qui sentaient autour d'eux le pays hostile. En cas d'échec, les habitants des villes et les payans se seraient sou-

levés en masse contre eux. L'armée française, au contraire, appelée et encouragée par le parti belge et le parti français, n'avait presque qu'à marcher en avant. Elle le savait, et sa confiance était grande. C'étaient de singuliers soldats, une véritable multitude mal instruite, mal équipée, vêtue plus mal encore ; mais c'était le peuple, c'était la France arrivant tout entière sur le champ de bataille. Comme le dit si bien Michelet, cette armée, qui n'en était pas une, ces grandes légions populaires étaient terribles dans leur impétuosité. Vaguement, par instinct, elles avaient compris les principes des guerres modernes. Elles savaient que, pour réussir, il faut procéder par grandes masses, et, toutes ensemble, avec joie, couraient au canon. Avec de pareils hommes, Dumouriez était le maître de la situation. Il le comprit et chercha à en tirer parti.

Par malheur, ces troupes étaient indisciplinées. M. Camille Rousset a démontré, pièces en main, que, dans les premiers mois de leur organisation, les volontaires furent un embarras plutôt qu'un secours, et faillirent compromettre le succès final. Les témoignages abondent à ce propos. Voici par exemple ce que l'intendant général de Vieusseux écrivait à Brissot, le 15 mai 1792 : « Il faut avoir le

courage de le dire : nos troupes ne sont pas en état de tenir contre un ennemi discipliné et aguerri. Il faut n'avoir aucune idée de la guerre actuelle pour croire un instant que le courage seul supplée à tout ce qui nous manque... Si je pouvais entrer dans les détails, vous verriez s'il y a du patriotisme dans l'Assemblée nationale à céder lâchement à tous les caprices d'une soldatesque mutine et furieuse, à se récrier contre toute idée de subordination et de discipline, et à déclamer sans cesse contre tous les moyens de ramener l'ordre et la tranquillité. » Le maréchal de camp Duhoux, commandant la réserve à Soissons, s'exprimait ainsi sur le compte des volontaires : « Six cents hommes viennent de me dire : « Nous ne voulons pas camper, nous « ne voulons pas de riz, nous ne voulons pas « de pain de munition. Nous voulons vingt « sous par jour, ou nous ne servirons pas. » En général, ce sont des Français. L'espèce en est bonne, mais la facilité des engagements y a adjoint des hommes peu habitués à l'obéissance et à la discipline que le service exige. Point d'obéissance, point de commandant ; volontaires avec volonté ne peuvent jamais remplir les vues de la nation, s'ils ne sont pas conduits par un vrai patriote... un inconvénient très grand, c'est de ne pas pouvoir séparer de

ces nouveaux bataillons formés cette petite et faible espèce d'hommes qu'on y a reçus. Ils se soutiennent les uns les autres, et je les compare avec justice à un essaim de mouches. Ils ne demandent tous qu'à marcher et ne veulent pas se désunir; je suis forcé de les faire partir tels qu'ils sont formés. » Le ministre de la guerre, Servan, ne se faisait pas illusion sur la valeur de ces recrues. Il écrivait, le 31 août 1792, au président de la Législative : « L'empressement que l'on a mis dans les différentes municipalités à accueillir tous les citoyens qui se sont présentés pour marcher au secours de la patrie a trop fait oublier qu'un soldat doit être en état de porter l'arme qu'on lui confie et de s'en servir avec succès. Dans ce moment, tous les généraux se plaignent de la multitude d'hommes qui leur arrivent de toutes parts et dont une partie, absolument inutile, devient très nuisible par rapport aux subsistances. »

Les volontaires parisiens se faisaient remarquer par leur mauvais esprit. Deux bataillons envoyés à Dumouriez massacrèrent, en arrivant au camp, et pour leur coup d'essai, quatre domestiques d'émigrés. L'armée fut saisie d'horreur. Les bataillons coupables furent cernés, désarmés, jetés dans les fossés de Mézières, et durent livrer les coupables.

La leçon fût bonne. Les volontaires de Paris devinrent le modèle de l'armée : seulement, avec de tels hommes, qui dansaient sous le feu des canons la sauvage danse de la Carmagnole en répétant le couplet final : Vive le son du canon ! Dumouriez comprit qu'il fallait se hâter. D'après les principes de la stratégie, il aurait dû, par une marche de flanc, se jeter sur la ligne de retraite des Autrichiens, c'est-à-dire sur la Meuse, et les forcer ainsi à évacuer sans combat la Belgique. Il l'aurait certainement fait avec des troupes régulières; mais avec des bandes aussi inexpérimentées et, en même temps, aussi ardentes, il fallait marcher droit à l'ennemi et frapper un grand coup. L'avantage était double : d'abord l'effet moral était décisif, et, en second lieu, si les Français gagnaient une bataille rangée, eux qui, depuis la guerre de Sept ans, passaient pour en être incapables, ils se relevaient dans l'opinion de l'Europe.

Dumouriez divisa son armée en trois corps : l'aile droite, commandée par Valence, était forte de 18 000 hommes. Elle devait suivre la Meuse jusqu'à Namur, pour empêcher la jonction de Saxe-Teschen avec 12 000 hommes de renfort que Clerfayt lui amenait de Champagne. A gauche, le général Labourdonnaye, avec 20 000 hommes, avait la tâche ingrate

et pénible d'envahir la Flandre maritime, de prendre Anvers et d'arriver sur la Meuse à Ruremonde, puis de la remonter jusqu'à Maestricht, où il donnerait la main au général Valence, qui, de son côté, se serait avancé de Namur à Maestricht. De la sorte, un vaste cercle serait formé autour de l'armée autrichienne, que Dumouriez, au centre, se réservait d'anéantir par une grande bataille. Le plan était excellent. Restait à l'exécuter.

Malheureusement le général Valence, que le défaut de vivres avait retenu dans l'inaction, ne put empêcher la jonction de Clerfayt et de Saxe-Teschen. Labourdonnaye, de son côté, mécontent du rôle secondaire qui lui avait été assigné, marcha très lentement, et permit aux Autrichiens de se concentrer contre Dumouriez. C'est donc contre l'armée du Centre qu'allait se diriger tout l'effort des Autrichiens. Dumouriez ne demandait pas mieux. Il lui fallait une victoire. Plus elle serait pénible à remporter, plus ses conséquences seraient décisives. Il se disposa donc à marcher aux Autrichiens, qui l'attendaient dans une position par eux choisie et étudiée depuis longtemps.

Le bassin de l'Escaut, fermé à l'ouest par un dos de pays parallèle à la côte et dont l'élévation est à peine sensible, à l'est par des hau-

teurs qui finissent par ne plus être que de faibles coteaux quand elles approchent de la mer, est très ouvert. On peut y pénétrer de toutes parts. Aucune position ne permettrait à une armée peu nombreuse de couvrir le pays ou de tenir la campagne plus de trois ou quatre jours. Dumouriez avait son quartier général à Valenciennes, sur l'Escaut. La première ville contre laquelle il marchait était Mons, sur l'Haisne, affluent de l'Escaut. Une vaste plaine, bornée au nord par les marécages que forme l'Haisne, et coupée au milieu par la forêt de Warquignies, sépare ces deux villes. En avant de Mons s'étendent des hauteurs boisées, disposées en cercle et garnies de trois villages, Jemmapes, Cuesmes et Berthaimont. Les Autrichiens s'étaient fortifiés sur ces hauteurs. A droite, Clerfayt occupait Jemmapes et Cuesmes ; à gauche, Beaulieu tenait Berthaimont. Au centre, et appuyé sur la ville de Mons, le duc Albert de Saxe-Teschen avait massé ses réserves. Des pentes rapides, des bois épais, quatorze redoutes garnies de pièces de position, une artillerie formidable rangée en étages, et vingt mille hommes protégeaient ces positions et les rendaient inexpugnables. Des chasseurs tyroliens, réputés pour la justesse de leur coup d'œil, garnissaient les moindres replis de terrain ; enfin la cavalerie

occupait l'intervalle des coteaux, surtout la trouée qui sépare Jemmapes de Cuesmes, et s'apprêtait à fondre sur nos colonnes. Jamais positions n'avaient été mieux choisies et mieux défendues. La supériorité du nombre qu'avait Dumouriez lui servait peu, car on ne pouvait attaquer que par têtes de colonnes. Le duc Albert espérait que la furie française se briserait contre ces obstacles accumulés, et déjà se réjouissait à la pensée de vaincre le vainqueur des Prussiens et de laver dans le sang sa honte de Lille.

L'armée française avait passé la frontière le 2 novembre; elle débusqua le 3 et le 4 les avant-postes ennemis des hauteurs de Boussus, qu'ils occupaient. Le 5 au soir, elle arriva en vue de Jemmapes. Une armée moins novice aurait tremblé d'effroi à la pensée d'aborder de front tous ces obstacles; mais les volontaires français ne calculèrent même pas. L'ennemi était là : il fallait marcher à l'ennemi. Qu'importent les feux qui se croisent? Qu'importent ces redoutes étagées et les vétérans qui les garnissent? En avant! droit à l'ennemi! Plus vite on le joindra, plus court sera l'engagement.

La nuit du 5 au 6 novembre fut mauvaise. La pluie ne cessa de tomber. Nos soldats, mal vêtus, sans abris, grelottaient de froid, campés

dans cette plaine marécageuse. Pour des troupes moins excitées par la conscience de leur devoir, une telle nuit aurait amené un triste lendemain, mais nos braves n'attendaient que le moment d'en venir aux mains, et ils comptaient sur la victoire pour ranimer leurs forces.

Dumouriez forma son armée en demi-cercle, parallèlement aux positions autrichiennes. A l'extrême droite, le général d'Harville avait reçu l'ordre de tourner Beaulieu, d'occuper les hauteurs en arrière de Mons et de fermer la retraite aux Autrichiens, en cas de défaite. Harville n'exécuta pas ces ordres. Au lieu de longer Beaulieu, il le canonna inutilement et ne rendit aucun service signalé. A la droite, le général Beurnonville reçut l'ordre d'emporter Cuesmes. Au centre, le jeune duc de Chartres, fils de Philippe d'Orléans, qui venait d'échanger son nom contre celui de Philippe-Egalité, devait prendre Jemmapes et la trouée qui sépare Jemmapes de Cuesmes. A gauche enfin, le général Ferrand devait se porter sur le flanc de Jemmapes. La cavalerie était disposée pour soutenir par derrière ces trois attaques, et l'artillerie avait été placée de manière à contrebattre les redoutes ennemies et à éteindre leurs feux.

A huit heures du matin, l'action s'engagea par une épouvantable canonnade. Cent bou-

ches à feu tonnaient à la fois, mais bientôt un bruit extraordinaire couvrit tous les autres. Les musiques des brigades avaient toutes entonné le même air, la *Marseillaise*, et 40 000 hommes répétaient ce sublime refrain, trop oublié de nos jours, à cette triste époque où la fureur des partis fait évanouir la grande, la pure image de la patrie.

Amour sacré de la patrie,
Conduis, soutiens nos bras vengeurs!
Liberté, liberté chérie,
Combats avec tes défenseurs!
Sous nos drapeaux que la victoire
Accoure à tes mâles accents!
Que tes ennemis expirants
Voient ton triomphe et notre gloire!

De ces trois attaques, la plus dificile était celle de droite, que dirigeait Beurnonville. Il fallait emporter trois étages de redoutes, et l'ennemi semblait résolu à résister avec courage. C'était le poste d'honneur. On y avait mis les volontaires parisiens, et c'était une rude épreuve pour ces nouvelles recrues, qui, pour la plupart, n'avaient jamais vu le feu. A gauche le général Ferrand avait aussi bien des obstacles à surmonter. Au centre enfin, le duc de Chartres, à qui Dumouriez avait réservé le rôle glorieux, s'apprêtait à profiter du mo-

ment où le succès d'une des ailes annoncerait la victoire; mais, de huit heures à onze heures, rien n'était décidé. Beurnonville n'avançait pas, Ferrand attaquait avec mollesse, le duc de Chartres attendait toujours le moment favorable pour commencer son attaque. Dumouriez, inquiet de ces hésitations, envoie son aide de camp, Thouvenot, à l'aile gauche. Celui-ci fait cesser la canonnade, enlève les soldats au pas de charge, gravit avec eux les hauteurs, entre à Jemmapes et tombe sur le flanc droit des Autrichiens. Dumouriez ordonne aussitôt au duc de Chartres de marcher sur Jemmapes. La colonne s'ébranle et traverse rapidement l'espace découvert; mais toute la cavalerie ennemie se précipite alors sur la colonne. C'était le moment critique. Deux de nos brigades s'effrayent. L'une d'entre elles s'écarte et se jette derrière une maison. L'autre fait halte et n'avance plus. Un jeune homme, pas même un officier, pas même un soldat, le valet de chambre de Dumouriez, Baptiste Renard, va, de son propre mouvement, rallier la première de ces brigades. Il la rapproche d'un corps de cavalerie française et la ramène à l'ennemi. Le duc de Chartres a le même bonheur avec la seconde brigade. Il court aux soldats ébranlés, les rallie, forme un bataillon d'élite qu'il appelle

le bataillon de Jemmapes et le conduit à l'ennemi. Aussitôt la colonne entière se précipite de nouveau sur le village. Les redoutes sont emportées, les Hongrois massacrés et le drapeau tricolore glorieusement planté sur les hauteurs conquises. A la gauche et au centre, la victoire était gagnée.

A droite, Beurnonville ne faisait aucun progrès. Nos troupes hésitaient sous le feu terrible des redoutes. Les bataillons parisiens se croyaient trahis. Par bonheur, le général Dampierre prit avec lui quelques compagnies et, à leur tête, s'élança sur les redoutes. Dumouriez arrive dans ce moment critique. Il trouve le reste de ses bataillons sans chefs, exposés à un feu terrible, et redoutant les cavaliers autrichiens qui s'apprêtent à les culbuter. Une décharge à bout portant arrête cette cavalerie ; nos hussards lancés à propos achèvent de la mettre en fuite et la poursuivent jusqu'à Mons. Alors Dumouriez revient à ses hommes : « A votre tour, mes enfants ! » et il se met à entonner la *Marseillaise*. Ce fut un sauvage entraînement, un élan furieux de courage désespéré. En un moment, Dampierre, Beurnonville, Dumouriez, portés par leurs soldats, étaient sur les hauteurs de Cuesmes. Une horrible mêlée s'engageait, mais les artilleurs autrichiens étaient cloués sur leurs

pièces, et les grenadiers massacrés ou pris.

La victoire était gagnée. Il était seulement deux heures de l'après-midi. Le jeune duc de Montpensier, frère du duc de Chartres, vint annoncer à Dumouriez, toujours à Cuesmes, la victoire du centre et de la droite, et en effet, sur la ceinture des collines qui s'étendent autour de Mons, se dessinaient alors les lignes victorieuses de l'infanterie française, tandis que, dans les marais de l'Haisne et dans la direction de Mons, battaient en retraite, lentement et en bon ordre, mais humiliés et furieux, le duc de Saxe-Teschen, ses lieutenants Beaulieu et Clerfayt, et les débris de l'armée autrichienne. Si d'Harville avait opéré son mouvement tournant et fermé aux Autrichiens la route de Mons, toute cette armée capitulait. Fort heureusement pour les Autrichiens, la route était libre, et les canons de Mons protégèrent sa retraite, mais pas pour longtemps, car dès le lendemain la place était évacuée, et Dumouriez en prenait possession.

4500 Autrichiens avaient été tués ou blessés, 1500 faits prisonniers, toutes les pièces de position et bon nombre de pièces de campagne prises. Assurément c'était un beau succès, chèrement acheté, car nous avions perdu presque autant de monde que les Autrichiens. Mais le champ de bataille nous restait, et ce

n'était pas une gloire médiocre que d'avoir bravé ces étages d'artillerie et ces redoutes garnies de braves défenseurs. On exagéra même le péril et la victoire, et par toute l'Europe on reconnut de nouveau aux Français la capacité de gagner de grandes batailles.

Jemmapes est la première de ces victoires qui pendant vingt-cinq ans devaient rendre la France si glorieuse, mais aussi la conduire à une catastrophe inouïe dans l'histoire. Nous avons le droit d'en être fiers. Ce sont nos pères qui ont gagné cette bataille au nom de la liberté et pour la liberté. Aussi les vainqueurs furent-ils partout reçus avec enthousiasme. Lorsque Dumouriez entra dans Mons, on lui présenta une couronne, comme à un triomphateur antique. Nos soldats étaient accueillis comme des frères. N'apportaient-ils pas avec eux le plus précieux de tous les biens, l'affranchissement de la domination étrangère?

La victoire de Jemmapes nous donnait la Belgique. Il était évident qu'une armée aussi démoralisée que l'armée autrichienne, honteuse de son double échec de Lille et de Jemmapes, ne tiendrait pas la campagne. Il fallait donc la poursuivre avec vigueur et lui couper sa ligne de retraite; mais l'armée victorieuse était dans le dénuement le plus absolu. Aucune des fournitures annoncées n'arrivait, et Du-

mouriez, qui tenait à ménager les Belges, ne voulait pas recourir au système des réquisitions. Sa marche fut donc forcément interrompue, et les Autrichiens en profitèrent pour décamper. Ils auraient dû être écrasés dans leur retraite. Si les généraux Valence et Labourdonnaye avaient suivi leurs instructions, les Autrichiens, pris dans un cercle de fer et de feu, eussent été réduits à déposer les armes; mais Valence, à droite, retenu par le défaut de subsistances et le manque de munitions, ne put prendre que Charleroy et Namur. Labourdonnaye, à gauche, qui s'était obstiné à rester en arrière, entra pourtant à Tournai, où il provoqua des scènes à la jacobine, puis à Ostende, à Bruges, à Gand et enfin à Anvers. Enfin Dumouriez, au centre, entra à Mons le 11 et se jeta sur les derrières de l'armée autrichienne. Le 13, il donna avec une simple avant-garde, au milieu même de l'ennemi, à Anderlecht, et, sans sa présence d'esprit, il était fait prisonnier. Il eut l'art de persuader aux Autrichiens que toute l'armée le suivait et en effet lui donna le temps de le dégager. Le 14 il entrait à Bruxelles, le 20 à Louvain, le 22 à Tirlemont, où il y eut un assez fort engagement, qui se termina à notre avantage; mais là encore, retenu par le manque de vivres, il laissa aux ennemis le temps de s'échapper.

Le 28 seulement, il entra à Liège, la grande ville des ouvriers, qui le reçurent en libérateur. Pendant ce temps, les Autrichiens avaient rallié sur la Roër d'importants renforts. Ils étaient sauvés, mais la Belgique était conquise.

La gloire de Dumouriez était alors dans tout son éclat. Le pays l'acclamait; la Belgique l'adorait; elle avait déclaré rompus ses liens avec l'Autriche et voulait, tout en conservant ses anciennes institutions, se constituer en république. Pourquoi Dumouriez ne s'est-il pas contenté de cette double gloire d'avoir sauvé la France à Valmy et d'avoir conquis la Belgique à Jemmapes ?

L'Europe fut comme atterée par ces succès inespérés. Deux puissances, jusque alors neutres, la Hollande et l'Angleterre, se crurent menacées et se disposèrent à prendre part à le coalition; mais en France il y en eut comme un frisson d'enthousiasme, qui fit tressaillir la nation entière. On ne parla plus que de renverser les tyrans. Dès le 19 octobre, la nouvelle Assemblée, la Convention, emportée par son ardeur de propagande, avait rendu le décret suivant : « La Convention nationale déclare qu'elle accorde secours et fraternité à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté, et elle charge le pouvoir exécutif de donner des ordres aux généraux des armées françai-

ses pour secourir les citoyens qui auraient été ou qui seraient vexés pour la cause de la liberté. » C'était une déclaration de guerre à toute la vieille Europe. La Convention le savait; mais ne savait-elle pas aussi que, partout où il y avait des peuples opprimés, ces peuples viendraient à elle? La Belgique n'avait-elle pas accueilli nos soldats à bras ouverts? En effet, dans cette même année 1792, à peu près à la même époque et sur trois points à la fois, en Savoie, à Nice et sur le Rhin, grâce à la complicité de peuples qui ne demandaient qu'à être conquis, nous conquîmes sans effort ces frontières naturelles, qui doivent être l'objet de notre légitime ambition et de nos préoccupations quotidiennes.

CHAPITRE IV

CONQUÊTE DE LA SAVOIE ET DU COMTÉ DE NICE

Le 20 avril 1792, lorsque l'Assemblée législative déclara la guerre à l'Autriche et à ses alliés, elle avait, par l'organe du Girondin Isnard, prononcé de fières paroles : « Rois, prenez garde ! Vous nous envoyez la guerre : nous vous enverrons la liberté ! » Cette prédiction se réalisa bientôt. Les Belges furent délivrés à Jemmapes de la domination autrichienne ; les principautés ecclésiastiques du Rhin furent détruites, et les sujets de ces princes fastueux rendus à leur antique indépendance. La Savoie et Nice furent conquises. En quelques semaines la nouvelle République atteignit partout ses frontières naturelles. Ce fut un spectacle unique dans l'histoire. Nous renouvelions la légende sacrée. Les murailles s'écroulaient au son de nos trompettes, les portes s'ouvraient d'elles-mêmes, les vaincus

couraient à notre rencontre et se donnaient à nous. Le drapeau tricolore devenait le drapeau de tous, et les nations suppliaient pour qu'on voulût bien les admettre au sein de la nation commune. Nous n'étions pas des conquérants, mais des amis, des frères qu'on retrouvait. Cette unanimité touchante de sentiments éclata surtout dans la conquête ou plutôt la prise de possession de la Savoie et du comte de Nice. Nous n'eûmes pour ainsi dire qu'à nous présenter, et du jour au lendemain ces deux provinces devinrent françaises.

La Savoie et Nice étaient séparées par les Alpes des autres possessions du roi de Sardaigne, Victor-Amédée III. Ces deux pays n'appartenaient donc pas à l'Italie au point de vue de la géographie physique. Ils ne lui appartenaient pas davantage par la langue, par les usages, par les intérêts et par les relations. Ce n'était pourtant pas une tâche facile que d'essayer de les arracher à leur souverain légitime. La Savoie en effet forme contre la France comme une forteresse naturelle qui a son réduit, ses ouvrages avancés et ses fossés. La gigantesque muraille des Alpes Grées et des monts du Valais dessine du sud au nord un arc de cercle rentrant, qui commence au mont Tabor, non loin de Briançon, et se termine au lac de Genève, à l'endroit où le Rhône

se précipite dans le lac. Le mont Blanc, le géant de l'Europe, domine cette chaîne, avec 4810 mètres d'altitude; tout autour de lui se dressent dans leur sauvage grandeur des pics presque aussi élevés : le Tabor, le Cenis, la Vanoise, le petit Saint-Bernard, la dent du Midi et tant d'autres. A peine si quelques cols étroits, sentiers plutôt que routes, permettent de les franchir. Une poignée d'hommes résolus peut y arrêter une armée. Le plus grand capitaine de l'antiquité, Hannibal, malgré son génie et les ressources dont il disposait, faillit se briser contre ces rochers. Il a fallu la toute-puissance de la civilisation moderne et la persévérance de plusieurs gouvernements pour jeter par-dessus cette barrière, qui paraissait infranchissable, la belle route du mont Cenis, et pour y percer ce fameux tunnel de 13 kilomètres, qui semble un défi jeté par la science à la nature. A peu près au milieu de la chaîne, vers le mont Blanc, se détache une montagne, puissant contrefort de cette masse, qui couvre la Savoie tout entière de ses ramifications et la divise en trois bassins dont la défense est également facile. On dirait trois camps retranchés. Celui du nord est couvert par le lac de Genève et par le Rhône; il est parcouru et comme coupé en deux par l'Arve, qui peut au besoin servir de ligne de défense. Le camp de

l'ouest ressemble à un losange, défendu au nord-est par les montagnes d'Annecy, au sud par les Bauges, au sud-ouest par le Guer, et au nord-ouest par le Rhône. Les deux lacs d'Annecy et du Bourget, avec les ruisseaux qui s'y jettent, forment une seconde et une troisième ligne de défense. Enfin le camp du sud, entouré d'un cercle de montagne par les Bauges et les Alpes Grées, sert de bassin à l'Isère et au principal de ses affluents, à l'Arc.

Une armée d'invasion se présente-t-elle pour attaquer de front la Savoie, d'infranchissables obstacles, un labyrinthe de collines et de défilés, de bois et de torrents arrête sa marche ; et, réussirait-elle à faire tomber un de ces trois camps, les défenseurs de la Savoie pourraient toujours se retrancher dans les deux autres. Aussi les invasions de France en Savoie n'ont-elles presque jamais réussi. Catinat lui-même a péniblement lutté pour la possession de ces montagnes. Une armée décidée à la résistance peut s'y considérer comme à peu près inexpugnable.

Le comté de Nice présente les mêmes obstacles à une armée d'invasion venant du côté de la France. On dirait un trapèze couvert au nord par la chaîne des Alpes maritimes, au sud par la Méditerranée, à l'ouest par le Var, à l'est par la Roya. Le Var et la Roya

sont deux torrents capricieux, qu'on peut traverser à pied sec, mais qui, le lendemain, gonflés par quelque pluie d'orage, emportent dans leur course furieuse prairies, bois et ponts. Les Alpes maritimes ne donnent accès dans la vallée du Pô que par des cols étroits. Quelques batteries suffisent pour empêcher toute descente sur la côte, qui est fort escarpée. Le pays est à peu près inpraticable, couvert qu'il est par les dernières ramifications des Alpes, qui descendent jusqu'à la mer, et traversé par de nombreux torrents qui forment comme autant de lignes défensives, au cas où l'ennemi aurait réussi à passer le Var.

La Savoie et le comté de Nice constituent donc comme deux citadelles redoutables, construites par la nature et améliorées par les hommes. Bien des fois l'élan de nos armées se brisa contre ses remparts. En 1792, elles tombèrent entre nos mains presque sans tirer un coup de fusil. Il y a dans la facilité et la rapidité de cette conquête je ne sais quoi de mystérieux qui excite la curiosité du philosophe et de l'historien et dont nous devons chercher les causes.

I

Dumouriez, le chef du cabinet qui avait déclaré la guerre à l'Autriche et à ses alliés,

avait confié le commandement d'une armée dite des Alpes au général Montesquiou. Cette armée n'existait presque que sur le papier. Elle se composait de 10 à 12 000 hommes de troupes régulières, dispersés de Genève à Toulon, et formant deux masses principales : la première, la plus considérable, sous les ordres directs de Montesquiou, destinée à envahir la Savoie ; la seconde, commandée par Anselme, destinée à agir dans le comté de Nice. Ces deux armées étaient fort mal équipées, et armées plus mal encore. A peine avaient-elles à leur disposition quelques batteries montées. En cas de revers, il ne leur restait qu'à se jeter sous le canon de Grenoble, de Briançon et de Toulon, pour s'y réorganiser. Il est vrai que de nombreux renforts leur étaient annoncés, mais ce n'étaient que des volontaires ! Or la valeur individuelle ne supplée que bien rarement à l'expérience militaire, et, malgré les creuses déclamations de certains théoriciens, pas plus en 1792 qu'en 1870, les régiments ne s'improvisent pas. Aussi bien beaucoup de ces recrues n'avaient de volontaires que le nom. Les départements du Midi se faisaient déjà remarquer par leur exubérance de paroles et leur timidité d'action. A l'exception du Gard, qui fournit son contingent à l'armée de Montesquiou, à l'exception

de Marseille et de Toulon, qui envoyèrent bon nombre de volontaires à l'armée d'Anselme, les contingents des autres départements brillèrent par leur absence. Montesquiou l'avouait avec amertume dans une lettre du 3 octobre 1792, adressée au ministre de la guerre, Servan : « Cette formation de bataillons volontaires, que j'avais crue la plus belle de toutes les opérations, s'est trouvée la chose la plus difficile. Plusieurs départements s'y sont totalement refusés ; les autres ne s'y sont prêtés qu'avec répugnance... » Si du moins les volontaires avaient fait leur devoir ! Mais « ces différents bataillons, mal organisés, réunis pour la première fois, ont désolé tous les pays qu'ils ont traversés. J'ai reçu des volumes de plaintes de tous les lieux où ils ont passé, et, dès que l'expédition a été faite, ils ont demandé à grands cris de s'en aller. J'ai cru, pour ménager cette ressource, qu'avec quelques précautions de plus on pourrait rendre utile, qu'il fallait ne pas les retenir malgré eux, et se hâter d'épargner à la nation une dépense absolument inutile. »

Pourtant, malgré cette insuffisance de moyens d'attaque, Montesquiou n'hésita pas à prendre l'offensive. Jusqu'alors, le général en chef de l'armée des Alpes ne s'était fait connaître que par son habileté à se prononcer

pour les opinions dominantes ; mais, bien qu'il eût gagné ses grades dans les antichambres de la cour ou les bureaux du ministère, il avait des connaissances sérieuses et une instruction solide. Mêlé aux intrigues de la diplomatie, il pouvait, mieux que personne, se rendre compte des difficultés de l'entreprise. S'il avait accepté ce commandement, si même il demandait à prendre l'offensive, c'est qu'il connaissait et le souverain qu'il allait attaquer, et les troupes qu'il avait à combattre, et surtout la population dont il envahissait le territoire.

Le roi Victor-Amédée III, né en 1727, sur le trône depuis 1773, touchait à la vieillesse en 1792. Il avait jadis combattu, avec le courage héréditaire de sa race, à Coni et à Bassignano ; mais une longue paix avait engourdi son activité et assoupi ses talents militaires, qui d'ailleurs avaient surtout consisté à imiter le grand Frédéric dans la coupe de ses uniformes ou dans ses attitudes aux revues. C'était un grand bâtisseur : on lui doit la citadelle de Tortone ; il embellit Turin et Nice de magnifiques édifices. Il fit construire les thermes d'Aix et dota Carouge de tous ses monuments. Mais le goût des bâtiments détournait son attention de la politique intérieure. Aussi bien il avait horreur des idées nouvelles qui

germaient en Europe. Il croyait sincèrement les peuples faits pour les rois. Imbu du dogme de son omnipotence, il pensait que les souverains doivent compte à Dieu seul de l'exercice de leur autorité, et que les peuples ne peuvent sans crime blâmer leurs rois ou leur désobéir. Ces théories, que n'eût pas désavouées l'auteur de la *Politique tirée de l'Ecriture sainte,* avaient fait leur temps, et l'heure était mal choisie pour les affirmer, alors que Rousseau proclamait la souveraineté nationale, et que la Révolution française mettait en pratique ce dogme des temps nouveaux ; mais Victor-Amédée III prenait, aussi sérieusement que Louis XIV, son métier de roi absolu. Comme il avait donné ses deux filles et son fils aîné aux deux frères et à la sœur de Louis XVI, il se croyait obligé par cette triple alliance à soutenir le roi de France, son parent, dans sa lutte contre des sujets rebelles. De plus, en qualité de catholique sincère, il détestait les attaques portées par la Révolution à la religion et à ses ministres ; aussi ne cessait-il d'encourager le roi de France dans sa résistance aux empiètements de l'Assemblée.

Victor-Amédée avait aussi ouvert ses Etats aux émigrés. Turin et Chambéry en regorgeaient. Le comte d'Artois et les plus com-

promis des courtisans travaillaient ouvertement à la contre-révolution. Ils ne parlaient entre eux que de leur prochaine entrée à Lyon et de leur retour triomphal à Paris. Déjà ils se distribuaient entre eux les places et les honneurs ; mais le peuple, qui comprenait toute l'inanité de leurs espérances, les avait affublés du sobriquet de « ces messieurs de la semaine prochaine ». Affectant même de considérer Louis XVI comme un prisonnier dont les ordres, arrachés par la violence, n'étaient plus exécutoires, ils avaient obtenu de Victor-Amédée qu'il refusât une audience à l'ambassadeur de France, Sémonville. Ce dernier arrivait pourtant les mains pleines de promesses. N'avait-il pas reçu la mission de proposer au roi de Sardaigne la Lombardie et la présidence d'une ligue des princes italiens formée aux dépens de l'Autriche, s'il consentait à garder la neutralité. Certes le roi de Sardaigne, s'il eût accepté ces propositions, n'aurait fait qu'inaugurer la politique nationale dont l'adoption a, depuis, si bien réussi à ses successeurs ; mais il ne voulut seulement pas recevoir le représentant de la France. Il lui infligea même l'affront de le retenir en quelque sorte prisonnier. Voici comment Joseph de Maistre, de son style railleur et avec sa verve réactionnaire, rendait compte de cette affaire

à son ami le marquis Henri de Beauregard : « Sémonville est un ci-devant conseiller au Parlement de Paris, brailleur contre la cour avant les Etats généraux, et depuis démocrate enragé ; envoyé en ambassade à Gênes, il y a déployé un grand luxe et ce que j'appellerais volontiers le faste de la démocratie, cocardes tricolores, discours incendiaires, avances à la canaille ; il a donné beaucoup d'embarras au gouvernement de Gênes et même au nôtre, de qui il était connu et redouté... Il a été chargé dernièrement de lettres de créance auprès de toutes les puissances de l'Italie pour les forcer à dire sur-le-champ oui ou non. Il a commencé cette belle mission par nous, mais il n'a pu aller plus loin qu'Alexandrie, où le gouverneur de la ville, M. de Solar, le pria de rebrousser chemin, en lui refusant des chevaux de poste pour continuer sa route. Tout de suite M. de Solar a dépêché un courrier à Turin, au retour duquel le Sémonville n'a pas encore voulu se résoudre à partir. Il a fallu pour cela envoyer un nouveau courrier. En attendant, on dit qu'il a été à Alexandrie dans un véritable état d'arrestation ; du moins on peut discuter là-dessus ; cependant il a été libre dans l'enceinte de la citadelle. »

Si du moins le roi de Sardaigne, qui se compromettait si gravement en infligeant un af-

front public à l'ambassadeur de France, avait eu pour soutenir ses principes une bonne armée à son service! Mais les troupes piémontaises, excellentes peut-être sur un champ de manœuvres, n'étaient même pas capables de soutenir le feu sur un champ de bataille. Sous le prétexte de renouveler ses régiments, Victor-Amédée III les avait désorganisés. A l'exemple du *roi sergent*, Frédéric-Guillaume I[er] de Prusse, il poussait jusqu'à l'excès l'amour de la réglementation ; mais, s'il comprit le mécanisme, il méconnut l'esprit des armées modernes. Il eut à son service des mercenaires bien dressés, mais non des citoyens armés pour la défense du pays. Il avait, d'après le système du Français Saint-Clair, décomposé les soldats en une infinité de groupes, commandés par des officiers et des sous-officiers. Il espérait obtenir de la sorte des cadres solides, qu'il élargirait au besoin ; mais les ordres ne se transmettaient qu'avec lenteur et sans précision ; l'armée devenait une gigantesque machine, dont les rouages compliqués menaçaient à tout instant de se rompre. Comme pour augmenter à plaisir le désordre, le roi avait à deux reprises modifié ces combinaisons imprudentes ; mais il n'avait donné ni la discipline aux soldats, ni l'expérience aux officiers, ni surtout la science aux

généraux. Aussi, malgré toutes ses dépenses, n'arriva-t-il à former qu'une armée sans consistance; il ne réussit qu'à appauvrir le trésor et qu'à créer le plus déplorable des systèmes, surtout dans un petit Etat, le régime militaire, ce régime qui inspirait à Joseph de Maistre une de ses spirituelles boutades. « J'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Majesté, écrivait-il au roi, que nous étions surtout redoutés de nos voisins à raison du gouvernement militaire; mais cet *arcanum imperii* ne m'a jamais paru qu'un enfantillage, tout à fait étranger à l'essence de la monarchie en général. Parmi tous nos voisins, le gouvernement militaire est redouté à un point que je ne puis exprimer à Votre Majesté. Dans une province qui intéresse sensiblement Votre Majesté, il a été dit, il n'y a pas longtemps, ces propres paroles : Donnez-nous à qui vous voudrez, même au sophi de Perse, mais délivrez-nous des majors de place piémontais! »

Les deux provinces qui détestaient le plus ce régime militaire étaient la Savoie et Nice. Les rois de Sardaigne, qui avaient comme un pressentiment que ces provinces, berceau de leur famille, leur échapperaient quelque jour, avaient cessé d'y résider. Les Savoisiens n'avaient pas revu leurs souverains depuis

Emmanuel-Philibert, c'est-à-dire depuis plus de deux siècles, lorsque Victor-Amédée III, en 1775, à l'occasion du mariage de son fils avec Marie-Clothilde de France, se décida à traverser les Alpes, et encore trouva-t-il le moyen de blesser ses sujets. Les nobles Savoisiens lui avaient fait une réception splendide. Le roi en témoignait son étonnement. « Ils ne font que ce qu'ils doivent, lui dit à ce propos un des gentilshommes de sa suite. — Pourvu qu'ils ne doivent pas ce qu'ils font! » repartit Victor-Amédée. Cette indifférence systématique de leurs souverains humiliait en Savoie toutes les classes de la nation. Ce qui les irritait davantage, c'était de se voir en toute circonstance sacrifiés aux Piémontais : non pas que le Piémont fît peser sur eux une oppression brutale, la domination du vainqueur sur le vaincu. La Savoie au contraire avait toutes les apparences de la liberté; les conseils municipaux fonctionnaient librement, et le sénat de Chambéry, cour suprême de justice, jugeant en dernier ressort, était un véritable parlement, qui avait droit de remontrances et pouvait, au besoin, s'opposer à l'enregistrement des édits; mais les impôts étaient lourds et vexatoires, l'industrie nationale comprimée, et le peuple retenu dans l'ignorance. Quelques jours après l'entrée des

Français en Savoie, la Société des Jacobins d'Annecy publia une adresse au peuple savoisien qui jette un jour complet sur l'ancien régime dans cette province. On vous propose la liberté, y était-il dit, c'est-à-dire le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la loi. On vous propose l'égalité, c'est-à-dire qu'il n'y aura plus de privilèges et que vous pourrez arriver à tous les emplois. Plus de servage! Plus de corvées! « On prenait vos bœufs, vos chevaux, vos chariots dans le plus fort des travaux de la campagne : on vous forçait sans pitié, sans miséricorde, d'aller aux chemins. Vos terres restaient incultes, et à votre retour vous aviez quelquefois la douleur de voir vos bœufs et vos chevaux crever de fatigue. Lorsqu'il passait des troupes, ne fallait-il pas que vous allassiez transporter les équipages, les voitures, les femmes, les enfants des soldats, les malades et les provisions de guerre? Il est vrai qu'on vous disait toujours que c'était en payant, mais vous ne receviez jamais qu'une petite partie de ce qui vous était promis. » Plus de gabelles! plus de condamnations aux galères pour de simples délits! Les impôts seront plus doux. « Il n'y aura plus de ces intendants qui augmentaient les impositions chaque année, tantôt pour les ustensiles du gouvernement, tantôt pour les

bains d'Aix, etc. » Les milices seront remplacées par des engagements volontaires, et le premier venu d'entre vous pourra devenir général, « tandis qu'autrefois il fallait de grandes protections pour devenir officier, et, quand on l'était devenu, que faisait ce monsieur l'officier? Il battait les paysans, insultait les bourgeois, faisait des dettes chez les uns et chez les autres, et ne payait personne. C'était le devoir et le mérite d'un officier. C'est ce qu'il appelait honneur. »

Il ne faudrait pas prendre à la lettre ce tableau, dont les couleurs sont trop chargées; mais l'auteur anonyme de cette protestation n'en a pas moins exprimé les passions de l'époque. La Savoie était réellement désaffectionnée, et la dynastie piémontaise, sûre de ne pouvoir conserver le pays, se tenait toujours prête à le perdre. On disait alors des Savoisiens qu'ils étaient les ilotes du Piémont. Ne leur refusait-on pas en effet jusqu'aux bienfaits de l'instruction? Il n'y avait d'écoles gratuites que celles qui préparaient à la prêtrise. Seule, l'université de Turin conférait les grades, et à des prix exorbitants. Défense absolue de chercher l'instruction à l'étranger, surtout à Paris, à cause des idées nouvelles, et à Pavie, à cause des réformes de l'empereur Joseph II. A la frontière, tous les livres étaient arrêtés,

et l'officialité de Turin avait le droit, dont elle usait, d'épurer les librairies. Aussi, comme l'écrivait un ministre français, « ici penser est un tic, écrire presque un ridicule. » D'ailleurs le roi donnait l'exemple du dédain pour les choses de l'esprit. Il traitait la poésie de *demi-lignes*, et, recevant un jour l'Académie de Turin, déclarait à ses membres qu'il préférait au plus savant de ses membres le dernier des tambours de son armée. Aussi tout ce qu'il y avait de vitalité et d'intelligence dans le royaume ou bien se cachait, ou bien était réduit à chercher à l'étranger un asile, comme Alfieri, ou des moyens d'existence, comme Lagrange et Berthollet.

Mêmes entraves sur l'agriculture et sur l'industrie. La culture du riz était défendue en Savoie sous peine de la corde, car on craignait en Piémont la concurrence des rizières savoisiennes. On avait délibéré de faire arracher tous les mûriers de la province, pour que seuls les Piémontais élevassent des vers à soie. Cette extrême défiance allait jusqu'à l'odieux. Un jour, on refusa la proposition de quelques ingénieurs français, qui voulaient, en endiguant l'Isère et l'Arve, rendre à l'agriculture plusieurs milliers d'arpents de terres incultes. Par contre, on tolérait, on protégeait même des établissements ruineux, sans utilité, tels

que les salines de Tarentaise, pour l'entretien desquelles on détruisait tous les bois du pays. L'essor de l'industrie était arrêté par les douanes intérieures. La Savoie payait au Piémont des droits d'entrée pour les objets manufacturés, surtout pour les étoffes et les soieries, et se voyait réduite à écouler en France, à vil prix, les matières premières, qu'on lui interdisait de manipuler. Comme le dira plus tard le député Martin à l'Assemblée de Chambéry, « les Piémontais ont toujours considéré la Savoie comme une proie destinée à assouvir leur insatiable cupidité. »

Les Savoisiens étaient donc fort mécontents quand arrivèrent les Français. Toutes les classes de la société avaient à se plaindre de la domination piémontaise. Les nobles, bien qu'attachés de cœur à la dynastie, se voyaient systématiquement exclus des honneurs et des dignités; sauf quelques familles qui avaient transporté leur domicile au delà des Alpes, et cherchaient à Turin les faveurs qu'on leur refusait à Chambéry, ils ne quittaient plus leurs terres et y végétaient dans leurs regrets et leurs défiances. Les bourgeois, impatients de jouir des bienfaits de la Révolution, l'appelaient de leurs vœux et ne cachaient plus leurs sentiments anti-piémontais. Le peuple enfin, les montagnards surtout, qui, chaque hiver,

émigraient en France, n'oubliaient pas leur patrie d'adoption, quand ils revenaient au pays avec un modeste pécule. Sur 400 000 Savoisiens, près de 20 000 émigraient chaque année. Dans leur reconnaissance, ils répandaient autour d'eux l'amour de la contrée qui les avait accueillis. Ils en parlaient déjà la langue, ils en portaient le costume, ils en pratiquaient les usages; aussi, avant qu'on eût signalé un seul soldat français, la révolution était-elle déjà faite dans les esprits.

Elle l'était surtout dans les villes, et spécialement à Chambéry. Victor-Amédée III avait en effet cherché à déposséder cette ville de son rang de capitale. Il avait fondé, ou du moins agrandi, Carouge, aux portes de Genève, avec l'espoir de ruiner la prépondérance de Chambéry. Or les habitants de Chambéry ne lui avaient point pardonné cette tentative. Ce qui acheva de les mécontenter fut le séjour au milieu d'eux de nombreux émigrés français. Insolents et arrogants dans un pays où ils n'auraient dû se montrer qu'avec des intentions pacifiques, ces émigrés ne paraissaient jamais en public que l'épée au côté et le pistolet à la ceinture. D'abord on se moqua d'eux; bientôt on se lassa de leur outrecuidance; on finit par les détester. Le roi lui-même les supportait parce qu'il croyait devoir le faire,

mais il se défiait de leurs exagérations. Voici à ce propos la curieuse lettre qu'il écrivait à un de ses ministres, d'Hauteville : « Mon cher, je vous remets ici les deux lettres de mes gendres que M. de Senan m'a remises et que j'ai lues après l'avoir congédié ; mais il ne m'a pas remis le plan dont d'Artois me parle. Vous verrez que celle de d'Artois est écrite avec beaucoup de finesse et d'effervescence ; mais en rabattant les gasconnades de la nation, au fond nous pensons de même. Quoiqu'il souhaite une prompte réponse, je ne suis pas si pressé, et, jusqu'à ce que nous sachions à quoi nous en tenir, il faudra peser une réponse qui ne nous lie ni avec eux ni avec les autres. Mais, si je dois vous dire ce que j'ai dans le cœur relativement.... à cette première ligue de noblesse française dont d'Artois est fou, pourvu qu'elle soit éloignée et séparée de nos gens, qui en seraient détraqués et dérangés, ils peuvent faire ce qu'ils veulent. »

Les émigrés ne se contentèrent pas de braver l'opinion publique en Savoie, ils la provoquèrent. Comme l'écrivait avec plus de verve que d'élégance le médecin Doppet, « Chambéry semblait être devenue la maison d'arrêt de la valetaille de Paris. Soutenue par le gouvernement sarde, cette société ne fut bientôt plus qu'une troupe insolente et tumul-

tueuse. Chacun blasphémait contre la perte de ses privilèges, et laissait échapper à chaque instant l'injustice ou la férocité de ses regrets. » Un jour, en mars 1792, ils arrachent à un voyageur de commerce sa cocarde tricolore : aussitôt chevaux et chiens, à Chambéry, paraissent tout enrubannés de blanc. Cette innocente vengeance exaspéra les émigrés. Leur insolence dépassa bientôt toute mesure. Un autre jour, à propos d'un charivari occasionné par le mariage en troisièmes noces d'un Français âgé de soixante-dix ans avec une jeune veuve, il y eut des menaces et des coups échangés. Le lendemain de cette scène demi-burlesque, demi-tragique, trois émigrés sont bousculés par la foule, qui essaye d'arracher leurs cocardes; mais ils s'enfuient dans un corps de garde, et les soldats, qui avaient reçu l'ordre de leur prêter main forte, envahissent, baïonnette en avant, le café où s'étaient retirés les agresseurs, et arrêtent tous ceux qu'ils rencontrent, pendant que de fortes patrouilles de cavalerie balayent brutalement les rues. Quelques jours plus tard, abusé par de faux rapports, le roi punissait Chambéry de ces troubles, en ordonnant la construction sur la place du marché d'un corps de garde fortifié, que le peuple affubla du sobriquet de Bastille, et que les émigrés désignèrent en

riant par le nom de casino des bourgeois.

Ces rigueurs maladroites jetèrent une profonde désaffection dans tous les rangs de la société. Bientôt paraissait à Chambéry un violent pamphlet intitulé : *Le premier cri de la Savoie vers la liberté*. C'était un appel direct aux armes et à l'insurrection. Joseph de Maistre, qui surveillait avec inquiétude les progrès de l'idée révolutionnaire, avoue que ce pamphlet fit du mal à la cause royale. « La brochure dont vous me parlez, écrivait-il au marquis Henri de Beauregard, est une œuvre bien détestable. On nous y propose doucettement de voir ce qui nous conviendrait le mieux, de nous donner à la Suisse ou à la France, ou de nous révolter pour notre propre compte. Sous une apparente modération, la pièce est fort incendiaire ; mais les amateurs de Chambéry trouvent cela d'assez bon ton, et l'un d'eux me disait hier qu'il ne doutait pas que, si le roi et le prince de Piémont lisaient cette brochure, ils ne l'approuvassent beaucoup, et cela sérieusement. Je vous dis qu'ils sont fous. Au reste ce pamphlet, qui contient mille choses dures contre les Piémontais, a fait le plus mauvais effet à Turin..... Il n'y a rien de si difficile que de se procurer cette brochure pour une demi-heure. Le gouvernement en recherche tous les exemplaires avec anxiété ; ceux qui

en ont n'osent pas les montrer. Ainsi ne soyez pas surpris que je ne vous l'aie pas fait connaître. Cette belle pièce a, je crois, vingt-neuf ou trente pages d'impression; on me l'a fait lire très rapidement. Depuis, j'ai voulu l'obtenir pour une heure; la chose n'a pas été possible. C'est, au reste, un tas de calomnies très faciles à réfuter, même brillamment, si le gouvernement voulait s'y prêter. »

Les Savoisiens ne se contentèrent pas de ces attaques anonymes. La petite ville de Thonon se révolta au grand jour, voulant s'unir, disait-elle, ou à la République genevoise, ou plutôt à la République française. Cette insurrection fut même précédée de scènes drolatiques. Le futur général Dessaix était alors médecin militaire en garnison à Thonon. Il fit passer toute la troupe pour galeuse et la saigna à outrance. Aussitôt les patriotes se répandent dans la ville et s'emparent des portes, dont ils chassent sans peine les soldats pâles et exsangues. Ce trait est plutôt bouffon que méchant; mais n'indique-t-il pas le profond désarroi de l'autorité? Aussi bien l'autorité s'abandonnait elle-même. L'intendant de Carouge, ayant affaire avec un avocat, prenait la poste pour se sauver. Le gouverneur de Chambéry se querellait avec le conseil de la ville et capitulait. On voyait les fonctionnaires

s'affubler publiquement de cocardes tricolores. Le gouvernement affectait de ne rien voir, et sa longanimité encourageait les factieux. « Quand on tremble, ce n'est pas le moyen de faire trembler, écrivait à ce propos le marquis H. de Beauregard; la clémence est praticable pour un gouvernement fort, la sévérité nécessaire à un gouvernement faible ou ébranlé. »

Le Sénat de Chambéry crut pourtant devoir sévir. Il condamna à mort un Savoisien soupçonné d'être l'auteur de la fameuse brochure *Le premier cri de la Savoie vers la liberté*, et quelques-uns des insurgés de Thonon; mais les uns et les autres, prévenus à temps, se dérobèrent par la fuite au supplice et cherchèrent un refuge à Paris. Ils y trouvèrent un certain nombre de Savoisiens, qui s'y étaient déjà fixés, et entre autres le docteur, bientôt général, Doppet. Dans ses *Mémoires*, qui brillent plutôt par la naïveté des détails que par les recherches du style, Doppet raconte comment, dégoûté du régime piémontais et désireux de faire jouir sa patrie des réformes françaises, il rédigea deux écrits, le premier intitulé *Etat moral, physique et politique de la maison de Savoie*, le second *Messager d'outre-Rhin*. Aucun éditeur savoisien n'osa prendre sur lui de les imprimer, et, comme il redoutait une dénonciation et les vengeances de la police,

il s'enfuit à Grenoble et y publia un troisième pamphlet, plus violent que les précédents, *Adresse au prince de Piémont*, qui fixa sur lui l'attention. Il se rendit alors à Paris, et, de concert avec les proscrits de Thonon et quelques autres réfugiés, fonda le club de propagande des Alpes. Les membres de la nouvelle réunion se contentèrent d'abord d'entretenir des correspondances avec les partisans des réformes; mais bientôt, donnant à entendre qu'ils rompaient avec la dynastie et voulaient rendre à la Savoie son antique indépendance, ils prirent le nom de club des Allobroges, afin de rappeler l'époque de la résistance à Rome. Bientôt même, passant de la théorie à l'action, les Allobroges demandèrent à la Convention l'autorisation de fonder une légion spéciale destinée à combattre dans l'armée des Alpes à côté des troupes de ligne. La légion des Allobroges se forma à Grenoble. Elle compta deux mille cent cinquante-neuf hommes. Telle était l'ardeur de ces volontaires de la liberté, qu'ils furent bientôt en état d'entrer en campagne. Le 13 août 1792 avait été décrétée la formation de la légion; le 23 septembre, quelques compagnies allobroges envahissaient la Savoie avec Montesquiou. Bonaparte parle quelque part de l'excellente troupe légère des Allobroges, et, si l'on en croit des traditions de

bivouac, l'impression de terreur qu'ils répandirent dans l'armée autrichienne fut telle que les chevaux de l'ennemi mordaient et hennissaient quand on parlait en leur présence des dragons allobroges.

II

La Savoie était donc une petite France qui ne demandait qu'à être conquise par sa grande sœur. L'étranger, ce n'était pas le Français, mais le Piémontais, qui redoublait de rigueur administrative, qui jetait en prison les suspects, qui opprimait et exploitait le pays. Tous les cœurs battaient au nom de la France. C'est ce qui explique la facilité de la conquête. Montesquiou n'eut qu'à se présenter : sur aucun point il ne rencontra de résistance.

On a prétendu que Victor-Amédée n'avait essayé que pour la forme un simulacre de défense. Il aurait voulu, prétendit-on, *rogner la bordure,* — telle fut du moins l'expression qu'on lui attribua, — et sacrifier la Savoie et Nice au salut de ses autres Etats. Il se peut que, dans son for-intérieur, le vieux roi ait été disposé à la résignation; pourtant nous avons peine à croire à tant de prudence, et nous nous imaginons plus volontiers que ces deux provinces furent conquises non point

parce qu'on ne voulait pas les défendre, mais parce qu'elles furent mal défendues. Le général piémontais Lazari occupait de magnifiques positions, et il ne négligeait rien, pas même d'officieux mensonges, pour s'y maintenir. « Pour rassurer les troupes, écrivait à sa femme le marquis de Beauregard, on répand la nouvelle de grands succès remportés par les Impériaux. Je flaire là encore quelque mensonge; c'est un si vieil usage que de ne pas dire toutes sortes de vérités à ce pauvre peuple, instrument inconscient de si grandes et de si détestables choses. Comme saint Thomas, je croirai aux désastres des Français alors que j'aurai mis non pas le doigt, mais la main, mais les deux mains dans les plaies qu'à défaut de nos rapières les rapières impériales leur auraient faites... Quoi que j'aie vu et pu dire, rien n'a ébranlé le sot aplomb de nos grands hommes de guerre. L'Assemblée nationale, après avoir bu, décrétera l'invasion de la Savoie, *et nous prendra comme grillons.* »

La prophétie du marquis de Beauregard n'allait que trop vite se réaliser. Lazari, persuadé que les Français déboucheraient par la vallée de l'Isère, avait mis en état de défense la forteresse de Montmélian et s'était établi sur la chaîne des Bauges. De plus, il faisait

construire en toute hâte trois redoutes aux abîmes de Myans. Montesquiou ne lui laissa pas le temps de les armer. Le 22 septembre 1792, 1200 soldats, commandés par le maréchal de camp Larroque et guidés par des paysans, chassent les Piémontais des abîmes de Myans. Ceux-ci, déconcertés par cette subite irruption dans leurs lignes, n'essayent même pas d'attendre, à Montmélian ou sur les Bauges, le gros de l'armée. Saisi par un esprit de vertige qu'on accusa de trahison, mais qui d'ordinaire s'empare de tous les défenseurs d'une cause condamnée, Lazari laisse ouverte la route de Chambéry, abandonne Montmélian sans le défendre et se replie sur les Alpes Grées. Si une crue subite de l'Isère n'eût arrêté Montesquiou en rompant tous les ponts, Lazari tombait entre nos mains avec tout son corps d'armée. Au moins nous laissa-t-il tous ses bagages et quelques centaines de prisonniers. Jamais fuite ne fut plus honteuse. « Qui pourrait sans frémir, écrivait Joseph de Maistre à la marquise de Costa, se rappeler ce moment, cette dissolution terrible et subite de toutes les autorités, espèce d'agonie qui précède la mort... cette force indéfinissable qui entraînait tout, même la valeur, ce fracas sinistre de toutes les colonnes qui s'abîmaient à la fois devant le drapeau tricolore, et la fidélité sans

armes, meurtrie sous ces ruines, prenant tristement son vol vers les Alpes ? » Un témoin oculaire de la retraite, le marquis de Beauregard, la racontait avec moins d'éloquence, mais plus de vérité : « Nous avons fui devant un ennemi qui ne daignait pas nous battre et qui se contentait de nous dépouiller dès la première étape. L'humiliation et la douleur sont au comble parmi nous. Soldats et officiers marchent pêle-mêle ; la pluie tombe par torrents, les chemins ne sont plus praticables. Dans cette fuite précipitée, tous ont perdu leurs équipages. »

Cet effondrement de toute une armée paraissait inexplicable. Aussi les épigrammes et les chansons malignes ne furent épargnées ni au malencontreux général ni à son souverain. Une caricature du temps représente le roi des Marmottes fuyant, couronne en tête et sceptre à la main, à travers les neiges des Alpes, escorté de quelques marmottes tremblantes, pendant que les grenadiers français poursuivent ses soldats, fort irrévérencieusement, la baïonnette dans les reins, et que dans les vallées, autour de l'arbre de la liberté coiffé du bonnet phrygien, les femmes, enrubannées aux trois couleurs, organisent des rondes. Montesquiou pouvait l'écrire sans mensonge à Servan (25 septembre), « tout a fui depuis

les bords du lac de Genève jusqu'à ceux de l'Isère, et les députations des villes de Savoie m'arrivent successivement pour rendre hommage à la nation française et pour implorer sa protection. La fuite n'a été que trop rapide... La marche de mon armée est un triomphe : le peuple des campagnes et celui des villes accourt devant nous ; la cocarde tricolore est arborée partout; les applaudissements et les cris de joie accompagnent tous nos pas. »

A la première nouvelle de la disparition des Piémontais, les magistrats municipaux de Chambéry s'étaient rassemblés et avaient délégué quelques-uns d'entre eux pour aller en corps et en costume au-devant de l'armée française. Le 24 septembre, quand furent signalés nos soldats, ce fut comme une explosion d'enthousiasme. Plusieurs milliers de paysans et de montagnards leur faisaient cortège et chantaient avec eux la *Marseillaise*. On raconte qu'au fameux couplet : Liberté ! Liberté chérie ! ils tombèrent à genoux et, fondant en larmes, répétèrent le refrain sacré. Il y eut très peu d'excès de commis. A Seyssel, on fouetta pourtant quelques femmes qui avaient manifesté trop vivement leurs regrets. Dans certains villages, les prêtres furent houspillés et quelque peu battus; à Cluses, on abattit quelques statues, auxquelles on attachait à

tort une signification politique. Le commissaire chargé de cette mission en rendit compte à la Convention nationale, dans un langage qui serait grotesque s'il n'était sérieux, et le *Moniteur* enregistra gravement son rapport : « Nous avons vu précipiter successivement tous ces saints dans les coffres de la République, ayant les têtes, les bras, les jambes séparés du corps. Cette mutilation, en nous représentant l'anéantissement de la superstition, nous a en même temps offert le tableau et l'état des tyrans à l'époque où nous quitterons les armes. Indépendamment de l'argenterie, nous sommes chargés de vous faire l'hommage du sabre et du bonnet donnés par l'évêque de Rome Clément XI au ci-devant prince Eugène d'horrible mémoire... Puisse ce sabre devenir le glaive vengeur dans la patrie des Brutus et des Scévola, et servir à renverser ce trône imposteur et cruel, qui fit couler tant de flots de sang et désola si longtemps l'humanité. »

A Chambéry, où l'on avait pourtant à solder un long arriéré d'amertumes, d'impatiences et de vengeances, on fut beaucoup plus calme. On se contenta de démolir la Bastille improvisée de Victor-Amédée III. Dès le 25 septembre, les syndics et les conseillers municipaux, escortés d'une foule considérable,

portèrent le premier coup de pioche à l'édifice détesté. Dès le lendemain, la place était déblayée, et, deux jours plus tard, on y plantait l'arbre de la liberté. Montesquiou assistait à la fête avec ses soldats. Il fit défiler devant le peuplier symbolique les canons pris à l'armée piémontaise. La musique, les cris de joie, un repas offert à nos troupes, et la combustion de quelques armoiries et portraits royaux signalèrent cette solennité populaire, qui laissa d'impérissables souvenirs dans l'esprit de tous les Savoisiens.

Restait à assurer l'exercice de la liberté en l'organisant. Des clubs s'ouvrirent sur tous les points du territoire, et tout de suite fut agitée la brûlante question : Que deviendra la Savoie? La rendre à son ancien maître et en faire un gage de paix entre la France et le Piémont, personne n'y songeait. Deux autres partis se présentaient : annexion à la France, création d'une république indépendante. Montesquiou, dès le premier jour, avait demandé les instructions de la Convention. « Il paraît, écrivait-il, que tous les esprits sont disposés à une révolution semblable à la nôtre. J'ai déjà entendu parler de proposer à la France un quatre-vingt-quatrième département, ou au moins une république sous sa protection. Il est à désirer que je connaisse le vœu du dépar-

tement, car je crois que je serai à portée d'influer sur le parti que l'on prendra. » — « Laissez-les libres de leur choix, » lui répond Servan. Quelques jours plus tard, le 24 octobre, un député du Tarn, Alba Lassource, chargé par le Comité diplomatique de rédiger un rapport sur l'attitude de la France, concluait également à la neutralité, et, élevant le débat à la hauteur d'une déclaration générale, prononçait ces mémorables paroles, qui devraient prouver aux détracteurs de notre patrie qu'ils ont tort de nous accuser d'ambition inquiète et d'esprit de conquêtes : « Vous défendrez à vos généraux de prendre possession d'aucun territoire au nom de la nation française, qui ne veut posséder que ce qu'elle a; mais vous leur ordonnerez de proclamer, en entrant dans un pays, que la nation française le déclare affranchi du joug de ses tyrans et libre de se donner, sous la protection des armes de la République, telle organisation provisoire, telle forme de gouvernement qu'il lui plaira d'adopter. »

Il fallait cependant sortir du provisoire. Montesquiou penchait pour la création d'une république vassale. Il répondait à Doppet, qui lui demandait son avis : « La réunion n'est pas dans l'intérêt de la France, parce qu'elle ne doit pas effaroucher l'Europe par un agrandissement de territoire, auquel elle a formelle-

ment renoncé. La réunion n'est pas non plus de l'intérêt de la Savoie, car ses impositions, mises dans les proportions de la dette française, mettraient ses charges annuelles au-dessus de ses moyens. » Il est vrai que Montesquiou commençait à ne plus avoir beaucoup d'influence. On lui reprochait de conserver trop de relations avec l'ancienne cour et surtout avec Lafayette, qui venait de passer à l'ennemi. Une première fois déjà, il avait été destitué par la Convention; mais, comme le décret avait été rendu au moment même où le général annonçait ses victoires à l'Assemblée, on l'avait réintégré dans ses fonctions. Néanmoins on épiait ses moindres paroles, on surveillait ses faits et gestes, on suspectait jusqu'à ses intentions. Aussi les Savoisiens, qui le savaient sous le coup d'une seconde destitution, ne le consultaient-ils que pour la forme. Ils écoutaient davantage les commissaires que la Convention venait de leur envoyer, investis de pouvoirs extraordinaires et chargés d'étudier l'opinion publique avant de prononcer sur les destinées ultérieures de la Savoie. Ces trois conventionnels, Dubois-Crancé, Lacombe Saint-Michel et Gasparin, pensaient, contrairement à Montesquiou, que l'annexion de la Savoie à la France était pour les deux pays de la plus grande utilité; mais ils en-

tendaient que les Savoisiens se décidassent en toute liberté. Dans le rapport sur leur mission qu'ils adressèrent à la Convention, ils ne cachèrent pas leur manière de voir : « La majorité des citoyens s'est empressée de nous demander à former un quatre-vingt-quatrième département. Nous leur avons répondu que nous ne verrons dans les peuples nos voisins que des citoyens, libres d'accepter telle forme de gouvernement qu'il leur plaira; que, lorsqu'ils seront entièrement débarrassés des entraves que le despotisme opposait à leur pensée, alors, pénétrés des grands principes de la Déclaration des droits de l'homme, ils trouveraient dans la Convention nationale de France d'autant plus de protection et de fraternité qu'ils se rapprocheraient des bases éternelles de la félicité publique. »

En attendant cet heureux moment, les trois commissaires engagèrent les Savoisiens à convoquer à Chambéry une assemblée nationale des communes. Leur conseil fut suivi, et, le 14 octobre, des élections eurent lieu dans tout le pays pour envoyer un député et nommer deux suppléants à Chambéry, car il avait été décidé que chaque commune, quelle que fût son importance, serait également représentée. Les procès-verbaux de l'élection du 14 octobre sont aux archives du château de Chambéry. Nous y

lisons que la plupart des communes votèrent l'annexion du pays à la France, que plusieurs laissèrent à leurs mandataires le choix du gouvernement, que trois seulement se prononcèrent pour une république indépendante, et que deux s'abstinrent d'exprimer leur opinion.

A peine arrivés à Chambéry, les députés des communes se constituèrent en Assemblée Nationale, et, après vérification des pouvoirs, la discussion commença. Les procès-verbaux des séances ont été imprimés à Paris et à Chambéry, mais avec beaucoup d'erreurs et d'omissions. Ce serait une œuvre utile que de tenter la réimpression de ces précieux documents conformément aux originaux; car l'assemblée constituante de Chambéry ressemble singulièrement à sa sœur de Paris. Ses séances furent moins agitées sans doute, il s'y rencontra moins d'orateurs éloquents; mais les questions discutées eurent autant d'importance, et les décisions prises témoignèrent d'un égal désir de bien faire.

Le premier acte de l'Assemblée fut de voter la déchéance de la maison de Savoie et de remplacer le nom de Savoisiens par celui d'Allobroges. Elle adopta pour sceau provisoire deux faisceaux d'armes en sautoir, entre lesquels s'élevait un arbre de la liberté embrassé par une vigne, symbole des Allobroges s'unissant à la France. Comme les députés craignaient

l'opposition du Sénat de Chambéry et du clergé, ils imposèrent à tous les fonctionnaires un nouveau serment de fidélité à la patrie. Les magistrats furent les premiers à s'incliner devant le fait accompli. Quant au clergé, il se signala par son ardeur patriotique. Le 26 octobre, l'évêque de Chambéry vint en personne « offrir ses hommages à la nation et l'assurer de son zèle à maintenir les principes de la vraie religion. Il n'emploiera la confiance que les peuples peuvent lui accorder que pour lui inspirer la soumission aux lois, qui caractérisera toujours le vrai citoyen. » Le 15 novembre, l'archevêque de Tarentaise envoyait une note semblable. Le clergé n'avait pourtant pas à se féliciter de la Révolution ; car on lui enlevait tous ses privilèges, on le dépouillait même de ses biens ; mais il régnait alors dans toutes les classes de la société une véritable fièvre de dévouement et de sacrifices. Chambéry eut sa nuit du 4 août, dans laquelle les nobles renoncèrent à leurs titres de noblesse et à leurs privilèges féodaux, les villes à leurs propriétés, les corporations à leurs monopoles. Décorations, armoiries, livrées, tout signe d'inégalité fut aboli. Les bancs patrimoniaux et seigneuriaux dans les églises, les fourches patibulaires et les piloris furent condamnés à disparaître, comme des débris honteux de l'an-

cien régime. Les députés savoisiens prirent même l'avance sur les législateurs de Paris, car ils abolirent la puissance paternelle, pour les hommes à vingt-cinq ans, pour les femmes à vingt et un ans. « Il est temps, disaient-ils, de restreindre dans l'enceinte domestique une puissance que des mœurs faites pour un peuple barbare et conquérant avaient portée au delà de ses vraies limites. »

La grande question des destinées futures du pays n'était pas encore tranchée, lorsque, le 11 novembre, les Savoisiens résidant à Paris firent parvenir à leurs compatriotes une adresse pour les engager à voter leur annexion à la France. « Nous ne vous dirons pas, écrivaient-ils, qu'en cessant d'être Savoisiens vous partagerez avec la France la reconnaissance des nations et la gloire d'avoir porté le coup de mort à tous les despotes de la terre; nous ne vous dirons pas que, par cette réunion, vous aurez l'honneur d'avoir fait le premier pas vers la république universelle. Nous craignons notre enthousiasme, etc. » La lecture de cette adresse fut en effet couverte d'applaudissements, et à l'unanimité les députés votèrent dans le sens indiqué. Quatre d'entre eux, Doppet, Dessaix, Favra et Villars, furent envoyés à Paris, pour y porter le vote d'annexion. Introduits à la Convention, ils eurent les hon-

neurs de la séance, et, quelques jours plus tard, le 27 novembre, Grégoire, chargé du rapport, présentait un projet de loi d'après lequel la Savoie, réunie à la France, formait un quatre-vingt-quatrième département, sous le nom de département du Mont-Blanc. Ce projet fut aussitôt converti en loi et expédié à Chambéry.

La nouvelle du vote favorable émis par la Convention fut connue dans la nuit du 3 décembre. Aussitôt les députés s'assemblent en séance extraordinaire, et prêtent serment de fidélité à la France. Les cloches de la ville sonnent à toute volée ; les montagnards arrivent et courent au château en poussant des cris de joie. A ce moment, on apprend que quatre compagnies de l'ancien régiment de Savoie viennent de déserter, avec armes et drapeaux, et sont à Montmélian. L'enthousiasme atteint alors son paroxysme, et on improvise une fête civique. Le ci-devant capucin Arnaud demande à célébrer la messe d'actions de grâces et sollicite l'honneur d'être le premier à prêter serment à la Constitution. Comme il se trouve toujours, aux heures de crises, des esprits naïfs dont on discute naïvement les propositions, un député demande que cette messe soit célébrée « comme il convient à des hommes libres, au pied de l'arbre de la liberté, où la voûte éthérée sera la seule barrière entre l'Être su-

prême et le citoyen; » mais un de ses collègues lui fait observer qu'il vaut mieux offrir le saint sacrifice à la cathédrale, « car c'est dans ce sanctuaire que l'Être suprême a recueilli le vœu d'incorporation à la République française solennellement émis par tous les députés allobroges. » Un autre député demande qu'on y chante le *Magnificat*, à cause du verset *Deposuit potentes de sede;* un autre, que l'on tire quatre-vingt-quatre coups de canon, un par département, et, comme quelques personnes font remarquer que c'est une dépense inutile : « Nous la payerons, » s'écrient plusieurs centaines de voix. Enfin le président lève la séance, et, ajoute le procès-verbal, « à peine a-t-il achevé, que tous les ci-devant Allobroges et les Français d'un seul mouvement veulent se confondre, se serrent avec transport dans leurs bras et se disputent par leur empressement le plaisir d'embrasser les premiers de nouveaux frères. » La Savoie était donc redevenue terre française, et, pour assurer ce magnifique résultat, pas une goutte de sang n'avait été versée, pas une protestation ne s'éleva.

III

Pendant que Montesquiou conquérait ainsi la Savoie presque sans tirer un coup de fusil,

le comté de Nice tombait entre nos mains avec la même facilité. A Nice, pas plus qu'à Chambéry, on n'aimait Victor-Amédée III. Nice pourtant avait été agrandie et embellie par ce prince; mais le voisinage de la liberté a toujours été contagieux, et d'ailleurs la reconnaissance n'a jamais été une vertu populaire. En 1775, la vieille constitution de la ville avait été modifiée dans un sens aristocratique ; la noblesse avait sacrifié à ses intérêts de caste l'indépendance communale et avait consenti, par crainte de la bourgeoisie, au partage de l'autorité avec les agents du roi. Ces modifications avaient été subies plutôt qu'acceptées, mais elles mécontentèrent la population. Aussi les Niçois attendaient-ils avec impatience l'arrivée des Français, d'autant plus qu'ils commençaient à se lasser de la présence dans leurs murs et de l'outrecuidance de sept évêques, de plus de trois cents prêtres, d'un grand nombre de moines et d'émigrés, que le duc de Colbert avait organisés en bataillon.

Deux généraux avaient été chargés par Montesquiou de conduire les opérations militaires : Anselme devait attaquer par terre, et Truguet par mer. Anselme n'était pas un général improvisé. Entré au service en 1752, il avait honorablement gagné tous ses grades. Quant à Truguet, entré dans la marine à l'âge

de quinze ans, il avait fait la campagne d'Amérique, et, de 1784 à 1789, parcouru les mers orientales et rédigé pour le Sultan un *Traité pratique des manœuvres* qui fut longtemps en usage dans le Levant. Tous deux professaient les opinions politiques les plus avancées, car l'exagération des sentiments révolutionnaires passait alors pour de la vertu. Anselme n'avait sous ses ordres que quelques milliers de soldats, que lui avait prêtés Montesquiou; mais de nombreux volontaires, presque tous de Marseille ou de Toulon, lui avaient été adjoints, et réchauffaient du feu de leur enthousiasme les troupes régulières, qui envisageaient plus froidement les difficultés de la situation. En face, un pays difficile, 8000 soldats exercés, dont quatre régiments de mercenaires suisses, 10 à 12 000 miliciens, 214 canons en batterie à Nice, à Montalban, le long du Var et sur la côte, enfin un général, Saint-André, qui passait pour bon tacticien. Certes, de plus habiles ou de plus prudents auraient reculé : Anselme donna pourtant l'ordre d'attaquer et marcha droit sur Nice, pendant que la flotte de Truguet longeait la côte.

Anselme avait eu le soin de diviser ses hommes en petites troupes et de les disperser sur tout le pays, en leur ordonnant de commander des logements pour les 40 000 hom-

mes qui suivaient. Il refoula sans peine les avant-postes piémontais et arriva bientôt devant Nice. Le général Saint-André avait déjà évacué cette ville. Truguet, arrivé dès le 28 septembre en rade de Nice, avait réclamé avec tant de hauteur le consul de France, que les Piémontais voulaient garder pour otage, et avait poussé si vivement les préparatifs du bombardement, que Saint-André, épouvanté par ces démonstrations hostiles, n'essaya pas de résister et se replia avec ses troupes sur Saorgio et Sospello, dans la direction de Coni. Indignés de cette fuite honteuse, les émigrés de Colbert faisaient mine de se porter sur le Var, afin de sauver l'honneur des armes ; mais les Niçois s'insurgèrent sur leurs derrières et députèrent deux d'entre eux à Anselme, Jacobi et Ferrandi, pour le supplier d'arriver au plus vite. Les émigrés, comprenant l'impossibilité de la résistance, avaient déjà rejoint Saint-André, en sorte que l'heureux Anselme n'eut plus qu'à prendre possession de la capitale du comté.

Aussi bien il eut le même bonheur dans toute la campagne. Un de ses lieutenants, Brunet, ayant menacé d'une escalade immédiate le commandant de la citadelle de Montalban, cet officier rendit à la première sommation une place formidable, qui avait coûté bien du sang en 1744. Excité par ce facile suc-

cès, Anselme court à Villefranche avec une escorte de quatorze dragons, et le commandant, affolé de terreur, se rend à lui avec trois cents soldats, dix-neuf officiers, cent canons ou obusiers, cinq mille six cents fusils, un million de cartouches, des effets militaires, des subsistances abondantes, une frégate et une corvette tout armées. Il ne restait plus qu'à rejeter l'ennemi en Piémont ; mais le mauvais temps était survenu, l'hiver approchait. D'ailleurs il devenait nécessaire d'organiser la conquête, et on avait besoin de renforts. Anselme arrêta donc l'élan de ses soldats, qu'il installa dans leurs quartiers d'hiver , et se contenta d'enjoindre à Truguet d'assurer le succès définitif de la campagne par la prise d'Oneglia.

Cette petite place, la seule qui restait à Victor-Amédée sur la côte et qui assurait ses communications avec la Sardaigne, était un nid de pirates. Il importait de la réduire pour isoler le roi de Piémont et pour en finir avec la piraterie. Truguet somma donc Oneglia. Les habitants laissèrent approcher le canot parlementaire jusqu'à portée de fusil et l'assaillirent par une décharge meurtrière. Aussitôt Truguet embosse ses vaisseaux devant la cité perfide et la couvre de feux. Quand se présentèrent les troupes de débarquement, elles

ne rencontrèrent aucune résistance : tous les habitants s'étaient enfuis. Usant du terrible droit de représailles, Truguet laissa piller et incendier leurs maisons. Quelques moines avaient cru pouvoir braver la colère de nos troupes ; on affecta de les prendre pour les instigateurs de la révolte, et ils furent fusillés. La prise d'Oneglia fut la seule action sérieuse de la campagne.

Le comté de Nice était donc occupé. Bien qu'une crue soudaine du Var eût coupé les communications d'Anselme avec la France, ce général, appuyé par la flotte de Truguet et soutenu par la population, pouvait se maintenir dans sa conquête et braver l'armée piémontaise, réfugiée sur la crête des Alpes maritimes. Quelques semaines plus tard, sur le vœu unanime de la population, et après un rapport de Grégoire, la Convention décrétait que le comté de Nice était annexé à la République et formait un quatre-vingt-cinquième département, celui des Alpes-Maritimes.

Quel heureux moment dans notre histoire ! Un peuple se donnait à un peuple sans protestations et de tout cœur. Pourquoi la France ne s'est-elle pas toujours contentée de cette pure gloire ? Et comme les conquêtes pacifiques valent mieux que les conquêtes brutales et glorieuses, mais éphémères !

CHAPITRE V

CAMPAGNE DE CUSTINE EN ALLEMAGNE

Pendant que Dumouriez et Kellermann arrêtaient à Valmy l'invasion prussienne et garantissaient au nord-est la sécurité de nos frontières; pendant que l'armée du Nord, conduite par Dumouriez, remportait la brillante victoire de Jemmapes et conquérait les Pays-Bas autrichiens; pendant que l'armée du Sud-Est, commandée par Montesquiou et Anselme, opérait contre les Piémontais et les rejetait au delà des Alpes par la conquête de la Savoie et de Nice, un brillant général, par un coup d'audace que justifiaient les circonstances, prenait hardiment l'offensive et portait la terreur en Allemagne. Ce général était le marquis de Custine, et, si elle avait été mieux conduite, l'expédition qu'il dirigea aurait pu dissoudre la coalition.

I

Depuis le confluent du Rhin avec la Lauter jusqu'à la Meuse, c'est-à-dire dans toute la partie du bassin comprise alors entre la rive gauche du fleuve et la frontière française, un grand nombre de princes allemands — on en comptait quatre-vingt-dix-sept — possédaient des domaines plus ou moins considérables. Les plus importants de ces princes étaient l'Electeur palatin, dont les terres s'étendaient aussi sur la rive droite du fleuve, les ducs de Hesse-Darmstadt, de Nassau, des Deux-Ponts, et les trois archevêques de Trèves, Mayence et Cologne. C'étaient en général de tristes personnages, de vrais tyrans, non pas des tyrans de théâtre, mais de vrais despotes, intervenant en personne dans l'exécution de leurs ordres, et poussant à l'extrême ou leurs vices ou leur rapacité. Le plus détestable de ces princes était peut-être le duc des Deux-Ponts, Charles, qui régna de 1775 à 1795. Fastueux et ami du plaisir, il s'était bâti à Carlsberg un petit Versailles qui lui coûtait quatorze millions. Ses sujets étaient tenus de se découvrir en passant devant la porte du palais, comme jadis les Suisses devant le bonnet de Gessler. Il avait une ménagerie d'animaux rares et

d'hommes sauvages, surveillée par de nombreux gardiens. Chasseur déterminé, sa meute formidable — plusieurs milliers de chiens de chasse — ravageait les champs et les moissons de ses sujets. La duchesse tenait sa cour à Hombourg, et la maîtresse en titre, madame d'Esebeck, à Carlsberg. Les courtisans se partageaient entre elles deux. A l'occasion, le duc Charles était capable des plus abominables cruautés. Voici comment parle de lui un pamphlétaire du temps, Schœlzer, dans ses *Staatsanzeiger* : « Ce prince est sanguinaire dans le sens littéral du mot. Un jour, il fit venir son cuisinier dans son cabinet, le fit mettre nu, lui versa de l'esprit-de-vin sur le corps et y mit le feu : ce cuisinier est devenu enragé, au milieu des tourments les plus horribles. Le prince a fait subir le même traitement à un de ses secrétaires. Celui-ci fut sauvé par un valet de chambre, qui le fit couvrir de fumier : il n'en est pas moins estropié à jamais. Il y a une certaine dame de la cour que le prince ne peut pas souffrir. Un jour, il lui a pris la main comme pour la baiser et lui a coupé l'index avec les dents. »

Que dire du landgrave de Hesse et de son honteux commerce de chair humaine? Il vendait ses régiments au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'Angleterre surtout, qui les

envoyait se faire tuer aux États-Unis. Dans une des pièces de Schiller, *Intrigue et amour*, un valet de chambre du duc régnant apporte à sa maîtresse une magnifique parure de perles. « Qui les a payées? — Hier, sept mille enfants du pays sont partis pour l'Amérique. Ils payent tout. Des pierreries comme celles-là. J'y ai deux fils. — Mais aucun de contraint? — Oh! mon Dieu non! rien que des volontaires. Il est bien sorti des rangs quelques garçons indiscrets qui ont demandé au colonel combien le prince vendait l'attelage d'hommes ; mais notre gracieux souverain fit avancer tous les régiments sur la place de parade et fusiller les badauds. Nous entendîmes la détonation des carabines, nous vîmes leurs cervelles jaillir sur le pavé, et toute l'armée cria : Hurrah! en route pour l'Amérique ! »

Ceux qui ne vendaient pas leurs sujets se contentaient de les exploiter. Le comte d'Isemburg, pour se procurer plus commodément, disait son ordonnance, des habitations pour les serviteurs indispensables de l'Etat, chassait les habitants de leurs propriétés. Le prince d'Erlack-Schœnberg confisquait tout le papier et tous les articles de bureau de sa principauté pour renouveler ses provisions. Parfois le ridicule le disputait à l'odieux. Ainsi le prince de Hohenlohe-Schillings intentait un

procès criminel à un vieillard de soixante-douze ans pour un adultère, qu'il aurait commis il y avait bien des années, le faisait condamner et partageait ses biens avec les juifs de sa cour. Le prince d'Œttingen, comme autrefois Domitien consultant le Sénat sur la sauce d'un turbot, consultait gravement ses conseillers d'Etat sur la nécessité de conserver ou de perdre telle ou telle race de chien dans ses domaines.

Les princes ecclésiastiques étaient plus coupables encore, car ils avaient presque tous les vices des États laïques et de plus les défauts inhérents, par la nature même des choses, aux principautés sacerdotales. Plutôt princes que prêtres, passionnés pour la chasse, le luxe, la bonne chère, tous les plaisirs licites ou illicites, archevêques, évêques ou abbés méritaient, sauf d'honorables exceptions, les attaques dirigées contre eux par les pamphlétaires de l'époque. L'archevêque électeur de Cologne, qui était en même temps évêque de Munster, Paderborn, Hildesheim et Osnabruck, tenait une cour fastueuse. Aussi les revenus de l'électorat ne suffisaient plus à ces mondaines prodigalités. D'ailleurs tous ces princes ecclésiastiques, eussent-ils été animés des meilleures intentions, ne pouvaient rien contre la tradition , contre l'esprit de résistance , contre

l'inertie passive de leurs agents. On pouvait dire d'eux tout ce que Stramberg écrivait de l'archevêque de Trèves : « L'électeur nè peut remédier à la profonde décadence du haut clergé, à l'indolence des hautes classes en général. Les étais vermoulus de sa puissance tombent en poussière. Les masses ne demandent précisément pas un changement, mais ce qui existe les offense, et un élan indéfini vers des nouveautés inconnues a pénétré au sein même de la famille. Les douleurs de l'enfantement des temps nouveaux ne se feront pas attendre. »

Les villes prétendues libres et impériales n'étaient pas mieux gouvernées, car elles servaient de citadelles à tous les abus du moyen âge et résistaient obstinément aux idées nouvelles. Corporations jalouses les unes des autres , oppression des ouvriers par leurs patrons, des patrons par les bourgeois, des bourgeois par les magistrats , luttes mesquines, mais acharnées et souvent sanglantes, dans lesquelles se consumait la vitalité de ces cités, proscriptions ou bannissements, tel était le lamentable spectacle que présentaient la plupart d'entre elles. Cologne, par exemple, avait expulsé tous les dissidents, environ le tiers de sa population ; aussi n'était-elle plus que l'ombre d'elle-même. « C'est la plus abo-

minable ville d'Allemagne, écrivait un voyageur français; la plupart des maisons menacent ruine, un grand nombre sont complètement vides. Les mendiants privilégiés forment le tiers de la population. Devant chaque église, ils sont assis en rang sur des chaises; ils se suivent par rang d'ancienneté, et, quand l'un des plus anciens vient à mourir, son plus proche voisin hérite de sa place. » D'après le chevalier Lang, « on voit partout sur les portes des spectres affamés, éplorés, en manteaux déchirés , et de dégoûtantes figures de femmes qui vous épient; avec cela, un éternel carillon et sonnerie de trois cent soixante-cinq églises et une affluence énorme aux Onze-mille-Vierges et aux Trois-Rois. » Même spectacle dans la plupart des autre villes libres du Rhin. Elles étaient ou ruinées ou en décadence, et uniquement par leur faute. Ainsi, à Aix-la-Chapelle, une partie des ouvriers, chassés par la jalousie de leurs compagnons, étaient allés porter les secrets de leur industrie jusqu'en Belgique.

Telle était la triste situation des Etats allemands de la rive gauche du Rhin lorsque éclata la Révolution française . Elle fut accueillie avec empressement, surtout par les classes moyennes, travaillées par le regret des vieilles libertés et l'aspiration aux libertés

nouvelles. On sait que le philosophe Kant, à Kœnigsberg, contrairement à ses habitudes invétérées, allait sur la route bien loin au-devant du courrier qui apportait les lettres et les journaux de France. Ce fut surtout la chute de la Bastille qui excita un enthousiasme universel. « C'est le plus beau jour depuis la chute de l'empire romain, » s'écriait Jean de Müller. — « On dit que cela ne durera pas, écrivait Forster, et moi je dis que la révolution durera et qu'elle s'étendra. En 1517, on ne croyait pas que Luther pût se maintenir. Je vois dans tout cela la volonté et les voies de la Providence. » Le pamphlétaire Schœlzer, qui pourtant composait ses ouvrages sous la surveillance du gouvernement anglo-hanovrien, n'hésite pas à proclamer la légitimité de notre Révolution. Il en défend même les excès. « Où a-t-on vu, dit-il, une révolution sans excès? Est-ce qu'on guérit des ulcères avec de l'eau de rose? Quand même il y aurait à cette occasion du sang répandu, eh bien! que ce sang retombe sur vous, despotes, sur vos infâmes instruments, sur vous tous qui avez fait cette révolution nécessaire. »

Par malheur, les classes pauvres et nécessiteuses en Allemagne passèrent sans transition de la théorie à la pratique. Aux premières nouvelles des événements de Paris, une grande

agitation se manifesta, surtout sur la rive gauche du Rhin. Dans les territoires soumis aux évêques de Trèves et Strasbourg et de l'abbé de Gegembach, les paysans se soulevèrent contre les officiers de ces princes et leurs exactions féodales. Dans le Palatinat, ils coururent sus au gibier et à la meute du prince. Dans les abbayes de Stabla et de Malmédy, ils menacèrent les moînes de les chasser. Ils les chassèrent à Schwartzbach et se partagèrent leurs propriétés territoriales. A Spire, les bourgeois présentèrent à leur évêque une pétition contre les droits féodaux. L'évêque de Liège fut contraint de promettre des réformes, mais il s'enfuit et appela sur son pays les vengeances autrichiennes. Le mouvement s'étendait. Il menaçait de devenir contagieux. Les princes effrayés se rapprochèrent et promirent de combattre à mort cette Révolution française, qu'ils accusaient de tous leurs maux. Ils auraient mieux fait, pour mettre leurs sujets à l'abri de ses séductions, d'adopter une série de réformes opportunes. D'ailleurs la France devait-elle renoncer à être libre pour ne pas inquiéter ses voisins?

Tous ces princes allemands, petits ou grands, attaqués dans leurs privilèges et menacés dans l'exercice de leur souveraineté, n'hésitèrent pas à prendre fait et cause contre

la France. A la diète de Ratisbonne, ils ne cachèrent pas leurs haines et provoquèrent la guerre par leurs folles bravades. Ils avaient ouvert leurs États aux émigrés. Coblentz, Trèves, Mayence, Spire, Worms étaient les principaux lieux de rassemblement des réfugiés français. C'est dans ces villes qu'ils s'organisaient et se préparaient à envahir leur patrie; c'est aux imprimeries de ces cités allemandes qu'ils recouraient pour distribuer ces manifestes hyperboliques, dont la lecture les transportait d'aise, mais allumait au contraire dans le cœur des véritables Français une généreuse indignation. Les princes ecclésiastiques se signalèrent par leur acharnement. Les évêques de Worms et de Spire, pour mieux préparer leur vengeance, sévirent avec une impitoyable rigueur contre ceux de leurs sujets qui leur semblaient atteints par la contagion libérale. L'archevêque de Mayence et celui de Trèves reçurent magnifiquement les émigrés, leur ouvrirent leurs arsenaux, leur prodiguèrent leurs trésors, leur prêtèrent jusqu'à leurs presses. Celui de tous ces princes qui se compromit le plus par l'exagération de ce qu'on pourrait appeler son loyalisme allemand fut l'archevêque de Mayence. Il se nommait le baron d'Erthal. Tout dévoué à l'Autriche et à la réaction, il commença par ne tenir aucun

compte des représentations légitimes de la France et affecta vis-à-vis de son représentant, Villars, une raideur qui contraignit ce dernier à réclamer ses passeports. Après avoir rempli à Francfort une des grandes fonctions de sa charge, en couronnant, le 19 juillet 1792, le dernier empereur d'Allemagne, il eut le coûteux honneur de devenir l'amphitryon des souverains coalisés, qu'il réunit à Mayence dans une sorte de congrès. Les fêtes alternèrent avec les séances diplomatiques. Il est vrai que les Mayençais subvinrent aux frais de ces illuminations et de ces festins de gala. Ce fut la dernière des fêtes du saint-empire romain. Si pourtant nous en croyons une relation contemporaine, de sinistres pressentiments agitaient et troublaient les esprits. On entendait la nuit dans les fossés de la ville de sourdes détonations, comme si l'on battait en brèche les murailles. On voyait des lumières dans les ateliers fermés. On entendait même, comme au temps des Suédois, des bruits étranges, comme si des troupes approchaient, aussi les sentinelles ne voulaient-elles plus monter la garde sur les remparts. Tout le monde était, pour ainsi dire, dans l'attente de graves événements.

Aussi bien ces provocations et ces insultes gratuites allaient recevoir leur châtiment. A la

première nouvelle de la déclaration de guerre, il avait été décidé que tous les princes allemands de la rive gauche du Rhin lèveraient leurs contingents, ou plutôt les mettraient sur le pied de guerre ; mais il n'était pas facile de fondre en une seule armée les contingents de quatre-vingt-dix-sept États, moins facile encore d'établir l'unité de commandement et par conséquent de direction stratégique parmi les généraux de ces divers contingents, tous jaloux les uns des autres et se croyant tous dignes de commander en chef des armées considérables. De plus, ces troupes étaient mal exercées et animées du plus déplorable esprit. Les officiers, il est vrai, tous nobles, détestaient cordialement la France ; mais les soldats commençaient à comprendre qu'ils se battaient contre eux-mêmes ; aussi la réflexion chez eux nuisait-elle au courage. Il était à présumer qu'au premier échec cette armée allemande se débanderait, si même elle ne faisait pas défection. Les Prussiens et les Autrichiens, c'est-à-dire les seuls soldats vraiment sérieux de la coalition, étaient occupés les uns en Champagne, les autres en Flandre. Ils laissaient par conséquent la rive gauche du Rhin sans autre défense que ces misérables contingents des princes. A vrai dire, il ny avait pas de ce côté le moindre élément de

résistance sérieuse, et un général audacieux pouvait, dans cette direction, tenter les coups les plus hardis.

C'est ce que comprit un général français, qui, tout aussitôt, forma le projet de prendre l'offensive, de disperser les contingents allemands, de punir ces petits princes de leurs folles provocations, et de porter à la rive gauche du Rhin la frontière française. Ce général était Custine, et son plan fut si bien exécuté que, en moins d'un mois, non seulement il s'était emparé des places du Rhin, mais encore qu'il avait franchi le fleuve et était entré dans la vieille capitale de l'empire, à Francfort-sur-le-Mayn.

II

Custine en 1792 était dans la force de l'âge. Il avait cinquante-deux ans. Entré de bonne heure dans la carrière militaire, il avait honorablement conquis tous ses grades jusqu'à celui de colonel. En 1780, entraîné, comme l'était la jeunesse intelligente et remuante de l'époque, par le courant des opinions nouvelles, il partit pour l'Amérique avec Rochambeau, fit toute la campagne et en revint imbu d'idées républicaines. Nommé en 1789 député de la noblesse de Metz aux Etats géné-

raux, il fut un des premiers à se rallier au Tiers-Etat. Dès ce moment, il se fit remarquer par ses idées et son langage républicain. Il avait une bravoure incontestable, de la prestance, et un certain air de crânerie dans l'expression du visage, qui plaît toujours aux masses. Custine, les événements le prouvèrent, ne fut jamais qu'un tacticien de second ordre, mais il a laissé un nom. Il jouit même, à certain moment, d'une grande popularité, qu'il expia bien cher, il est vrai, puisqu'il périt sur l'échafaud. Cette popularité il la dut tout entière à cette fameuse campagne du Rhin, dont les débuts furent si brillants.

Custine, en 1792, commandait une des divisions de l'armée de l'Est, sous les ordres de Biron. Au début des opérations il s'était emparé de Porentruy afin de couvrir l'Alsace, puis il avait porté son quartier général à Landau. Il avait établi dans son petit corps d'armée les règles de la plus stricte discipline, car, s'il savait exalter le soldat par ses principes démocratiques, il le contenait aussi par de sévères exemples. Malgré sa raideur, les soldats lui rendaient justice ; ils lui savaient gré d'avoir méprisé les avantages de la naissance et de la fortune pour adopter les principes nouveaux. Comme il était sûr de ses hommes, il conçut un plan audacieux, qui, du coup, s'il réussis-

sait, le mettait au premier rang. Landau est à l'extrême frontière nord-est de la France. Custine, par ses émissaires ou par lui-même, était, plus que tout autre général, à portée d'observer les mouvements de l'ennemi. Il s'aperçut que le départ des troupes autrichiennes pour la Flandre et des troupes prussiennes ainsi que des émigrés pour la Champagne ne laissait plus devant lui que les troupes mal organisées et mal commandées des petits princes allemands. Il résolut donc de prendre hardiment l'offensive, de disperser les corps qui lui résisteraient, de s'emparer des magasins allemands, de mettre des contributions sur les nobles et les prêtres, et d'inquiéter les derrières de l'armée d'invasion. Nous avons depuis quelque temps dans notre vocabulaire militaire un mot spécial qui désigne les entreprises du genre de celles que méditait Custine. S'agit-il de punir quelque tribu algérienne, de lui prendre ses troupeaux ou de brûler ses tentes, nos soldats d'Afrique font ce qu'ils appellent une *razzia*. C'était aussi une razzia que préparait Custine, mais avec une petite armée pour l'exécuter, et dans une contrée autrement riche que les plateaux stériles de l'Atlas ou les déserts brûlants du Sahara.

Custine demanda donc à son supérieur im-

médiat, Biron, la permission d'agir isolément et d'avoir ce qu'il nommait ses coudées franches. Biron, qui connaissait l'esprit aventureux de son lieutenant, s'empressa de lui accorder cette autorisation, et le 30 septembre 1792, à onze heures du matin, par une pluie battante et des chemins défoncés, Custine sortit de Landau avec 13 000 fantassins, 4 000 cavaliers et 40 canons. Rien de si mal équipé que ces soldats. A peine s'ils étaient armés. Troupes de ligne, volontaires, gardes nationaux, tous étaient confondus. Un seul lien les unissait, l'amour de la patrie et le fanatisme des principes modernes.

La première ville contre laquelle se dirigeait Custine était Spire, sur le Rhin. Les ennemis y avaient établi un grand magasin de vivres et de munitions. Deux bataillons mayençais, quelques centaines d'Autrichiens, et cent cinquante dragons du régiment de Toscane, en tout 3 à 4000 hommes, gardaient cette importante position. A l'exception des Autrichiens, c'étaient de détestables soldats. On ne les avait enrôlés que par force, et leurs officiers servaient à contre-cœur. On avait dû même faire paraître à leur propos un arrêté scandaleux. Le voici dans sa cynique impudeur : « Les officiers sont à la vérité tenus de servir ; mais ceux qui ne se sentiront pas assez de santé,

ou qui seront empêchés par leurs affaires domestiques, sont libres, sans faire tort à l'honneur militaire, de rester chez eux! » Ces soldats, si braves dans les pamphlets des émigrés, et ces officiers, si bien disposés à rester chez eux, étaient commandés par douze généraux et par un généralissime, le Mayençais Winckelmann, qui n'avait jamais vu le feu. Certes ce n'étaient pas des adversaires sérieux!

Un petit combat s'engagea pourtant, le 2 octobre, en avant de Spire. Les Allemands résistèrent mieux qu'on ne l'aurait cru. L'arrière-garde soutint même assez énergiquement dans les rues de la ville l'impétueuse attaque des Français, mais elle fut obligée de céder au nombre et d'évacuer la place. Le bruit du combat avait effrayé les riverains, qui avaient ramené sur la rive droite bateaux et bacs. La petite armée mayençaise fut donc obligée de capituler. Les treize généraux furent mis en liberté, à condition de ne plus servir de toute la guerre, ce qui comblait leurs vœux. Quant aux 3700 soldats prisonniers, on les évacua sur Landau, ainsi que les immenses magasins qu'on trouva dans la ville.

Custine entra triomphalement dans sa conquête aux cris de *Vive la nation* et au chant du *Ça ira*. Les bourgeois tremblaient de peur.

A force d'avoir entendu répéter par les émigrés que les Français étaient des buveurs de sang, ils avaient fini par le croire, et il faut avouer que l'extérieur de nos soldats ne prévenait pas en leur faveur ; mais ils se rassurèrent bientôt. Quelques désordres avaient eu lieu : ils furent réprimés à l'instant et avec sévérité. Néanmoins, comme il fallait nourrir l'armée, et en même temps punir la ville des secours qu'elle avait prêtés aux émigrés et à l'Empereur, Custine lui imposa une amende de 500 000 francs. Seulement ce furent les seigneurs et les prêtres qui la payèrent. Les moines eurent beau alléguer leur vœu de pauvreté et arborer sur leurs capuchons la cocarde tricolore : il leur fallut s'exécuter. Quant au peuple, il fut traité avec douceur. Les paysans réquisitionnés pour le transport des magasins à Landau furent, à leur grande surprise, payés intégralement. C'était bien sur les instigateurs de la guerre, et uniquement sur eux, que retombaient toutes les conséquences de leurs provocations et de leurs bravades.

La prise de Spire excita en France un vif enthousiasme, mais ne produisit en Allemagne qu'un effet médiocre. On croyait en effet que Custine se contenterait de cette pointe hardie, mais on apprit tout à coup qu'il continuait sa

marche en avant, et qu'une nouvelle place venait de tomber entre ses mains : c'était la ville de Worms. Les craintes se convertirent alors en terreur, et on commença à fuir de toutes parts.

Le 4 octobre, deux des lieutenants de Custine, Houchard et Neuwinger, s'étaient présentés sous les murs de Worms. Ils trouvèrent les portes ouvertes et entrèrent sans résistance. Aussitôt Custine frappe sa nouvelle conquête d'une contribution de 1 200 000 francs; mais, fidèle à son système, il déclare que le peuple sera exempté de cette charge, et que, seuls, les nobles et les prêtres payeront la contribution, puisque seuls ils avaient entraîné la ville à une démarche inconsidérée. Cette politique était habile et créait à la France de nombreux partisans. Non seulement les habitants des villes occupées n'avaient rien à craindre de leurs vainqueurs, mais encore ils leur devaient la liberté, et jouissaient, grâce à eux, du plaisir de voir trembler à leur tour ceux qui, pendant si longtemps, avaient fait peser sur eux la plus intolérable des tyrannies. Aussi les Français étaient-ils partout les bienvenus. On avait commencé par les redouter : on finissait par les aimer. D'ailleurs Custine conservait toujours parmi eux la plus stricte discipline.

La prise de Spire et de Worms, la destruction de l'armée mayençaise, la dispersion des petits corps allemands détachés avaient semé la terreur dans l'Allemagne entière. Custine comprit que le moment était venu de frapper un grand coup, et, profitant de l'épouvante soulevée par sa petite armée, il vint mettre le siège devant Mayence, la grande citadelle du Rhin, une des capitales de l'empire allemand.

Mayence est bâtie au confluent du Rhin et du Mayn. C'était la clef de l'Allemagne, car, une fois maître de cette place, on pénétrait dans le cœur du pays sans qu'une seule citadelle s'opposât à une armée d'invasion. L'importance stratégique de Mayence n'avait pas échappé aux empereurs. En 1792, elle avait des fortifications, même importantes pour l'époque, mais on avait négligé de les entretenir. L'archevêque et les chanoines avaient bâti des chalets de plaisance et planté des jardins sur l'emplacement des bastions. Les fossés étaient sur plusieurs points comblés et les remparts nivelés. Après la déclaration de guerre, on comptait si peu sur une défaite qu'on avait laissé les fortifications de la place dans ce honteux état. Un manifeste aussi foudroyant que celui de Brunswick ne rendait-il pas en effet toute autre précaution superflue? On apprend tout à coup l'arrivée de Custine à mar-

che forcée. Tous ceux qui croyaient avoir à redouter les Français se jettent alors sur les grandes routes. Véhicules possibles et impossibles, barques, radeaux, on s'enfuit comme on peut. L'archevêque aurait dû rester dans sa capitale et donner l'exemple de la résistance. C'était en quelque sorte un devoir professionnel ; mais il se fit imposer par ses chanoines la douce violence de mettre en sûreté sa personne sacrée, dans quelque ville bien éloignée des Français, puis il partit en toute hâte, sans oublier dans ce déménagement précipité ni les caisses publiques ni le trésor de la cathédrale. Il avait tellement peur d'être reconnu qu'il avait fait gratter les armoiries de sa voiture. A sa suite, nobles et prêtres s'enfuirent. Quand tous les privilégiés eurent abandonné la ville par eux compromise, le gouverneur déclara solennellement qu'on n'accorderait plus de laisser-passer !

Il fallait cependant songer à se défendre. Quelques centaines de paysans furent réquisitionnés pour relever les fortifications. On parvint à placer 257 canons sur les remparts, et aux 2282 soldats réguliers qui formaient la garnison on adjoignit environ 2600 bourgeois et paysans, mais fort mal disposés, qui commençaient à se demander au nom de quels principes et pour défendre quels chefs ils al-

laient se battre. Les ordres des officiers étaient ou éludés ou mal exécutés. Les journaux français pénétraient dans la ville et étaient lus avidement. Un marchand vendait publiquement des cocardes tricolores, et, soit peur, soit sympathie, soit précaution, à peu près tout le monde en avait acheté. Avant qu'un seul coup de fusil eût été tiré, des défections avaient eu lieu. Ainsi les soixante hommes du contingent de Nassau-Weilburg repassèrent le Rhin en criant qu'ils ne voulaient pas se faire exterminer pour les gens de Mayence. Il est vrai que les princes allemands leur donnaient le signal. Aux lettres suppliantes envoyées par l'archevêque à vingt-six d'entre eux, ses plus proches voisins, vingt ne daignèrent seulement pas répondre, cinq firent savoir qu'ils étaient neutres, et le landgrave de Hesse-Darmstadt alla jusqu'à se vanter de trop aimer la France pour vouloir se brouiller avec elle. Or ce même landgrave s'était au contraire signalé par l'exagération de sa haine et par ses furibondes déclamations contre la France. La peur est décidément le pire des conseillers. Elle explique, mais n'excuse pas bien des lâchetés et bien des infamies.

Custine n'avait donc qu'à paraître. Il était vainqueur avant d'avoir combattu. Le 17 octobre, un hussard vint à bride abattue annon-

cer l'approche des Français. Consternation générale et cris d'effroi. On sut le soir que ce n'était qu'un ivrogne, dont un cabaretier s'était débarrassé en lui faisant peur des Français. Le 19, l'armée arriva réellement. Afin de dissimuler son petit nombre, Custine avait dispersé des détachements dans toute la campagne, étendu sa cavalerie sur une seule ligne, et allumé des feux pour 30 000 hommes. Avec une armée aussi mal équipée que la sienne, et sans artillerie de siège, il ne pouvait pas entreprendre l'attaque régulière d'une place aussi forte. Une surprise seule et la terreur des Mayençais lui donnaient quelque espoir. Il envoya donc Houchard sommer la ville par une lettre pleine de fanfaronnades ridicules si le succès ne les avait couronnées. « J'ai tous les moyens de faire réduire votre ville en cendres : grilles pour tirer à boulets rouges, obus d'artifices pour incendier. Vous connaissez la perfection de l'artillerie française ; vous connaissez les soldats français. Ceux auxquels je commande tenteront tout à ma voix. Un vieux soldat les conduit. Demain, l'appareil de votre destruction sera prêt ; le jour de demain sera le dernier de vos jours. Je ne vous trompe pas. Peu d'heures vous sont laissées. Prononcez. » En même temps, Custine ordonnait de fréquentes décharges

d'artillerie et faisait circuler dans la campagne de nombreuses voitures chargées d'échelles de paysans, qu'on prenait de loin pour des échelles d'escalade.

Le gouverneur de Mayence était le général Von Gymnich, fanfaron ridicule, qui avai juré de ne se rendre que lorsque son mouchoi brûlerait dans sa poche. A peine ce héros d contrebande eut-il reçu la sommation de Custine qu'il assembla le conseil de défense. Un seule voix se prononça pour la résistance, e ce ne fut pas celle du général en chef. Il es vrai que les menaces de Custine avaient ét prises au sérieux. On croyait l'armée français réellement très forte, et surtout on ne suppo sait pas qu'elle eût oser sommer une plac comme Mayence sans avoir de pièces de siège De plus, les soldats se montraient mécontents ils désertaient par bandes. Enfin les Mayença ne cachaient plus leurs sympathies française et plus d'un parmi eux avait déjà sur so chapeau la cocarde tricolore. Von Gymnic perdit la tête et consentit à signer une ho teuse capitulation, sans même tenter un sim lacre de résistance. La garnison et les officie de Mayence ne furent pas traités avec rigueu On leur permit de conserver leurs armes et se retirer où bon leur semblerait, mais à co dition de ne pas servir d'un an contre la F

publique française. Tous ceux des habitants qui voudraient se retirer en avaient la faculté. La sécurité des personnes et celle des propriétés privées étaient garanties.

Le 21 octobre, à six heures du matin, Custine, presque seul, fit son entrée dans sa nouvelle conquête. Les bourgeois furent convoqués par lui au *Rathaus*, et il leur adressa un discours pour les assurer de ses intentions bienveillantes. Il n'était venu que pour leur offrir l'amitié du peuple français et pour assurer leur indépendance. Il la respectait même si fort qu'il les laissait libres de reprendre leurs chaînes si bon leur semblait. Son discours fut couvert d'applaudissements. On entendit même quelques cris de *Vive la République!* Le 22 octobre, au matin, eut lieu l'entrée des troupes françaises. La stupéfaction des Mayençais égala leur admiration. Ils ne savaient de quoi s'étonner le plus, ou du petit nombre de leurs vainqueurs ou de leur extrême dénuement. Les conquérants de Mayence étaient en effet fort sales et déplorablement déguenillés. A peine chaussés, barbes incultes, ils avaient piqué sur leurs baïonnettes les pains de munition et les quartiers de viande qu'on leur avait distribués, et défilaient en chantant le *Ça ira*. Ce n'étaient plus les beaux hommes, les brillants soldats de l'archevêque, si bien

habillés, si bien nourris, si gras et si roses; mais c'étaient de solides fantassins, qui savaient se battre et supporter la fatigue. Quand ils occupèrent les postes de la ville dans la nuit du 22 au 23, ils rendirent aux habitants les matelas, coussins et édredons qu'exigeaient pour eux les soldats électoraux. Une botte de paille et une couverture de laine leur suffisaient. C'étaient aussi des soldats disciplinés, qui jamais ne volaient, qui jamais ne vagabondaient dans les rues et les cabarets, qui ne s'en prenaient pas dans leur pesante ivresse aux citoyens inoffensifs, comme, hélas! nous en avons trop vus, en 1871, dans celles de nos villes qui furent occupées par les troupes de l'empereur Guillaume.

On trouva à Mayence 237 canons, des fusils en quantité et des munitions énormes. Aussi la France accueillit-elle avec enthousiasme la nouvelle de cette conquête inattendue. Il n'y eut pas d'éloges hyperboliques qui ne furent décernés au conquérant de Mayence. Certain quatrain le compare tout à la fois à Fabius Cunctator, à Washington et à Annibal. On le nomma tout de suite commandant en chef de l'armée du Rhin. Biron, naguère son supérieur devint son subordonné. On ne lui marchanda pas les honneurs. Du jour au lendemain, il était devenu grand homme. Pourtant, quelles victoires

avait emportées Custine? Aucune. De quelle armée avait-il triomphé? D'aucune. Certes ceux de nos soldats qui, au même moment, luttaient dans les gorges de l'Argonne ou escaladaient les seize redoutes de Jemmapes, méritaient autrement bien de la patrie que les heureux soldats de Custine, qui conquéraient de riches provinces par une simple marche de flanc.

III

Si Custine eût été réellement le grand général qu'on croyait, il avait alors une magnifique occasion de prouver ses talents militaires. Les Prussiens venaient d'être battus à Valmy et battaient péniblement en retraite. Custine aurait dû descendre le Rhin et couper les communications de cette armée prussienne. Il acquérait ainsi une gloire autrement solide et rendait des services bien plus sérieux qu'en mettant à contribution des pays qui ne se défendaient pas. Cette manœuvre décisive était, pour ainsi dire, si bien indiquée par les circonstances, que les princes allemands s'attendaient à la voir exécuter d'un instant à l'autre. Gœthe, dans l'intéressante narration qu'il a écrite de cette retraite, parle à diverses reprises des craintes inspirées par Custine à l'ar-

mée prussienne. « Les progrès de Custine semblaient entraîner des malheurs sans terme : ils annonçaient un esprit extraordinaire, à la fois conséquent et hardi et tout devait être déjà perdu. Rien ne paraissait plus naturel et plus vraisemblable que de croire Coblentz aussi occupé par les Français, et comment se ferait notre retraite? On regardait également Francfort comme perdu; on voyait menacés, d'un côté Hanau et Aschaffembourg, de l'autre Cassel, et que ne craignait-on pas encore? J'entendais souvent répéter : « Les Français « auraient-ils fait des pas si décisifs, sans de « sérieuses réflexions, sans de grandes forces « militaires?» Les opérations de Custine paraissaient aussi hardies que prudentes; on se représentait ce général, ses lieutenants, ses supérieurs comme des hommes habiles, énergiques, conséquents. »

Plus encore que Gœthe, qui n'avait de crainte que pour ses bagages et sa voiture, les princes allemands redoutaient Custine et prenaient déjà leurs dispositions pour mettre à l'abri leurs trésors et leurs personnes. Quand ils apprirent la chute de Mayence, leurs craintes se convertirent en épouvante. Même sur la rive droite du Rhin, on vit le landgrave de Hesse-Cassel s'enfuir précipitamment de sa capitale. Les prélats de Wurtzbourg et de

Fulda envoyèrent demander des garanties au général français. Le Reichstag de Ratisbonne emballa ses archives et loua des bateaux, pour descendre le Danube. Ce furent surtout les princes de la rive gauche, les électeurs de Trèves et de Mayence, directement menacés, qui crurent leurs derniers jours venus. L'électeur de Trèves, Clément Wenceslas, nous avait, il est vrai, gravement provoqués. Il avait ordonné à ses journalistes de diffamer la Révolution française; il avait accueilli les émigrés comme des alliés, comme des amis, et installé dans son château de Coblentz ce pseudo-gouvernement, où les frères du roi étaient régents et Calonne ministre des finances. Il avait fait de la réaction à outrance, persécuté les écrivains ou orateurs libéraux, expulsé les professeurs de son université, les maîtres de son gymnase, les instituteurs de ses écoles primaires. Aussi bien il prit peur de son œuvre et, redoutant les vengeances françaises, s'enfuit en toute hâte à Bonn, dès le 21 octobre, après avoir confié le gouvernement à deux chanoines, Kesselstadt et Hoch. Il est vrai que ces derniers ne l'acceptèrent qu'à condition de pouvoir le repasser à d'autres et s'enfuir à leur tour. Le lendemain en effet, 22 octobre, ils installaient à leur place le chancelier Von Hugel et partaient. Hugel ne resta que jusqu'au 25,

et encore autorisa-t-il en partant le conseil municipal à se tirer d'affaire comme il le pourrait et au besoin à négocier avec Custine. On ne sait où se serait arrêtée cette piteuse transmission de pouvoirs, si, le 27 octobre, un coup de théâtre ne s'était produit. Les Prussiens revenant de Valmy venaient d'entrer à Coblentz et l'avaient mise à l'abri d'un coup de main. Aussitôt tout le monde de revenir, von Hugel le premier, puis les deux chanoines. Quant au prince électeur, il ne se décida à rentrer dans sa capitale que le 21 octobre 1793. On reçut ce triste personnage comme un triomphateur. Juges et magistrats en grands costumes, bourgeois, jeunes filles en robes blanches, rien ne manqua à la réception, pas même le coup de sifflet de la postérité.

L'électeur de Cologne suivit l'exemple de son collègue, mais avec plus de dignité. Maximilien François de Habsbourg-Lorraine, le propre oncle de Marie-Antoinette, détestait cordialement les Français. Il avait pris ses précautions contre l'esprit révolutionnaire en interdisant la circulation des journaux et des livres français. Il avait fait jeter en prison l'avocat Roth, qui cherchait à agiter les campagnes. Il avait donné de sévères avertissements à ses professeurs de l'université de Bonn. Pourtant le voisinage et l'approche des

Français avaient excité dans ses domaines une véritable fièvre. Les privilégiés tremblaient; les libéraux appelaient de leurs vœux l'apparition du drapeau tricolore, et les peuples frémissaient d'impatience. En novembre, la fuite des fonctionnaires et le déménagement des privilégiés commencèrent; le 4 décembre, une ordonnance électorale recommandait aux sujets du prince, et spécialement aux fonctionnaires, de se borner à un rôle passif dans les vicissitudes de la guerre. Le 15 du même mois, l'archevêque s'enfuyait à Munster, sans oublier son trésor, et après avoir ordonné de sévères mesures contre ceux de ses sujets qui étaient suspects de sentiments libéraux. Il ne resta pas longtemps hors de l'électorat. Cette fois seulement, ce furent les Autrichiens battus à Jemmapes et non plus les Prussiens qui le réintégrèrent dans sa principauté, non sans se faire payer leurs services, en pillant les arsenaux, en encombrant la ville de leurs blessés, et en occupant par de fortes garnisons tous les points stratégiques.

Si donc, après la prise de Mayence, Custine avait continué sa marche sur le Nord, il s'emparait facilement de Cologne, de Trèves, de Bonn, de Coblentz. Il mettait la main sur l'importante position d'Ehrenbreistein, si facile à défendre; il coupait la route aux Prussiens

fatigués et les forçait à se frayer un passage de vive force ou à reculer jusqu'à l'extrémité septentrionale des pays rhénans. En un mot, il conquérait la rive gauche du fleuve, et il avait l'heureuse chance de conduire ces opérations dans un pays appartenant à des princes qui nous avaient provoqués, qui avaient donné asile à nos ennemis, que nous avions par conséquent le droit de punir de leur intervention dans nos affaires. De plus, il aurait pu se présenter en libérateur, les mains pleines de promesses, délivrant les prisonniers politiques, vivant aux dépens des nobles et des prêtres, sans rien demander aux bourgeois et aux peuples. Il le pouvait d'autant plus facilement que l'armée française, victorieuse à Jemmapes, lui aurait donné la main. Cette armée venait d'entrer à Aix-la-Chapelle. Les deux généraux vainqueurs, Dumouriez et Custine, n'auraient eu qu'à marcher au-devant l'un de l'autre, et, par la rapide concentration de leurs forces, ils eussent opéré sans rencontrer de résistance.

Pourquoi donc ce plan si simple, si naturel, tellement indiqué par les circonstances, ne fut-il pas exécuté? Uniquement par la faute de Custine. Il n'eut pas la modestie de continuer ses premières opérations. Enivré par de faciles victoires, il se crut de taille à renverser lui

seul le saint-empire romain de nation germanique. D'après lui, le roi de Prusse ne soulèverait pas d'opposition si on lui assurait une bonne part du butin. La Bavière et le Palatinat conserveraient la neutralité. Mal soutenue par les petits princes allemands, l'Autriche resterait seule, et Custine, dans sa naïve infatuation, s'engageait à lui dicter les conditions de la paix. Il ne demandait que des renforts et la permission d'agir seul. Comme ses dépêches respiraient le plus entier dévouement à la République, comme d'un autre côté la Convention ne répugnait pas à cet esprit de propagande guerrière, on lui accorda tout ce qu'il demanda. Ne promettait-il pas, pour son coup d'essai, d'entrer dans la vieille capitale de l'empire, à Francfort? Il y entra bien en effet; mais ce fut son dernier succès, et, par l'occupation intempestive et impolitique de cette ville, il ne réussit qu'à provoquer contre nous un redoublement de haine.

La riche cité de Francfort-sur-le-Mayn, à quelques heures de Mayence, était déjà la ville des banquiers, un des principaux marchés financiers et commerciaux de l'Europe. Cette ville attirait Custine, comme elle attira Manteuffel en 1866. A la rigueur, nous pouvions formuler contre Francfort des griefs plus ou moins graves. Elle avait prêté de l'argent à

l'Empereur et aux princes allemands pour nous faire la guerre; on avait fabriqué chez elle de faux assignats; elle avait donné l'hospitalité aux émigrés, et ses journaux avaient été d'une grande violence contre la Révolution; « mais, ainsi que le fait remarquer avec justesse un des plus récents historiens de cette époque, M. Rambaud, il était difficile dans ces faits de démêler la part du gouvernement et des particuliers. On ne manquerait pas, en Europe, de faire remarquer que c'était précisément à une république que la république française s'attaquait. Sans doute Francfort, comme la plupart des villes allemandes, avait une constitution tellement aristocratique, qu'elle avait aussi peu d'analogie que possible avec le gouvernement populaire issu de la journée du 10 août; mais l'opinion, une fois passionnée par cette levée de contributions, refuserait de faire ces distinctions. On regarderait les accusations de Custine comme inventées à plaisir dans un but intéressé. »

Quoi qu'il en soit, dès le 21 octobre, Custine franchissait le Rhin à Mayence et dirigeait une partie de ses troupes sur le Mayn. Houchard, le futur vainqueur de Hondschoote, commandait l'avant-garde. Il ne rencontra aucune résistance jusqu'aux portes de Francfort, mais il n'était pas en force et craignit de

s'engager dans le dédale des ruelles étroites qui constituaient l'ancienne ville. Il annonça donc qu'il attendait des renforts, et demanda des vivres contre payement. Quelques jours plus tard arrivait le général Neuwinger, avec le gros des troupes. Cette fois, il déclara qu'il voulait entrer dans la ville pour remettre au sénat une lettre de Custine, et qu'il était disposé à en ouvrir les portes à coups de canon. Les Francfortois prirent peur et n'essayèrent même pas de résister. La ville fut aussitôt occupée par nos troupes. Neuwinger se présente alors au sénat et réclame une contribution de deux millions de florins, qu'il consent, après de longs pourparlers, à réduire à quinze cent mille. Seulement il a grand soin de stipuler que cette contribution portera uniquement sur les nobles, les magistrats et les couvents. Le bourgeois peu fortuné et l'ouvrier ne payeraient rien.

Le 27 du même mois, pour hâter la négociation, Custine se rendit en personne à Francfort. « Je veux de l'argent, répéta-t-il, donnez-moi de l'argent! » Attitude piteuse, qui réduisait le général en chef d'une armée française au rôle d'emprunteur par nécessité ; mais Custine avait à ce moment pour lui la raison du plus fort. Le sénat de Francfort se résigna. Il donna un million en numéraire et des garanties pour le reste.

Mis en goût par cette productive campag
Custine envoya alors Houchard dans la Hes
pour y lever de nouvelles contributions.
riche petite ville de Hombourg fut en ef
rançonnée, puis les salines ou plutôt les m
gasins de sel de Nauheim, appartenant
landgrave de Hesse-Cassel, saisis et vend
Les lieutenants de Custine continuèrent qu
que temps encore leur exploration ou plu
leur exploitation de l'Allemagne. On les vi
Fulda, à Nassau, à Lienbourg; mais l'arm
française se déshonorait. Ce n'étaient pas
des opérations de guerre, mais de rapine. C
remplissait les coffres, et on vivait aux d
pense de l'habitant; mais on commettait fau
sur faute : d'abord au point de vue militair
puisque, par cette pointe excentrique, on s'exp
sait à être coupé de ses communications; e
second lieu au point de vue politique, parce qu
les Allemands, indisposés par ces exaction
allaient désormais épouser contre nous le
querelles et les ressentiments de leurs prince

A la fin de l'année 1792, nous n'en étions pa
moins vainqueurs sur tous les points. A c
moment, unique dans notre histoire natio
nale, nous n'avions combattu que pour nou
défendre, et nos victoires étaient légitimes. L
déclaration de guerre est du mois d'avril, e
en novembre, six mois après, tous nos ennemi

étaient battus et punis de leur intervention dans nos affaires par la perte ou d'une bataille ou l'une province. Les Prussiens ont été ramenés jusqu'au Rhin après Valmy, les Autrichiens ont perdu la Belgique après Jemmapes, les Piémontais sont chassés de la Savoie et de Nice, les petits princes allemands de la rive gauche du Rhin sont tous dépossédés. La jeune République a quelques semaines à peine d'existence, et elle a réussi à rompre le redoutable faisceau d'alliances formé contre elle ; elle s'est étendue jusqu'aux frontières naturelles ; elle est entourée comme d'une ceinture de peuples reconnaissants, qui lui doivent leur indépendance. Il semble donc qu'un avenir radieux lui soit réservé. Et pourtant que de traverses encore, que de péripéties tragiques, que de gloires et de désastres avant que soit définitivement fondé le régime qui seul peut garantir à notre patrie sa liberté et sa légitime influence !

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Fin de la table des matières.

Coulommiers. — Typ. Paul BRODARD.

